

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAÎSSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger) Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro :
 (Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
 Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

CIRCULAIRE

COMMISSAIRE FRANCE P. I.

à tous Chefs de Service et de Bureau
 Commandants de Cercle et de Subdivision

Vous communique ci-après texte télégramme reçu du Haut-Commissaire Afrique Française :

« Gouverneur Général BOISSON adresse à tous en Afrique Occidentale ses vœux très cordiaux pour l'année nouvelle *Stop*. Tous ont accompli leur tâche *stop*. Ensemble nous allons la continuer pour l'honneur français et relèvement de notre Patrie *stop*. Avec le meilleur de notre intelligence de notre volonté et de notre cœur nous allons ajouter de nouveaux efforts aux efforts accomplis *stop*. Par nous étroitement unis aux Français de France derrière le Maréchal la Patrie sortira de ses épreuves. Vive la France.

Signé : BOISSON ».

Suis sûr que continuerez dans voie tracée pour prospérité Territoire et relèvement Patrie.

A sentiments exprimés par Haut-Commissaire joins mes vœux pour vous vos familles et celles vos collaborateurs.

J. DE SAINT-ALARY.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

- 15 juillet — Arrêté ministériel fixant les règles applicables aux agents contractuels faisant partie du personnel supérieur des réseaux, de chemins de fer coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 718 du 24 décembre 1941) 3
- 22 août — Loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 18 décembre 1940 sur le conseil d'Etat 6

- 11 septembre — Loi étendant aux pensionnés d'invalidité de la guerre 1939-1940 les dispositions de la loi du 22 mars 1935 6
- 14 septembre — Loi fixant le statut des fonctionnaires civils de l'Etat et des établissements publics de l'Etat. (Arrêté de promulgation n° 760 du 27 décembre 1941) 7
- 16 septembre — Loi suspendant provisoirement pour la durée du temps de guerre l'application des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 49 du code de justice militaire pour l'armée de terre. (Arrêté de promulgation n° 761 du 27 décembre 1941) 18
- 22 septembre — Arrêté interministériel complétant le tableau des produits admis au bénéfice des dispositions de la loi du 20 août 1940. (Arrêté de promulgation n° 762 du 27 décembre 1941) 18
- 1^{er} octobre — Loi complétant la loi du 22 août 1941 relative à la composition du conseil d'Etat 6
- 5 octobre — Loi modifiant l'article 11 du code de justice militaire pour l'armée de terre. (Arrêté de promulgation n° 763 du 27 décembre 1941) 19
- 5 octobre — Loi relative à la composition des tribunaux militaires permanents jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre (justiciables des tribunaux de l'armée de terre et militaires de l'armée de l'air). (Arrêté de promulgation n° 764 du 27 décembre 1941) 19
- 11 octobre — Loi instituant des tableaux de concours pour la légion d'honneur 20
- 23 octobre — Décret portant organisation du service des transmissions de l'Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation n° 765 du 27 décembre 1941) 21
- 24 octobre — Décret concernant les chambres de commerce dans les territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 766 du 27 décembre 1941) 22
- 10 novembre — Loi instituant une commission spéciale des sociétés secrètes et fixant certaines modalités d'application des lois des 11 août et 25 octobre 1941. (Arrêté de promulgation n° 767 du 27 décembre 1941) 22

13 novembre	—	Loi déclarant les lois du 2 juin 1941 portant statut des juifs et prescrivant le recensement des juifs applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies qui n'ont pas été visés par lesdites lois. (Arrêté de promulgation n° 768 du 27 décembre 1941).	24
18 novembre	—	Loi modifiant la loi du 29 août 1940 portant création de la Légion française des combattants et volontaires de la révolution nationale. (Arrêté de promulgation n° 769 du 27 décembre 1941).	24
19 novembre	—	Décret abrogeant et remplaçant le deuxième alinéa de l'article 6 du décret du 22 juillet 1939 modifiant les articles 26 et 13 du code pénal ainsi que l'article 378 du code d'instruction criminelle et supprimant la publicité des exécutions capitales dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion et les Iles Saint-Pierre et Miquelon. (Arrêté de promulgation n° 770 du 27 décembre 1941).	25
RECTIFICATIF	au	décret du 11 août 1941 relatif à l'attribution de la médaille de la Reconnaissance française	25

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941			
14 juin	—	N° 296 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937, fixant le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs.	25
14 juin	—	N° 297 — Arrêté modifiant le taux de la taxe fixe prévue à l'article 3 de l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 réglementant l'impôt personnel.	26
14 juin	—	N° 298 — Arrêté modifiant la nomenclature et les taux des patentes.	26
31 juillet	—	N° 414 — Arrêté fixant l'indemnité de zone pour le 2 ^e semestre 1941.	27
16 octobre	—	N° 575 — Arrêté portant réglementation et attribution d'allocations familiales.	28
16 octobre	—	N° 576 — Arrêté supprimant la taxe additionnelle fixée par arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 et instituant un impôt cédulaire sur les revenus et un impôt général sur le revenu.	31
16 octobre	—	N° 582 — Arrêté portant fixation et arrêtant le projet de budget annexe de l'exploitation du réseau des chemins de fer de l'exercice 1942.	44
17 novembre	—	N° 4010 F/3 — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, autorisant le Crédit Lyonnais à se livrer au commerce de l'or et à passer des contrats de dépôt sur matières d'or. (promulgué au Togo par arrêté n° 771 du 27 décembre 1941).	45
26 novembre	—	N° 4118 F.2/c. — Arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, autorisant le Crédit Lyonnais à se porter caution personnelle et solidaire des soumissionnaires et titulaires des marchés passés en A. O. F. (promulgué au Togo par arrêté n° 771 du 27 décembre 1941).	45
13 décembre	—	N° 692 — Arrêté complétant le tableau des franchises postales.	46
13 décembre	—	N° 693 — Arrêté fixant pour l'année 1942 le nombre d'élèves à admettre à l'école professionnelle de Sokodé.	46

13 décembre	—	N° 694 — Arrêté portant désignation de l'établissement affecté à l'internement des individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique.	46
15 décembre	—	N° 696 — Arrêté fixant les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935.	46
17 décembre	—	N° 700 — Arrêté fixant la date des élections complémentaires de la chambre de commerce.	47
17 décembre	—	N° 701 — Arrêté plaçant le cercle d'Anécho sous le régime du danger imminent.	47
17 décembre	—	N° 702 — Arrêté déclarant infecté de peste bovine le canton de Bassari.	47
20 décembre	—	N° 711 — Arrêté rapportant l'arrêté n° 701 du 17 décembre 1941 plaçant le cercle d'Anécho sous le régime du danger imminent.	48
20 décembre	—	N° 895 — Décision nommant un commissaire du gouvernement auprès du groupement professionnel du commerce du Togo.	48
22 décembre	—	N° 896 — Décision nommant une commission chargée de contrôler les tonnages de maïs embarqués à destination du Sénégal.	48
22 décembre	—	N° 897 — Décision modifiant la composition de la commission d'expertise prévue à l'article 5 du décret du 15 février 1938.	48
24 décembre	—	N° 713 — Arrêté modifiant l'article 1 ^{er} de l'arrêté n° 623 du 9 novembre 1941 fixant les prix d'achat à payer au producteur pour le cacao.	49
24 décembre	—	N° 714 — Arrêté fixant les prix d'achat du caoutchouc dans les différents centres.	49
24 décembre	—	N° 715 — Arrêté modifiant l'article 1 ^{er} de l'arrêté n° 659 du 25 novembre 1941 fixant les prix d'achat des cafés.	49
24 décembre	—	N° 717 — Arrêté rendant provisoirement exécutoire le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, annexe du budget local, pour l'exercice 1942.	44
26 décembre	—	N° 756 — Arrêté nommant un contrôleur des contributions directes et fixant ses attributions.	50
27 décembre	—	N° 759 — Arrêté portant organisation des services de police générale au Togo.	50
27 décembre	—	N° 772 — Arrêté prononçant la dissolution de l'association des anciens combattants, la mise sous séquestre des biens de l'association dissoute et la désignation d'un administrateur-séquestre.	51
Personnel			52
Divers			54

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

1941		
INSTRUCTION	sur les conditions d'accès des français et des étrangers au Maroc.	59
INSTRUCTION	relative à la taxe d'embarquement ou de débarquement des passagers utilisant la voie maritime ou la voie aérienne.	60

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Avis	relatif aux expéditions sur France de produits alimentaires et de savon.	60
Tableau	indiquant la date des audiences foraines pour l'année 1942.	60

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Chemins de fer coloniaux**

ARRETE No 718 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 15 juillet 1941 fixant les règles applicables aux agents contractuels faisant partie du personnel supérieur des réseaux de chemins de fer coloniaux.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant création du cadre général des chemins de fer coloniaux, promulgué au Togo le 15 juin 1939;

Vu le décret du 8 août 1941 relatif à l'application du décret du 19 mai 1939 susvisé, promulgué au Togo le 24 octobre 1941;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 1941;

Vu les instructions en date du 12 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 15 juillet 1941 fixant les règles applicables aux agents contractuels faisant partie du personnel supérieur des réseaux de chemins de fer coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 19 mai 1939 fixant le statut du personnel des réseaux de chemins de fer coloniaux;

Vu l'instruction du 22 janvier 1937 de la Société nationale des chemins de fer français;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les règles applicables aux agents contractuels faisant partie du personnel supérieur des réseaux de chemins de fer coloniaux organisés par le décret du 19 mai 1939 font l'objet de l'annexe jointe au présent arrêté.

Il ne peut être dérogé à ces règles, par des clauses expresses insérées dans les contrats particuliers, que dans des cas exceptionnels et après décision spéciale et motivée du secrétaire d'Etat.

ART. 2. — Le gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique, les gouverneurs généraux de l'Indochine et de Madagascar sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 15 juillet 1941.

Amiral PLATON.

ANNEXE.

A L'ARRÊTÉ DU 15 JUILLET 1941

**RÈGLES APPLICABLES AUX AGENTS CONTRACTUELS
FAISANT PARTIE DU PERSONNEL SUPÉRIEUR
DES RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER COLONIAUX**

Conditions générales

Les agents contractuels acceptent l'obligation de se conformer pendant toute la durée de leur contrat à la réglementation imposée aux agents des chemins de fer et, notamment, en ce qui concerne la discipline.

S'ils se refusent à remplir les obligations qui résultent de leur contrat ils sont passibles de l'application des dispositions de l'article 45 du décret du 19 mai 1939. Toutefois, l'application des peines de privation d'emploi et de traitement entraîne, pour les contractuels, la résiliation d'office du contrat conformément aux dispositions ci-après :

Les agents recrutés peuvent être appelés à tenir pendant toute la durée de leur contrat, en un point quelconque du réseau pour lequel ils sont recrutés, un emploi susceptible d'être confié, d'après les lois et règlements en vigueur, à un agent du cadre général des chemins de fer coloniaux de leur échelle et de leur échelon.

Durée de l'engagement

La date de début et la date d'expiration de l'engagement sont fixées par le contrat.

Pour les réseaux d'Afrique, la durée du contrat est fixée à trois ans, dont au moins vingt-huit mois de présence effective à la colonie.

Pour les réseaux d'Indochine et de Madagascar, la durée du contrat est fixée à quatre ans, dont au moins trente-neuf mois de présence effective à la colonie.

Les agents sont embarqués sur le premier bateau qui suit la date d'expiration de leur séjour obligatoire dans la colonie.

Toutefois, pour des raisons de service ou, exceptionnellement sur leur demande, le délai de séjour à la colonie des agents dont le renouvellement du contrat est envisagé peut être réduit ou augmenté de deux mois au maximum.

Dans ce cas la durée du contrat sera diminuée ou augmentée dans les mêmes proportions.

Les agents contractuels sont tenus, sauf le cas de maladie reconnue dans les conditions réglementaires, d'embarquer pour la colonie sur le bateau fixé par l'administration qui sera, en principe, le premier bateau partant après la date du début de leur engagement. Il peut, toutefois, leur être accordé un délai de quinze jours entre la date de début de leur engagement et la date de leur embarquement.

Congés

A l'expiration du temps de séjour exigé à la colonie, les intéressés obtiendront un congé à passer dans leur pays d'origine depuis le jour de leur débarquement jusqu'à l'expiration de leur contrat.

Renouvellement du contrat

Lorsque le contrat d'un agent contractuel vient à expiration et qu'un nouveau contrat lui est accordé, l'échelle, l'échelon et l'ancienneté de l'échelon du nouveau contrat à la date de début de l'engagement

est identique à l'échelle, l'échelon et l'ancienneté de l'agent à la date de l'expiration de l'engagement de l'ancien contrat.

En aucun cas, le renouvellement d'un contrat ne peut s'effectuer par tacite reconduction.

Avances de solde avant embarquement

Les agents contractuels perçoivent, avant leur premier embarquement, l'indemnité de départ colonial allouée aux fonctionnaires de leur catégorie. Il peut, en outre, leur être alloué, sur leur demande, une avance de deux mois de traitement de France, remboursable par quarts précomptés sur la rémunération des quatre premiers mois entiers qui suivent leur arrivée à leur poste d'affectation.

Situation au point de vue des passages, déplacements, soins médicaux, admission dans les hôpitaux

Conformément à l'article 32 du décret du 19 mai 1939, les agents contractuels sont assimilés pendant la durée de leur contrat aux fonctionnaires du cadre général des chemins de fer (voyages en mer et à terre, déplacements, soins médicaux, admission dans les hôpitaux).

Traitement prévu en cas de maladie ou d'accident. — Résiliation de contrat

A. — Maladies non endémiques ou ne provenant pas des fatigues du service :

Si la maladie n'excède pas deux mois, l'agent a droit au paiement intégral de ses émoluments coloniaux durant cette période, sous réserve qu'il fasse constater son incapacité de service par le médecin agréé par le réseau colonial ;

Si la maladie excède deux mois, le réseau colonial se réserve le droit, après avis de la commission d'expertises médicales, de licencier l'agent malade, à charge pour lui de le faire rapatrier en France.

Dans ce cas, l'agent bénéficie d'un congé de maladie qui se décompose comme suit :

Deux mois de soins et de convalescence à la colonie, à solde coloniale ;

Quinze jours à un mois de repos à la colonie, à solde de France, pour l'accomplissement des formalités précédant le rapatriement ;

Durée de la traversée de retour en France, à solde de France ;

Trois mois dans la métropole, à solde de France, à titre d'indemnité de licenciement.

Toutefois, le réseau colonial peut conserver l'agent au delà de deux mois de maladie. Celui-ci est alors tenu en solde de France jusqu'au jour où il reprend son service.

Le réseau colonial peut aussi licencier l'agent malade sans attendre le délai de deux mois si le médecin agréé par le réseau estime que le rapatriement s'impose d'urgence. Dans ce cas, l'agent a droit au paiement intégral de ses émoluments coloniaux jusqu'au jour de son embarquement à la colonie et, à partir de ce moment, les conditions prévues pour les agents licenciés à l'expiration du délai de deux mois lui sont applicables.

B. — Maladies endémiques ou épidémiques ou provenant des fatigues du service :

Si la maladie n'excède pas quatre mois, l'agent a droit au paiement intégral de ses émoluments coloniaux durant cette période, sous réserve qu'il fasse constater son incapacité de service par le médecin agréé par le réseau colonial.

Si la maladie excède quatre mois, le réseau colonial se réserve le droit, après avis de la commission

d'expertises médicales, de licencier l'agent malade à charge pour lui de le faire rapatrier en France.

Dans ce cas, l'agent bénéficie d'un congé de maladie qui se décompose comme suit :

Quatre mois de soins et de convalescence à la colonie à solde coloniale ;

Quinze jours à un mois à la colonie, avec solde de France, pendant l'accomplissement des formalités précédant le rapatriement ;

Durée de la traversée de retour en France, à solde de France ;

Un mois, à solde de France par semestre de séjour colonial, avec minimum de trois mois et maximum de six mois, à titre d'indemnité de résiliation de contrat, étant entendu que tout semestre commencé compte pour un semestre entier.

Toutefois, le réseau colonial peut conserver l'agent au delà de quatre mois de maladie. Celui-ci est alors tenu en solde de France jusqu'au jour où il reprend son service.

Le réseau colonial peut aussi licencier l'agent malade sans attendre le délai de quatre mois, si le médecin agréé par le réseau estime que le rapatriement s'impose d'urgence. Dans ce cas, l'agent a droit au paiement intégral de ses émoluments coloniaux jusqu'au jour de son embarquement à la colonie et, à partir de ce moment, les conditions prévues pour les agents licenciés à l'expiration du délai de quatre mois lui sont applicables.

Au cas où la maladie contractée en service serait suivie de mort, le réseau colonial peut attribuer, s'il le juge utile, à la veuve, aux descendants ou aux ascendants à la charge de l'agent décédé une ou des indemnités qui ne sauraient dépasser le montant de l'indemnité de résiliation qui aurait pu être attribuée à l'agent.

Accidents en service. — Résiliation. — Rentes viagères

Si les agents contractuels viennent à être victimes d'un accident survenu à raison de l'accomplissement des fonctions qui leur sont confiées par leur contrat, ils ont droit aux mêmes avantages de salaires que ceux prévus pour le cas de maladie provenant des fatigues du service. Toutefois, en cas de résiliation de contrat à toute époque après la première période de quatre mois à solde entière, il est alloué aux agents contractuels, au lieu d'une indemnité de résiliation, une rente calculée conformément aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 et aux lois subséquentes relatives aux responsabilités des accidents dont les ouvriers et employés sont victimes dans leur travail.

Si l'accident est suivi de mort, leur veuve, leurs descendants ou leurs ascendants à leur charge reçoivent une rente viagère calculée conformément aux mêmes textes que ci-dessus. Cette rente est cumulable avec celle constituée par prélèvements sur leur traitement comme indiqué ci-après.

Sanctions disciplinaires

Les agents contractuels sont soumis au point de vue des sanctions disciplinaires, comme indiqué ci-après, aux mêmes règles et jouissent, compte tenu de ce qui précède, des mêmes garanties que les agents du cadre général des chemins de fer coloniaux.

Lorsque la résiliation du contrat est une sanction disciplinaire, il n'est alloué aucune indemnité de résiliation. Dans ce cas, les agents contractuels ne touchent leur traitement que jusqu'au jour inclus de leur arrivée au port de débarquement, à condition qu'ils s'embarquent sur le paquebot qui leur est

désigné, faute de quoi le paiement du traitement est suspendu à la date d'arrivée normale au port du paquebot qu'ils auraient dû prendre et les frais de voyage de retour laissés à leur charge.

Résiliation pour convenances personnelles

Si les agents contractuels demandent pour convenance personnelle à résilier leur contrat ou, notamment en raison de la maladie d'un membre de leur famille, à rentrer en France avant l'expiration normale de leur période de séjour obligatoire à la colonie, la résiliation de leur contrat n'est pas de droit et reste subordonnée à l'acceptation de l'administration qui n'est pas tenue dans ce cas au paiement d'une indemnité de résiliation, ni au rapatriement des intéressés et, éventuellement, de leur famille.

Rajustement des émoluments

Les émoluments de toute nature des agents contractuels subissent les rajustements qui affecteraient ultérieurement, pendant la durée des contrats, les traitements des agents du cadre général des chemins de fer coloniaux.

Retraites. — Assurances en cas de décès

Pour l'emploi des prélèvements opérés sur le traitement des agents contractuels, ne provenant pas de la société nationale des chemins de fer français, en application de l'article 33 du décret du 19 mai 1938 ainsi que de la contribution des réseaux coloniaux, les intéressés devront, dans un délai de trois mois à compter de la date de la signature du contrat, opter pour l'une des deux formules ci-après :

Formule A

Les prélèvements et la contribution dont il s'agit seront versés à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en vue de la constitution d'une rente dont l'entrée en jouissance est fixée au plus tôt à cinquante-cinq ans. En cas de maintien en service après cinquante-cinq ans, par analogie avec l'âge auquel un fonctionnaire ayant un rang, une solde et des charges de famille équivalents est mis à la retraite, l'entrée en jouissance peut être ajournée à soixante ans sur demande de l'intéressé et au cours de la période d'ajournement l'agent aura la faculté de demander la délivrance de sa rente, par voie de désajournement à toute année d'âge accomplie : cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit ans ou cinquante-neuf ans dans les conditions fixées par la législation de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les versements peuvent être faits soit à capital réservé, soit à capital aliéné, au choix des intéressés.

Si les agents quittent le service sans avoir atteint l'âge prévu pour leur retraite, il leur appartiendra, s'ils l'estiment opportun, de continuer eux-mêmes les versements à la caisse susvisée, mais ces versements seront inscrits sur un second livret individuel ouvert par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et destiné à leur constatation exclusive.

La rente constituée à l'âge prévu est une rente individuelle. Mais sur demande faite par les intéressés, au moins trois années avant l'âge fixé pour l'entrée en jouissance elle peut être transformée, à cette époque, moyennant une réduction de son montant, en une rente réversible pour moitié sur la tête du conjoint et, le cas échéant, sur la tête des orphelins doubles jusqu'à l'âge de vingt et un ans. La demande de transformation peut aussi être faite au moment de l'échéance, mais elle ne peut alors être agréée par la caisse nationale que si le titulaire est encore en fonctions.

Les livrets individuels délivrés au nom des agents contractuels, par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse seront conservés par les réseaux et remis aux titulaires lorsque ces derniers viendront à quitter définitivement le service.

Les bulletins de situation établis annuellement par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, indiquant à la fin de chaque année d'âge du titulaire, le montant de la rente acquise, sont communiqués aux intéressés par les réseaux et conservés par ceux-ci pour n'être remis aux titulaires que lorsqu'ils quittent définitivement le service.

Formule B

1^o — La contribution des réseaux coloniaux sera employée comme il est indiqué à la formule A ci-dessus ;

2^o — Les prélèvements opérés sur le traitement des agents seront versés à la caisse nationale d'assurance en cas de décès sur un livret-police d'assurance de capital différé souscrite sous condition de réserve ; l'échéance de cette police sera fixée au plus tôt à la date où le contractuel aura cinquante-cinq ans.

En cas de maintien en service après cinquante-cinq ans, par analogie avec l'âge auquel un fonctionnaire ayant un rang, une solde et des charges de famille équivalents est mis à la retraite, l'échéance de la police peut être fixée à toute année d'âge jusqu'à soixante ans maximum.

Si les agents quittent le service sans avoir atteint l'âge prévu pour la mise à la retraite, ils auront la faculté, soit de continuer eux-mêmes les versements à la caisse susvisée et, dans ce cas, ces versements seront inscrits sur un second livret individuel destiné à leur constatation exclusive, soit de demander, lors de la cessation de leurs services administratifs et quels que soient leur âge et la durée de leurs services aux réseaux, le rachat de leur assurance dans les conditions fixées par la législation de la caisse nationale d'assurance.

Les agents contractuels qui auront opté pour la formule B pourront, en outre, demander au moment de l'échéance le transfert du capital obtenu à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en vue de l'acquisition d'une rente.

Pour la communication des bulletins de situation et pour la remise des livrets, il sera procédé comme il est dit ci-avant pour la formule A.

Contestations

Les tribunaux de droit commun sont seuls compétents pour juger les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'exécution des contrats.

Timbre et enregistrement

Les droits de timbre et d'enregistrement sont à la charge des agents contractuels.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT
AUX COLONIES

PERSONNEL SUPÉRIEUR
DES CHEMINS DE FER COLONIAUX

CONTRAT TYPE

Entre le secrétaire d'Etat aux colonies, à Paris,

D'une part,

et M.

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

M. loue ses services à l'administration pour occuper normalement un emploi de

M. sera classé à l'échelle n° échelon n° prévus aux décrets du 19 mai 1939 portant organisation et statut du personnel des chemins de fer coloniaux.

Obligations réciproques de l'administration et de l'engagé

M. accepte toutes les obligations qui figurent dans l'annexe de l'arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 15 juillet 1941 pris en application du décret du 19 mai 1939 fixant les conditions applicables aux agents contractuels du cadre général des chemins de fer coloniaux et dont il déclare avoir une parfaite connaissance.

Le présent contrat commencera le
., il expirera le

Clauses spéciales

Fait en triple exemplaire, à
le

Conseil d'Etat

LOI du 22 août 1941 modifiant l'article 1^{er} de la loi du 18 décembre 1940 sur le conseil d'Etat.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940 fixant les pouvoirs du chef de l'Etat;

Vu la loi du 18 décembre 1940 sur le conseil d'Etat;
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de la loi du 18 décembre 1940 sur le conseil d'Etat est modifié ainsi qu'il suit :

« Le conseil d'Etat se compose de :

« 3° — Trente-sept conseillers d'Etat en service ordinaire ».

ART. 2. — A titre transitoire, la première nomination au poste nouvellement créé est faite hors tour.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 22 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.*

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER.*

LOI du 1^{er} octobre 1941 complétant la loi du 22 août 1941 relative à la composition du conseil d'Etat.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940 fixant les pouvoirs du chef de l'Etat;

Vu la loi du 18 décembre 1940 sur le conseil d'Etat;

Vu la loi du 22 août 1941 modifiant l'article 1^{er} de la loi précitée;

Après avis du conseil d'Etat;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 29, premier paragraphe, de la loi du 18 décembre 1940, est modifié ainsi qu'il suit :

« La section du contentieux est composée d'un président et de treize conseillers d'Etat en service ordinaire; elle peut être complétée par des conseillers pris dans la section de législation et les sections administratives auxquelles ils continuent d'appartenir et qui sont désignés par le vice-président du conseil d'Etat délibérant avec les présidents de section ».

ART. 2. — Le présent acte sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 1^{er} octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.*

Voir loi du 18 décembre 1940 au J. O. T. du 1^{er} avril 1941, page 180.

Pensions

LOI du 11 septembre 1941 étendant aux pensionnés d'invalidité de la guerre 1939-1940 les dispositions de la loi du 22 mars 1935.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 22 mars 1935 fixant le statut des grands mutilés de guerre, modifiée et complétée par le décret du 17 juin 1938, sont applicables aux invalides titulaires de pensions militaires d'invalidité ou de pensions de victimes civiles pour infirmités contractées au cours de la guerre 1939-1940.

Dans le cas où la loi précitée prévoit la possession de la carte du combattant, les pensionnés militaires doivent avoir obtenu le certificat prévu à l'article 3 du décret du 27 décembre 1940 définissant la qualité de combattant de la guerre 1939-1940.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 septembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER.*

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.*

Personnel

ARRETE N° 760 promulguant au Togo la loi du 14 septembre 1941 fixant le statut des fonctionnaires civils de l'Etat et des établissements publics de l'Etat.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 septembre 1941;

Vu les instructions en date du 28 novembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 14 septembre 1941 fixant le statut des fonctionnaires civils de l'Etat et des établissements publics de l'Etat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

RAPPORT

*au Maréchal de France, Chef de l'Etat français,
sur le statut des fonctionnaires*

Vichy, le 14 septembre 1941.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

« Nous avons à restaurer la France » déclariez-vous dans l'un de vos premiers appels à la nation éprouvée par la défaite.

Cette œuvre de restauration, vous avez estimé qu'elle devait comprendre l'élaboration d'un statut des fonctionnaires.

L'administration française, en effet, a joué dans notre histoire un rôle déterminant. Après les souverains et les grands serviteurs du pays, qui ont assemblé les terres et donné à la nation une âme collective, ardente et entreprenante, l'administration française s'est montrée l'ouvrière principale de la continuité et de la pérennité de l'Etat. Etroitement associée à toutes les grandeurs nationales, son prestige a été tel, pendant des siècles, que la plupart des Etats d'Europe en voie de constitution l'ont prise pour modèle.

Au cours des plus graves vicissitudes de la patrie, c'est l'administration française qui a permis les merveilleuses reprises et les prodigieux essors. Dans un silence et avec un zèle qui contrastaient avec les bruits et les agitations de la rue, toujours elle a su prendre une part décisive aux efforts des gouvernements et du pays pour atténuer ou enrayer les conséquences de nos défaites.

L'heure est donc revenue où l'administration française doit retrouver ses traditions d'ardeur et d'honneur pour participer à la révolution nationale, reconstruire l'Etat effondré et fonder le régime qui donnera à la France, avec de nouvelles raisons de vivre, une foi invincible dans son propre avenir.

Un Etat fort doit disposer d'une administration puissamment ordonnée, ferme dans le devoir, et dont les services mériteront la considération et la reconnaissance du pays. Le statut des fonctionnaires procède de cette pensée, de cette volonté, de cette nécessité. Il prend place parmi les grandes lois organiques qui, dans le cadre de la constitution, donneront à l'Etat nouveau ses traits définitifs.

Par la mise en vigueur de ce statut, vous tiendrez la promesse ancienne faite aux fonctionnaires par les gouvernements précédents. Il était nécessaire de définir en une charte solennelle les grandes règles applicables à l'ensemble des fonctions publiques, pour remédier aux incertitudes, aux divergences et à la dispersion qui régnaient en la matière. Il fallait que cette charte mit un terme aux effets désastreux qu'avaient produits dans l'administration française l'affaiblissement de nos institutions : éparpillement des responsabilités, intervention abusive des personnalités politiques, omnipotence des syndicats illégaux et, chez les individus, recherche exclusive de l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt général.

Bien que n'ayant pas atteint tous les rouages des services publics — dans beaucoup d'administrations on a gardé le sens traditionnel de la conscience professionnelle mise au service du bien public — ces maux rendaient indispensable un redressement vigoureux. Un tel redressement est, avant tout, affaire de volonté. Mais cette opération de la volonté doit s'appuyer sur des textes inspirés des principes de la révolution nationale.

Affirmer l'autorité de l'Etat, en faire découler la responsabilité des chefs, restaurer la dignité de la fonction publique, telles sont les fins précises auxquelles devaient tendre toutes les dispositions du statut des fonctionnaires.

L'autorité de l'Etat s'y affirme dans l'énoncé des devoirs particuliers qu'imposent au fonctionnaire les nécessités supérieures du service public auquel il est appelé à collaborer. Le fonctionnaire saura que ces devoirs s'étendent même à sa vie privée, dans laquelle il devra s'abstenir de toute attitude qui compromettrait le prestige de sa fonction; dans l'exercice de celle-ci, il ne devra pas perdre de vue un instant son devoir le plus essentiel, qui est d'assurer la continuité des services publics indispensables à la vie de la nation. Tout manquement à ce devoir, non seulement la grève, mais tout ralentissement concerté du travail, même par l'application volontairement trop étroite des règlements — en violation de leur esprit — placera le coupable en dehors du statut et l'exposera à des sanctions immédiates, sans qu'il puisse invoquer les garanties de la procédure disciplinaire.

En revanche, ces garanties sont minutieusement organisées pour concilier les exigences de la discipline avec la protection qu'il convient d'assurer au serviteur loyal et attaché à ses devoirs.

L'autorité se trouve également fortifiée par la règle absolue de l'avancement au choix, du moins pour l'avancement de grade.

Enfin, et c'est là une innovation essentielle du statut, l'autorité pourra se manifester à tout moment par le droit de licencier le fonctionnaire faisant preuve d'insuffisance professionnelle, alors même qu'aucune faute de nature à justifier la révocation n'a été relevée contre lui. Ce licenciement est toutefois entouré de garanties et comporte une indemnité, puisqu'il n'est pas motivé par une faute contre la discipline.

La responsabilité des chefs, corollaire de leur autorité, est affirmée en toutes circonstances. Le chef,

après s'être éclairé, décide; il décide seul en toute liberté, mais au grand jour. Ainsi en est-il en particulier en matière disciplinaire: le chef n'est pas lié par l'avis du conseil de discipline, mais il doit donner des motifs quand il applique une sanction plus grave que celle qui lui est proposée.

Tel est, dans le statut des fonctionnaires, le sens des dispositions qui doivent faire à la France une administration où, selon votre formule, monsieur le Maréchal, « la discipline du subordonné répond à l'autorité des chefs, dans la justice pour tous ».

Le statut devait encore restaurer la dignité de la fonction publique. Celle-ci tenait traditionnellement dans notre vie sociale une place de choix. Le fonctionnaire, même placé à un rang modeste, était honoré et respecté. Cet état de chose doit revenir. A cette fin, une protection est assurée au fonctionnaire contre la pratique démoralisante des recommandations: ces dernières sont formellement prohibées; le fonctionnaire, ne devant son avancement qu'au seul mérite, saura qu'il n'a pas à retirer d'avantages d'une activité politique ou extérieure quelconque.

Le fonctionnaire sera également protégé contre lui-même, puisqu'il devra rester au service de l'administration pendant un certain délai, fixé à huit ans, et puisqu'il ne pourra plus, après avoir quitté le service, utiliser contre l'administration les connaissances acquises dans l'exercice de ses fonctions. Ainsi ne verra-t-on plus un fonctionnaire, chargé du contrôle d'un marché de l'Etat, quitter le service pour entrer dans l'entreprise qu'il contrôlait précédemment.

Le fonctionnaire sera enfin protégé contre les difficultés de la vie par la garantie d'un traitement lui permettant de tenir honorablement son rang, quelles que puissent être ses charges de famille. A cet égard, le statut contient une très importante innovation: celle du traitement familial. Jusqu'ici le traitement était, à grade égal, le même pour tous. Désormais, le traitement de base sera celui d'un fonctionnaire marié et père de deux enfants. Celui qui, âgé de trente-cinq ans, n'a qu'un enfant subira une réduction de 5 pour 100; s'il n'a pas d'enfant, la réduction est portée à 15 pour 100. Si, au contraire, il a trois enfants, le traitement est majoré de 15 pour 100; il l'est de 10 pour 100 par enfant en sus de trois.

Ainsi doit disparaître la vieille notion individualiste qui voulait que le traitement normal fût celui d'un célibataire. Ce traitement normal doit être, au contraire, celui d'un Français marié et père de deux enfants, famille constituant la famille française minimum; amorcé du futur salaire familial, la réforme ainsi décidée pour les fonctionnaires constitue une importante application de la politique familiale de la révolution nationale.

Bien entendu, les circonstances s'opposent à ce que les fonctionnaires visés par les réductions prévues subissent actuellement une réduction de leurs émoluments. C'est pourquoi il est prévu qu'en aucun cas le traitement d'un fonctionnaire ne pourra être inférieur à celui dont il bénéficiait au jour de la publication de la loi.

Ainsi assuré d'une vie à l'abri des difficultés matérielles, sachant que le développement de sa carrière dépend uniquement de son propre mérite, le fonctionnaire se consacrera à la chose publique. Il retrouvera le sens de la noblesse et de la grandeur de ce mot bien français: « servir ».

A côté de la loi sur le statut des fonctionnaires civils, trouve place une seconde loi, complément indis-

pensable de la première et relative à l'organisation des cadres des services publics de l'Etat.

L'objet de ce texte est double; d'une part, il vise à assurer la conformité des règlements particuliers de chaque administration avec le statut général; d'autre part, il organise un contrôle strict des effectifs en vue de la suppression de tous les emplois reconnus inutiles et du reclassement des fonctionnaires qui les occupent.

Mais la loi sur l'organisation des cadres a aussi pour objet de déterminer dans quelle mesure les services publics doivent être assurés par des fonctionnaires, et de créer une seconde catégorie d'agents: les employés de l'Etat. Il est nécessaire, en effet, que, parmi les agents collaborant à divers titres à la marche des services, la qualité de fonctionnaire soit seulement reconnue à ceux qui occupent des emplois permanents correspondant à l'objet propre du service public, à l'exclusion de ceux dont les emplois sont analogues aux emplois privés.

Il n'existera plus ainsi que deux catégories d'agents des administrations publiques: les fonctionnaires et les employés. Ces derniers échapperont aux garanties, comme d'ailleurs aux sujétions, du statut. Ils relèveront du droit privé: contrat de travail, régime des assurances sociales, etc., et jouiront du salaire normal de leur profession (salaire régional). Ainsi disparaîtra, par incorporation dans la catégorie des employés, celle des auxiliaires qui, sans avoir la garantie de stabilité ni les autres avantages reconnus aux fonctionnaires titulaires, n'avaient cependant pas en contrepartie la jouissance de tous les avantages des salariés.

Cette seconde loi, en reclassant les fonctionnaires à leur véritable rang, contribue, comme la première, à rétablir la dignité de la fonction publique.

Toutefois, la création d'une catégorie d'employés de l'Etat échappant aux règles du statut et soumis au droit commun devait nécessairement s'accompagner d'une restriction sur le plan du droit d'association.

En effet, les raisons qui conduisent à soustraire le fonctionnaire au droit commun pour la défense de ses intérêts, ces mêmes raisons tenant à la nécessité d'assurer la régularité et la continuité du service public, valent également pour tous ceux qui assurent le fonctionnement de ce service, quelle que soit leur qualité.

C'est pourquoi il était indispensable de soustraire expressément tous les agents non fonctionnaires des services publics de l'Etat, à l'exception de ceux de ces services qui ne sont pas exploités en régie, au droit commun syndical, pour les soumettre au régime d'association institué pour les fonctionnaires: des associations professionnelles pourront donc se constituer dans chaque administration ou établissement pour représenter les intérêts professionnels des agents qui y sont employés; elles pourront former des unions dans le cadre de la même administration ou du même établissement. Mais les rapports qui s'établiront entre les dirigeants de ces groupements et les chefs responsables, rapports qu'il faut souhaiter aussi fréquents et confiants que possible, resteront, encore une fois, dominés par l'intérêt prééminent du service public.

Tel est l'objet principal de la troisième loi. Celle-ci, en outre, étend le régime des associations professionnelles des fonctionnaires de l'Etat aux fonctionnaires des départements, communes et établissements publics. Cette extension était nécessaire, puisque le statut, qui comprend les dispositions relatives au droit d'association, n'est applicable qu'aux fonctionnaires de l'Etat.

Il restait à fixer la date à laquelle le statut devait entrer en vigueur. Il est évident que les règles de principes, celles qui définissent les droits et devoirs généraux des fonctionnaires, sont applicables immédiatement. Mais les divers statuts particuliers doivent nécessairement subsister, sous peine de paralyser le fonctionnement des administrations, jusqu'à ce que soient établis les nouveaux règlements destinés à les remplacer : il s'agit là, d'ailleurs, d'un travail considérable que le gouvernement est fermement décidé à poursuivre sans désespérer.

Cette nécessité entraîne également le maintien en vigueur dans chaque administration, jusqu'à ce que les nouveaux règlements soient publiés, des dispositions exceptionnelles de la loi du 17 juillet 1940 permettant de relever les fonctionnaires sans formalités. Imposé par les circonstances, ce maintien provisoire ne saurait être redouté des fonctionnaires qui adhèrent pleinement et sans arrière-pensée à l'œuvre de salut public conduite par le Maréchal, et sont décidés, à l'exemple de leur chef, à mettre toutes leurs facultés, et aussi tout leur cœur, au service de la patrie.

Telles sont, monsieur le Maréchal, les dispositions que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

*L'amiral de la flotte,
ministre vice-président du conseil,*

Amiral DARLAN.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Après avis du conseil d'Etat;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La présente loi a pour objet de déterminer les règles relatives au statut des fonctionnaires civils de l'Etat et des établissements publics de l'Etat, à l'exception de ceux qui, antérieurement au 15 juillet 1940, constituaient un personnel militaire et à qui des lois spéciales ont maintenu leur ancien statut.

ART. 2. — Sont fonctionnaires :

1^{re} — Celui qui est investi d'un emploi permanent compris dans un cadre, organisé en vertu de l'article 2 de la loi du 14 septembre 1941, d'un service public non industriel ni commercial assuré par l'Etat ou un établissement public de l'Etat;

2^e — Celui qui est investi de fonctions de direction dans les services publics industriels ou commerciaux exploités en régie;

3^e — Le comptable de ces mêmes services lorsqu'il est soumis aux règles essentielles applicables aux comptables publics;

4^e — Celui qui, dans les cas exceptionnels où l'administration est amenée à assurer un service non industriel ni commercial par le moyen d'un engagement contractuel de droit public, est lié par un tel contrat à la personne publique dont il dépend.

TITRE PREMIER

PRINCIPES GÉNÉRAUX

ART. 3. — Le caractère éminent de la fonction publique ainsi que les garanties qu'elle comporte imposent à celui qui en est investi des devoirs spéciaux.

ART. 4. — Le fonctionnaire est soumis, dès son entrée dans les cadres, aux dispositions législatives

et réglementaires régissant la fonction publique. Les modifications ultérieures lui sont applicables dès leur publication, sans que l'intéressé puisse se prévaloir de prétendus droits acquis résultant des textes antérieurement en vigueur.

ART. 5. — Le fonctionnaire doit, dans le service comme dans sa vie privée, éviter tout ce qui serait de nature à compromettre la dignité de la fonction publique. Il doit, en toutes circonstances, respecter et faire respecter l'autorité de l'Etat.

ART. 6. — Les règlements propres à chaque administration peuvent, dans l'intérêt du service, subordonner le mariage des fonctionnaires à l'autorisation du secrétaire d'Etat.

ART. 7. — Le fonctionnaire ne peut se livrer, dans l'exercice de ses fonctions, et de façon quelconque, à aucune manifestation ayant un objet étranger à l'exécution du service.

Même en dehors de l'exercice de ses fonctions, toute activité qui serait incompatible, soit avec le maintien des institutions existantes, soit avec l'objet même ou les nécessités du service lui est également interdite.

Le libre exercice des cultes, garanti par la loi, n'est en aucun cas visé par cette interdiction.

ART. 8. — Sous réserve des dispositions de l'article 69 ci-après, le fonctionnaire titulaire est tenu de rester pendant 8 ans au service de l'Etat ou des autres collectivités publiques.

Il ne peut être dégagé de cette obligation que dans des cas exceptionnels, par décision du secrétaire d'Etat dont il relève, pour des motifs impérieux tirés soit de son état de santé, soit de nécessités d'ordre familial.

Tout fonctionnaire qui méconnaît cette obligation est passible de sanctions disciplinaires. Il perd tout droit au remboursement des retenues pour pensions civiles subies sur son traitement et doit, en outre, verser au budget qui aurait supporté la charge de son traitement une indemnité égale au traitement qu'il aurait perçu pendant les années restant à courir jusqu'à l'expiration de la période visée à l'alinéa premier.

La procédure de l'arrêté de débet est applicable au recouvrement de ladite indemnité.

ART. 9. — Un fonctionnaire ne peut occuper, pendant les cinq années qui suivent la cessation de ses fonctions, à moins d'avoir obtenu au préalable l'autorisation du secrétaire d'Etat dont il relevait, aucun emploi, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise privée en relation avec son service.

ART. 10. — Le fonctionnaire est tenu à une discrétion absolue quant aux affaires ou aux faits dont il n'a pu avoir connaissance qu'en raison de ses fonctions.

Il lui est interdit de communiquer, sous quelque forme que ce soit, à une personne non qualifiée pour en avoir connaissance, tous renseignements ou pièces concernant le service.

Il ne peut, sauf autorisation préalable de ses chefs, et même dans le cas où il s'agit de compte rendu de voyages ou de missions à l'étranger, publier des écrits ou donner des conférences qui fassent état des informations recueillies par lui.

ART. 11. — Les fonctionnaires sont astreints à l'obligation de résider dans les conditions qui sont fixées, dans l'intérêt du service, par les règlements propres aux administrations dont ils dépendent.

ART. 12. — Dans le cadre d'une administration, les fonctionnaires sont normalement subordonnés les uns aux autres suivant l'ordre hiérarchique.

Cette règle comporte des exceptions, d'une part, dans la mesure prévue par les règlements propres à chaque administration, d'autre part, à l'égard des fonctionnaires qui sont, soit investis de fonctions comportant par leur nature une indépendance personnelle, soit chargés directement par le secrétaire d'Etat, et sous son autorité immédiate, de missions spéciales.

ART. 13. — Les fonctionnaires, à tous les rangs de la hiérarchie, sont soumis à une discipline fondée sur l'autorité des chefs, l'obéissance et la fidélité des subordonnés.

La discipline se manifeste par une soumission constante aux lois, décrets et règlements en vigueur, et par l'obéissance des subordonnés aux ordres de leurs supérieurs dans l'exercice de leur autorité.

Cette obéissance doit être entière. Toutefois, dans le cas où l'ordre reçu leur paraîtrait entaché d'irrégularité, ou s'ils estiment que son exécution pourrait entraîner des inconvénients graves, les subordonnés doivent exprimer leur manière de voir à leurs supérieurs. Si l'ordre donné est maintenu, il doit être exécuté.

ART. 14. — Le fonctionnaire chargé d'assurer la marche d'un service est responsable, à l'égard de ses chefs, de l'autorité qui lui a été conférée pour cet objet et de l'exécution des ordres qu'il a donnés. Il n'est dégagé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés.

ART. 15. — Le subordonné est responsable à l'égard de ses supérieurs de l'exécution des ordres qu'il reçoit. Il doit rendre compte de cette exécution ou des motifs qui ont pu l'empêcher.

ART. 16. — Le fonctionnaire est responsable disciplinairement, envers l'administration, tant de ses fautes de service que des fautes personnelles commises à l'occasion de ses fonctions. Il est responsable personnellement, à l'égard des tiers, dans les conditions du droit commun, des fautes qui se détachent de l'exercice de la fonction.

Il n'est en rien dérogé aux règles spéciales concernant la responsabilité des comptables.

ART. 17. — Tout acte d'un fonctionnaire portant atteinte à la continuité indispensable à la marche normale du service public qu'il a reçu mission d'assurer constitue à sa charge le manquement le plus grave à ses devoirs essentiels.

Lorsqu'un acte de cette nature résulte d'une action collective ou concertée, il a pour effet de priver le fonctionnaire des garanties prévues par le présent statut en matière disciplinaire.

ART. 18. — Tout fonctionnaire qui a sollicité ou provoqué une recommandation à son profit est passible d'une sanction disciplinaire.

ART. 19. — Il est interdit à tout fonctionnaire d'exercer une profession industrielle ou commerciale, d'occuper un emploi privé rétribué, ou d'effectuer à titre privé un travail moyennant rémunération.

L'interdiction s'étend à toute expertise, consultation ou enseignement, sauf autorisation de l'autorité hiérarchique dans les conditions fixées par les règlements propres à chaque administration.

Elle ne s'applique pas à la production des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques. Toutefois, le fonctionnaire ne pourra faire suivre son nom sur lesdites œuvres de la mention de sa qualité ou de son titre qu'avec l'autorisation de l'autorité hiérarchique.

D'autre part, les membres du personnel enseignant, technique ou scientifique, des établissements d'enseignement et de l'administration des beaux-arts pourront exercer les professions libérales qui découlent de la nature de leurs fonctions.

ART. 20. — Sans préjudice de l'application de l'article 175 du code pénal, le fonctionnaire qui, pour quelque cause que ce soit, a quitté le service, reste soumis aux prescriptions des articles 9 et 10 de la présente loi et ne peut, contre l'Etat ou les collectivités publiques, ni consulter ni plaider pour autrui.

En cas d'infractions et indépendamment des poursuites pénales qui, le cas échéant, peuvent être engagées contre lui, sa pension peut être suspendue ou supprimée par décision du secrétaire d'Etat dont il relevait, après observation des formalités prévues par le titre IV ci-après. Pour la composition du conseil de discipline, le fonctionnaire sera réputé être remis en activité avec son dernier grade.

ART. 21. — Aucun chef ne peut faire pression ou laisser faire pression sur ses subordonnés en vue de les amener à participer d'une manière quelconque à des activités ou à des propagandes étrangères par leur nature ou par leur objet aux devoirs des fonctionnaires envers l'Etat.

Aucun préjudice de carrière ne peut résulter du refus du subordonné. Tout fonctionnaire a droit au contraire, en pareille circonstance, à la protection du secrétaire d'Etat dont il relève.

ART. 22. — Les fonctionnaires peuvent, dans les conditions fixées au titre VIII ci-après, se grouper en vue d'assurer dans le respect de l'autorité de l'Etat et dans la mesure compatible avec l'intérêt général la représentation de leurs intérêts professionnels.

ART. 23. — Les fonctionnaires ont droit, conformément aux règles fixées par le code pénal et les lois spéciales, à une protection contre les menaces, outrages, injures ou diffamations dont ils peuvent être l'objet.

Ils ont droit, d'autre part, à la protection immédiate de leurs chefs en cas d'attaques qui, sous quelque forme que ce soit, seraient dirigées contre eux dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 24. — Dans le cas où un fonctionnaire a été poursuivi par un tiers, pour fautes de service, et où le conflit d'attributions n'a pas été élevé, la collectivité publique doit couvrir le fonctionnaire des condamnations civiles prononcées contre lui.

TITRE II

RECRUTEMENT

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

ART. 25. — Nul ne peut être nommé à un emploi public s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

1^o — Etre Français, sans préjudice des dispositions législatives relatives à la nationalité d'origine;

2^o — Jouir de ses droits civiques, compte tenu des lois portant statut des juifs et des dispositions spéciales concernant les indigènes non citoyens;

3^o — Satisfaire aux prescriptions des lois sur les sociétés secrètes;

4^o — Avoir satisfait aux obligations des lois imposant un service national obligatoire;

5^o — Présenter des garanties de moralité et de bonne tenue et remplir les conditions d'aptitude physique ainsi que les autres conditions particulières nécessaires pour l'exercice de certaines fonctions.

ART. 26. — Les femmes ont accès aux emplois publics dans la mesure où leur présence dans l'administration est justifiée par l'intérêt du service. Des lois particulières et les règlements propres à chaque administration fixent les limites dans lesquelles cet accès est autorisé.

ART. 27. — Nul ne peut être admis à un emploi de début s'il n'a satisfait aux épreuves d'un concours ou aux examens de sortie d'une école lorsque le recrutement est assuré par cette voie.

Un décret en conseil d'Etat peut déroger à cette règle dans les cas exceptionnels où l'intérêt du service s'oppose à son application. Un droit de préférence est alors accordé, à égalité de titres, aux candidats pères de famille.

Les règlements propres à chaque administration déterminent, dans l'un et l'autre cas, les titres ou brevets exigés des candidats pour l'accès à la fonction.

Certains emplois peuvent être réservés aux anciens militaires de carrière, conformément aux règles fixées par des lois spéciales. Ces lois pourront déroger à la règle générale posée par l'alinéa premier du présent article dans la mesure nécessaire pour permettre, dans des conditions compatibles avec l'intérêt du service public, l'accès des intéressés à ces emplois.

ART. 28. — L'autorité investie du pouvoir de nomination arrête la liste des candidats admis à concourir après s'être assurée qu'ils remplissent les conditions prévues par les articles précédents.

Si la décision portant refus d'admission à concourir fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, ce recours est instruit et jugé d'urgence par le conseil d'Etat. En cas d'annulation, le candidat irrégulièrement évincé est admis à subir les épreuves du prochain concours ouvert pour le même emploi, alors même qu'il ne remplirait plus, eu égard à la date de ce concours, les conditions exigées par les règlements pour s'y présenter.

S'il satisfait aux épreuves de ce concours, l'intéressé prend rang, pour l'avancement, immédiatement après le dernier candidat admis au concours dont il a été évincé.

ART. 29. — Les règlements propres à chaque administration déterminent les conditions de stage, d'une durée minimum d'une année, auxquelles est subordonnée la titularisation.

CHAPITRE II

Dispositions spéciales aux administrations centrales des secrétariats d'Etat

ART. 30. — Les rédacteurs des administrations centrales des secrétariats d'Etat, dans la mesure où le fonctionnement de ces administrations n'est pas assuré par des agents des services extérieurs, sont recrutés directement après examen et concours.

ART. 31. — L'examen, portant sur des épreuves de culture générale, est commun aux candidats à tous les emplois de rédacteurs.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article et fixera notamment la composition du jury, le programme et la nature des épreuves de l'examen commun.

ART. 32. — Les concours sont spéciaux pour l'accès aux emplois de chaque secrétariat d'Etat.

Ne peuvent se présenter à ces concours que les candidats qui ont satisfait aux épreuves de l'examen commun de culture générale et qui ont été inscrits sur la liste arrêtée dans les conditions fixées à l'article 28.

Les concours ont lieu, dans chaque secrétariat d'Etat, en cours d'année, suivant les besoins du recrutement.

ART. 33. — Les règlements propres à chaque administration fixeront toutes les mesures d'application des dispositions de l'article précédent et notamment la composition des jurys, les programmes et la nature des épreuves des concours.

ART. 34. — Tout rédacteur d'une administration centrale provenant du recrutement direct doit, avant d'être nommé sous-chef de bureau, avoir accompli un séjour dans les services extérieurs du secrétariat d'Etat.

Cette obligation n'est pas imposée aux agents venant des services extérieurs.

La durée, l'époque et les modalités de ce séjour, ainsi que les mesures transitoires nécessaires, seront déterminées par les règlements propres à chaque secrétariat d'Etat.

TITRE III

AVANCEMENT

ART. 35. — L'avancement des fonctionnaires comprend l'avancement hiérarchique et l'avancement d'un échelon à un échelon supérieur dans un même grade ou une même classe.

CHAPITRE PREMIER

Avancement hiérarchique

ART. 36. — L'avancement hiérarchique est attribué uniquement au choix.

Ce choix ne peut porter que sur les fonctionnaires du grade immédiatement inférieur, justifiant dans ce grade d'un minimum d'ancienneté effective déterminé par les règlements propres à chaque administration.

ART. 37. — En aucun cas, le passage au grade supérieur ne peut être subordonné à la nécessité d'avoir atteint un échelon de traitement déterminé dans le grade inférieur.

ART. 38. — Le fonctionnaire promu est, sous réserve des dispositions de l'article 46, alinéa 3, nommé au dernier échelon de son nouveau grade ou à l'échelon comportant un traitement égal ou immédiatement supérieur à celui qu'il occupait dans le grade précédent.

ART. 39. — L'avancement hiérarchique n'est accordé qu'aux fonctionnaires inscrits à un tableau d'avancement.

Toutefois, les règlements propres à chaque administration peuvent prévoir des dérogations à cette règle dans les services où elles seraient justifiées par des motifs particuliers tenant soit au petit nombre des emplois, soit à la nature spéciale des fonctions exercées.

ART. 40. — Le tableau est préparé par une commission d'avancement dont la composition est fixée, pour chaque administration ou service, par les règlements propres à chaque administration.

ART. 41. — La commission d'avancement prépare le tableau après examen des titres et mérites de tous les fonctionnaires qui réuniront au cours de l'année

considérée les conditions requises pour être promu au grade supérieur, compte tenu des règles en vigueur au 1^{er} janvier de ladite année. Les titres et mérites sont appréciés notamment d'après les notes annuelles obtenues et les propositions qui doivent être communiquées à la commission.

La liste alphabétique des fonctionnaires jugés aptes au grade supérieur est adressée par la commission à l'autorité investie du pouvoir de nomination avec un rapport comportant en annexe un classement des intéressés par ordre de mérite et indiquant, le cas échéant, les titres particuliers de certains d'entre eux.

ART. 42. — Les règlements propres à chaque administration fixent la proportion des inscriptions au tableau d'avancement par rapport au nombre des vacances à prévoir.

ART. 43. — Le tableau d'avancement, dressé par ordre alphabétique, est arrêté par l'autorité investie du pouvoir de nomination, au plus tard dans le dernier trimestre de l'année, pour prendre effet du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Il est porté à la connaissance du personnel.

S'il vient à être épuisé en cours d'année, un tableau supplémentaire peut être dressé dans les mêmes conditions que le tableau annuel.

ART. 44. — Tout fonctionnaire qui bénéficie d'un avancement hiérarchique est tenu d'accepter l'emploi qui lui est assigné dans son nouveau grade. Tout refus peut entraîner l'annulation de l'avancement et la radiation du tableau.

CHAPITRE II

Avancement d'échelon

ART. 45. — L'avancement d'échelon est celui qui se traduit par une simple augmentation de traitement.

ART. 46. — Les règlements propres à chaque administration déterminent les conditions dans lesquelles sont accordés les avancements d'échelon.

Quelles que soient les dénominations particulières employées dans chaque administration, ces règlements fixeront ceux de ces avancements qui devront être accordés uniquement au choix dans des conditions analogues à celles qui sont prévues par les dispositions du chapitre 1^{er} du présent titre.

L'ancienneté exigée pour l'avancement d'échelon est bonifiée ou majorée :

1^o — Pour services militaires dans les conditions prévues par les lois spéciales ;

2^o — Pour charges de famille à raison d'un an par enfant à partir du troisième. La majoration est appliquée au moment de la naissance de l'enfant.

Dans toutes les administrations, des échelons ayant pour objet de permettre dans tous les cas de décompte desdites bonifications ou majorations seront établis dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi sur l'organisation des cadres des services publics.

TITRE IV

DISCIPLINE

ART. 47. — Les sanctions disciplinaires applicables aux fonctionnaires comprennent une sanction du premier degré et des sanctions du second degré.

ART. 48. — La sanction du premier degré est le blâme.

Le blâme est prononcé par le chef de service, sur le rapport du chef immédiat de l'intéressé, après que ce dernier aura été mis à même de présenter ses observations sur les griefs relevés contre lui.

ART. 49. — Les sanctions du second degré sont :

1^o — Le déplacement d'office ;

2^o — Le retard à l'avancement d'échelon ;

3^o — La radiation du tableau d'avancement ;

4^o — La mise à un échelon inférieur ;

5^o — L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée pouvant aller jusqu'à six mois ;

6^o — La rétrogradation ;

7^o — La mise à la retraite d'office ;

8^o — La révocation pure et simple ;

9^o — La révocation avec déchéance du droit à pension.

Elles sont prononcées par l'autorité investie du pouvoir de nomination, sur le rapport du chef de service et après avis d'un conseil de discipline.

L'exclusion temporaire de fonctions entraîne nécessairement pour le fonctionnaire la privation du traitement et de toutes indemnités pendant la durée de la sanction.

En cas de révocation avec déchéance du droit à pension, le fonctionnaire n'a droit qu'au remboursement des retenues pour pensions civiles subies sur son traitement.

ART. 50. — Aucune sanction du second degré ne peut être prononcée sans que le fonctionnaire intéressé ait été mis en mesure de prendre communication, personnellement et confidentiellement, de toutes les notes, feuilles signalétiques et de tous autres documents composant son dossier.

Les règlements propres à chaque administration déterminent les conditions dans lesquelles cette communication a lieu et le délai minimum qui doit être accordé à l'intéressé pour prendre connaissance du dossier mis à sa disposition et présenter ses observations.

ART. 51. — Lorsque l'intérêt du service l'exige, le fonctionnaire peut, avant accomplissement des formalités prévues par les articles 49 et 50, être suspendu par le secrétaire d'Etat et, en cas d'urgence, par le chef de service qui en rend compte immédiatement au secrétaire d'Etat.

La suspension ainsi prononcée s'accompagne de la suspension de la moitié du traitement pendant une durée qui ne peut excéder trois mois pour le personnel en service dans la métropole et six mois pour le personnel en service outre-mer.

Lorsqu'aucune sanction du second degré n'est prononcée, le montant de la moitié de traitement suspendue est versé au fonctionnaire. Lorsqu'une sanction du second degré est infligée, la retenue définitive de la moitié de traitement suspendue peut être décidée par l'autorité compétente, sur l'avis du conseil de discipline.

Dans le cas où le fonctionnaire suspendu est l'objet de poursuites pénales dans les conditions prévues par l'article 55, la suspension provisoire de la moitié du traitement est prolongée jusqu'à décision définitive.

La suspension de traitement prévue par les dispositions qui précèdent s'applique à l'ensemble des émoluments en deniers perçus par le fonctionnaire, à l'exclusion des allocations à caractère familial.

ART. 52. — Les règlements propres à chaque administration déterminent la composition du conseil de discipline, qui comprend obligatoirement des représentants du personnel du même grade que celui du fonctionnaire déféré au conseil.

Ces représentants sont désignés par le sort, au début de chaque année, dans chaque grade. Ils comprennent des délégués titulaires et des délégués sup-

pléants. Le tirage au sort est fait parmi les fonctionnaires inscrits au tableau d'avancement, s'il en existe, de chacun des grades de la hiérarchie.

Les délégués qui, au moment de la convocation du conseil de discipline, auraient été promus au grade supérieur, conservent qualité pour représenter le personnel du grade inférieur.

Les suppléants remplacent les titulaires qui seraient éventuellement empêchés.

Dans le cas où les délégués ne pourraient se rendre en temps utile au lieu de réunion du conseil de discipline, un nouveau tirage au sort, qui peut englober les fonctionnaires du grade immédiatement supérieur, est fait au moment de la convocation du conseil de discipline parmi les fonctionnaires en mesure d'assister à la séance.

ART. 53. — Le conseil de discipline émet un avis motivé sur le rapport du chef de service, après avoir pris connaissance, s'il en a été produit, des observations écrites présentées par l'intéressé. Ce dernier doit être dûment invité à comparaître. Il a le droit de se faire assister par toute personne de son choix sous réserve que ladite personne soit agréée par le président.

Le conseil entend, s'il le juge utile, le chef de service. Il délibère en dehors de la présence de l'intéressé et du chef de service.

ART. 54. — L'autorité qualifiée pour prononcer la sanction n'est pas tenue de suivre l'avis émis par le conseil de discipline. Toutefois sa décision, lorsqu'elle applique une sanction plus grave que celle qui est proposée par le conseil, doit être motivée.

ART. 55. — Lorsqu'un fonctionnaire est l'objet de poursuites pénales pour des faits susceptibles d'entraîner contre lui une sanction disciplinaire, l'application des dispositions qui précèdent est suspendue. La procédure ne peut être entamée ou continuée que lorsque les poursuites ont abouti à une décision définitive. Cette décision ne lie l'autorité investie du pouvoir disciplinaire que dans la mesure où elle est fondée sur l'existence ou l'inexistence matérielle du fait incriminé.

ART. 56. — Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux membres du conseil d'Etat, aux magistrats inamovibles et aux autres fonctionnaires soumis à un régime disciplinaire spécial fixé par la loi.

ART. 57. — Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux secrétaires généraux des secrétariats d'Etat, aux commissaires du pouvoir, aux chefs de missions diplomatiques, aux gouverneurs généraux, résidents généraux, gouverneurs des colonies, préfets, secrétaires généraux de préfecture et sous-préfets, et aux fonctionnaires des administrations centralisées investis de fonctions de direction.

Ces fonctionnaires peuvent, notamment, après avoir été entendus, être relevés de leurs fonctions sans autres formalités.

TITRE V. POSITIONS

ART. 58. — Tout fonctionnaire doit être placé dans une position régulière.

Les positions du fonctionnaire sont :

- 1^o — L'activité;
- 2^o — La délégation, le détachement, la position hors cadre;
- 3^o — La position en surnombre;
- 4^o — La disponibilité;
- 5^o — La retraite.

ART. 59. — A l'exception des actes pris pour placer ou promouvoir un fonctionnaire en délégation, en détachement ou hors cadre, toute nomination ou toute promotion n'ayant pas pour objet exclusif de pourvoir réellement à une vacance dans l'effectif réglementaire d'un cadre est et demeure interdite.

Défense est faite aux ordonnateurs et aux comptables d'effectuer tout mandatement ou tout paiement au profit d'un fonctionnaire qui a été l'objet d'une mesure prise contrairement à la règle énoncée dans l'alinéa précédent.

CHAPITRE PREMIER

Activité

ART. 60. — L'activité est la position du fonctionnaire intégré dans un cadre et pourvu d'un emploi de ce cadre.

ART. 61. — Le régime du travail, tant en ce qui concerne la durée journalière du travail que l'octroi des congés annuels et pour convenances personnelles, est organisé dans chaque administration en vue d'obtenir, dans les meilleures conditions, l'utilisation des services du personnel qui y est employé.

Les fonctionnaires chargés de famille bénéficient d'une priorité pour le choix des périodes de congé annuel.

Le régime ainsi établi n'est applicable qu'autant que les nécessités du service n'obligent pas à y déroger; en aucun cas le fonctionnaire ne peut l'invoquer à son profit comme un droit.

ART. 62. — En cas de maladie dûment constatée, les fonctionnaires peuvent obtenir un congé. Ils conservent l'intégralité de leur traitement pendant une durée de trois mois. Pendant les trois mois suivants, ils subissent une retenue égale à la moitié de leur traitement.

Les fonctionnaires qui ont obtenu pendant une période de douze mois consécutifs des congés pour maladie d'une durée totale de six mois et ne peuvent, à l'expiration de leur dernier congé, reprendre leur service, sont mis en disponibilité ou admis à la retraite pour infirmités.

Toutefois, si la maladie est déterminée par l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article 19 de la loi du 14 avril 1924, ou par un accident grave résultant de l'exercice des fonctions, le fonctionnaire peut conserver l'intégralité de son traitement jusqu'à son rétablissement ou jusqu'à sa mise à la retraite.

ART. 63. — Des congés de longue durée peuvent être accordés dans les conditions prévues par les lois spéciales en cas de tuberculose, de maladies mentales, ainsi que pour indisponibilités résultant d'infirmités ayant donné lieu ou ouvert droit à une pension de la loi du 31 mars 1919.

Le personnel féminin bénéficie de congés pour couches et allaitement conformément à la législation en la matière.

ART. 64. — Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à une réglementation particulière des congés pour les fonctionnaires en service dans les territoires d'outre-mer.

ART. 65. — Le fonctionnaire qui, sans avoir commis de faute justifiant une sanction disciplinaire, fait preuve d'insuffisance professionnelle, peut être mis d'office à la retraite s'il remplit les conditions de durée de services exigées pour l'attribution d'une pension d'ancienneté, ou, dans le cas contraire, licencié avec indemnité.

Ces mesures, qui n'ont pas le caractère disciplinaire, sont prononcées par l'autorité investie du pouvoir de nomination, après avis d'une commission comprenant obligatoirement deux représentants du personnel du même grade que celui du fonctionnaire intéressé et dont la composition est fixée par les règlements propres à chaque administration.

La commission, saisie par un rapport du chef de service, doit entendre le fonctionnaire et, si elle le juge utile, le chef de service. Si l'autorité compétente pour prononcer ne suit pas l'avis de la commission, sa décision doit être motivée.

Le fonctionnaire licencié pour insuffisance professionnelle a droit, d'une part, au remboursement des retenues pour pensions civiles subies sur son traitement et, d'autre part, à une indemnité mensuelle dont le montant et la durée de perception, variables suivant la situation de famille et le temps de service accompli, sont fixés par des règlements d'administration publique.

ART. 66. — Dans l'intérêt du service, et sauf en ce qui concerne les fonctionnaires pour lesquels une procédure spéciale est fixée par une loi, tout fonctionnaire en activité peut, sans formalités préalables, être l'objet d'une nouvelle affectation, même comportant un changement de résidence.

CHAPITRE II

Délégation — Detachement Position hors cadre

ART. 67. — La délégation, le détachement et la position hors cadre sont les positions du fonctionnaire placé temporairement en dehors de son cadre d'origine mais continuant à bénéficier, dans ce cadre, de ses droits à l'avancement et à la retraite.

ART. 68. — Les fonctionnaires délégués ne sont pas remplacés dans leur cadre d'origine, à la différence des fonctionnaires détachés ou mis hors cadre.

Les règlements propres à chaque administration pourront subordonner le détachement et la mise hors cadre à un minimum de durée de services dans le cadre d'origine et devront fixer, par rapport aux effectifs de ce cadre, la proportion maximum des fonctionnaires de chaque grade susceptibles d'être détachés ou mis hors cadre.

ART. 69. — Les fonctionnaires peuvent être délégués ou détachés temporairement :

1^o — Soit pour occuper un emploi au service de l'Etat, de l'Algérie, des autres personnes publiques métropolitaines et coloniales, des pays relevant des secrétariats d'Etat aux affaires étrangères et aux colonies ou des pays étrangers;

2^o — Soit pour exercer à l'étranger un enseignement ou y remplir une mission;

3^o — Soit pour occuper un poste ou remplir une mission dans des établissements privés soumis au contrôle ou bénéficiant d'un privilège de l'Etat, si ce poste ou cette mission est conféré par le gouvernement ou avec son approbation expresse.

ART. 70. — Les fonctionnaires peuvent être placés hors cadre pour occuper temporairement un emploi dépendant d'un autre cadre, soit de la même administration, soit d'une autre administration de l'Etat ou d'un établissement public de l'Etat.

ART. 71. — La délégation, le détachement et la mise hors cadre sont autorisés par le secrétaire d'Etat dont relève le fonctionnaire, pour une durée qui ne peut excéder un an pour la délégation et cinq ans pour le détachement et la mise hors cadre.

La délégation ne peut être prolongée ou renouvelée en aucun cas au delà d'un an. Le détachement peut être prolongé ou renouvelé à plusieurs reprises au profit : 1^o — des fonctionnaires occupant un emploi au service de l'Algérie, des pays relevant des secrétariats d'Etat aux affaires étrangères et aux colonies ou des pays étrangers; 2^o — des fonctionnaires exerçant à l'étranger un enseignement ou y remplissant une mission; 3^o — des fonctionnaires occupant un poste ou accomplissant une mission dans des établissements privés soumis au contrôle ou bénéficiant d'un privilège de l'Etat, si ce poste ou cette mission est conféré par le gouvernement ou avec son approbation expresse.

La mise hors cadre peut être prolongée ou renouvelée à plusieurs reprises.

ART. 72. — Les fonctionnaires délégués, détachés ou hors cadre, sont soumis à toutes les dispositions régissant l'emploi qu'ils occupent temporairement. Ils peuvent, à tout moment, et sans que cette mesure présente un caractère disciplinaire, être remis à la disposition de leur administration d'origine.

ART. 73. — Les fonctionnaires, délégués, détachés ou hors cadre, ne peuvent être, dans leur cadre d'origine, l'objet d'une promotion de grade ou d'un avancement d'échelon, dans la mesure où cet avancement est attribué au choix, qu'après que les notes obtenues au cours de la délégation, du détachement ou de la mise hors cadre auront été communiquées au secrétaire d'Etat dont dépend ledit cadre, en vue d'être soumises à la commission appelée à préparer le tableau d'avancement dans les conditions prévues par l'article 41.

ART. 74. — Le fonctionnaire délégué perçoit dans cette position le traitement afférent à l'emploi dans lequel il est délégué. Toutefois, il continue à percevoir le traitement afférent à son grade et à son échelon dans son cadre d'origine si la fonction exercée comporte un traitement moindre.

ART. 75. — Le fonctionnaire délégué ou détaché supporte les retenues prévues par la législation des pensions sur le traitement d'activité afférent à son grade et à son échelon dans le service d'où il est détaché.

A ces retenues s'ajoute une contribution aux charges résultant pour l'Etat ou l'établissement public, de la constitution de la pension, dont le taux est fixé à 12 pour 100 dudit traitement et qui doit être versée au trésor ou au budget de l'établissement public, à partir du détachement, dans les conditions suivantes :

Par l'intéressé lui-même s'il s'agit d'un détachement auprès d'établissements privés.

Par la collectivité publique, autre que l'Etat ou l'établissement public, près de laquelle le fonctionnaire est détaché, dans les autres cas.

Toutefois, cette contribution n'est pas exigible en ce qui concerne : 1^o — les fonctionnaires occupant un poste ou remplissant une mission dans les conditions prévues par l'article 69 (§ 3); 2^o — les fonctionnaires détachés auprès de gouvernements étrangers; 3^o — les fonctionnaires détachés pour exercer à l'étranger un enseignement ou y remplir une mission.

ART. 76. — Le fonctionnaire délégué ou détaché ne peut être admis à la retraite qu'autant qu'ont pris fin les fonctions occupées en cette qualité.

La limite d'âge applicable est celle du cadre d'origine.

ART. 77. — Le fonctionnaire hors cadre supporte les retenues prévues par la législation des pensions sur le traitement d'activité afférent à son grade et à son échelon dans l'emploi auquel il est affecté.

Il ne peut être admis à la retraite qu'autant qu'ont pris fin les fonctions occupées dans son nouveau cadre. La limite d'âge applicable est celle du cadre d'origine.

ART. 78. — Les fonctionnaires détachés et hors cadre sont réintégrés, sur leur demande, dans les conditions qui sont fixées par les règlements propres à chaque administration.

CHAPITRE III

Position en surnombre

ART. 79. — La position en surnombre est spéciale aux chefs de postes diplomatiques ou consulaires.

Les fonctionnaires en surnombre ont droit à un traitement égal à la moitié du traitement d'activité, majoré de l'intégralité des allocations à caractère familial, à l'exclusion de toutes autres indemnités.

Le temps passé dans cette position compte pour l'avancement et la retraite.

ART. 80. — La durée pendant laquelle un fonctionnaire peut rester en surnombre et toutes autres conditions d'application du présent chapitre sont fixées par les règlements propres au secrétariat d'Etat aux affaires étrangères.

CHAPITRE IV

Disponibilité

ART. 81. — La disponibilité est la position du fonctionnaire qui, placé hors cadre, ne bénéficie pas, dans cette situation, de ses droits à l'avancement et à la retraite.

ART. 82. — La mise en disponibilité peut être prononcée par l'autorité investie du pouvoir de nomination, soit d'office, soit à la demande de l'intéressé.

ART. 83. — La mise en disponibilité d'office est prononcée, soit pour infirmités mettant temporairement le fonctionnaire hors d'état d'exercer ses fonctions, soit pour suppression d'emploi.

ART. 84. — Dans le premier cas, la décision est prise après accomplissement des formalités prévues par l'article 20 de la loi du 14 avril 1924.

Un traitement de disponibilité est versé à l'intéressé; ce traitement est égal à la moitié du traitement d'activité; il est majoré de l'intégralité des allocations à caractère familial, à l'exclusion de toutes autres indemnités.

La disponibilité pour infirmités temporaires ne peut excéder un an. A l'expiration de cette période, le fonctionnaire doit être réintégré, mis à la retraite pour infirmité, ou, s'il n'a pas droit à pension, licencié. Il peut également, s'il le demande, être mis en disponibilité pour convenances personnelles, sans qu'en pareil cas les dispositions de l'article 86, alinéa premier, lui soient opposables. Ces diverses mesures sont prises après avis de la commission de réforme prévue par l'article 20 de la loi du 14 avril 1924.

En cas de réintégration, le fonctionnaire ne peut plus être mis en disponibilité pour infirmités temporaires avant un délai de trois ans.

ART. 85. — La mise en disponibilité d'office pour suppression d'emploi ne peut être prononcée pour une durée excédant un an.

Pendant sa durée, le fonctionnaire perçoit un traitement de disponibilité calculé conformément aux règles édictées par l'article précédent.

ART. 86. — La mise en disponibilité pour convenances personnelles ne peut être accordée qu'après accomplissement d'un certain temps de service effectif, au moins égal au temps minimum pendant lequel tout fonctionnaire doit rester dans les services publics, et dont la durée est fixée, pour chaque administration, par les règlements propres à cette administration.

Elle est prononcée sur le rapport du chef de service pour une période de trois ans au plus et ne peut être renouvelée qu'une fois, pour une période de trois ans au maximum.

Toutefois, en vue de leur permettre d'élever leurs enfants, les mères de famille peuvent obtenir leur mise en disponibilité avant le temps de service minimum mentionné à l'alinéa 1^{er} du présent article et le renouvellement de leur mise en disponibilité par périodes triennales successives sans limitation.

Enfin, une mise en disponibilité spéciale dont les modalités seront fixées par une loi particulière est instituée en faveur des femmes quittant l'administration pour contracter mariage et de celles qui, déjà mariées, et n'ayant pas acquis droit à pension, désirent rentrer dans leur foyer.

ART. 87. — La mise en disponibilité ne peut être renouvelée dans les conditions de l'article précédent que si le fonctionnaire en a fait la demande expresse trois mois au moins avant l'expiration de la période en cours; sinon il est rayé des cadres par licenciement, à moins qu'il n'ait, dans le même délai, demandé sa réintégration.

ART. 88. — La réintégration peut être refusée ou ajournée dans l'intérêt du service et après avis d'une commission dont la composition est fixée par les règlements propres à chaque administration.

Le fonctionnaire réintégré est tenu d'accepter le poste qui lui est offert; tout refus peut entraîner la radiation des cadres par licenciement.

ART. 89. — L'administration peut, à tout moment, dans l'intérêt du service, rappeler le fonctionnaire à l'activité. En cas de refus, l'intéressé est rayé des cadres par licenciement.

ART. 90. — Le fonctionnaire en disponibilité pour convenances personnelles ne perçoit dans cette position ni traitement ni indemnités.

CHAPITRE V

Retraite

ART. 91. — La retraite est la position du fonctionnaire placé définitivement en dehors des cadres et titulaire d'un droit à pension reconnu conformément aux lois en vigueur.

ART. 92. — Le fonctionnaire qui remplit les conditions exigées par la loi pour avoir droit à pension peut, sur sa demande, être admis à la retraite.

ART. 93. — Le fonctionnaire qui atteint la limite d'âge doit être admis d'office à la retraite ou, s'il n'a pas droit à pension, licencié.

Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 4 de la loi du 18 août 1936, modifiées par la loi du 30 octobre 1940, le fonctionnaire ne peut être admis à continuer l'exercice de ses fonctions et à percevoir un traitement ou une indemnité quelconque à partir du lendemain du jour où il atteint la limite d'âge.

Il peut être dérogé à cette règle dans des cas exceptionnels, pour une durée de moins d'un an. La dérogation est accordée par mesure individuelle prise après avis conforme du conseil d'Etat.

ART. 94. — Les limites d'âge, lorsqu'elles ne sont pas déterminées par la loi, sont fixées par grade et catégories d'emplois par des règlements d'administration publique.

ART. 95. — Le fonctionnaire atteint de blessures ou de maladie le mettant définitivement hors d'état d'exercer ses fonctions peut être mis à la retraite pour infirmité ou, s'il n'a pas droit à pension, licencié. La décision est prise par l'autorité investie du pouvoir de nomination, après accomplissement des formalités prévues par l'article 20 de la loi du 14 avril 1924.

TITRE VI RÉMUNÉRATION

ART. 96. — Les fonctionnaires perçoivent un traitement annuel. Le traitement est fixé, pour chaque emploi, en tenant compte exclusivement :

1^o — Des conditions particulières dans lesquelles s'exercent les fonctions correspondant à l'emploi;

2^o — De la situation de famille du fonctionnaire.

Le traitement ne peut être frappé d'opposition que pour partie, dans les conditions déterminées par la loi.

ART. 97. — Pour tenir compte de la situation de famille, l'échelle des traitements est établie, dans chaque grade et échelon, en prenant pour base un fonctionnaire père de deux enfants.

Le traitement de tout fonctionnaire ayant dépassé l'âge de trente-cinq ans et n'ayant qu'un enfant est déterminé en effectuant sur le traitement de base un abattement de 5 pour 100. L'abattement est porté à 15 pour 100 pour le fonctionnaire âgé de plus de trente-cinq ans et n'ayant pas d'enfant. Le traitement du fonctionnaire ayant plus de deux enfants est déterminé en majorant le traitement de base de 15 pour 100 pour le troisième enfant, et de 10 pour 100 pour chacun des enfants au delà du troisième.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, il n'est tenu compte que des enfants légitimes, légitimés ou adoptés, vivants ou représentés.

Dans un ménage de fonctionnaires, les avantages prévus au deuxième alinéa du présent article ne se cumulent pas. Seul le chef de famille en bénéficie; l'autre conjoint subit l'abattement de 15 pour 100, quels que soient son âge et le nombre des enfants.

ART. 98. — Les fonctionnaires en retraite ont droit aux allocations à caractère familial et aux majorations pour enfants dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 14 avril 1924. Ces allocations et majorations sont perçues même si elles excèdent le maximum de pension fixé par ladite loi.

ART. 99. — A titre transitoire, les abattements effectués sur le traitement de base en conformité des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 97 ne pourront avoir pour effet de réduire le traitement d'un fonctionnaire à un chiffre inférieur à celui du traitement effectivement perçu à la date de la publication de la présente loi.

ART. 100. — Au traitement s'ajoutent, s'il y a lieu, les indemnités suivantes :

1^o — Une indemnité de résidence, destinée à tenir compte des différences du coût de la vie suivant les localités et qui varie selon la situation de famille;

2^o — Les allocations à caractère familial accordées en vertu des lois en vigueur;

3^o — Des indemnités destinées à couvrir des dépenses effectives directement occasionnées par l'exercice de la fonction.

Aucune autre indemnité ne peut être allouée, que par arrêté signé du secrétaire d'Etat intéressé et du secrétaire d'Etat aux finances.

ART. 101. — Les règles relatives à l'interdiction ou à la limitation du cumul du traitement soit avec une autre rémunération, soit avec une pension, demeurent fixées par les lois en vigueur.

TITRE VII

CESSATION DÉFINITIVE DES FONCTIONS

ART. 102. — La cessation définitive des fonctions résulte :

1^o — De l'admission à la retraite;

2^o — Du licenciement;

3^o — De la révocation;

4^o — De la démission régulièrement acceptée.

ART. 103. — En dehors des cas prévus par les articles 65, 84, 87, 88, 89, 93 et 95, le licenciement ne peut être prononcé que pour suppression d'emploi.

Les fonctionnaires licenciés pour cause de suppression d'emploi ont droit, sous réserve des dispositions particulières prévues en leur faveur par des lois spéciales, et lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions pour obtenir une pension, à une rente viagère conformément à l'article 22 de la loi du 14 avril 1924.

ART. 104. — La démission n'a d'effet qu'autant qu'elle est acceptée par l'autorité investie du pouvoir de nomination. Elle prend effet de la date fixée par ladite autorité.

Toute décision refusant d'accepter la démission d'un fonctionnaire doit être motivée.

L'acceptation de la démission ne fait pas obstacle, le cas échéant, à la mise en jeu de l'action disciplinaire en raison de faits qui n'ont été révélés à l'autorité compétente qu'après cette acceptation.

ART. 105. — Le fonctionnaire qui cesse d'exercer ses fonctions peut recevoir l'honorariat soit dans son grade, soit dans le grade supérieur. Cette décision, qui est prise par l'autorité compétente pour nommer auxdits grades, est sans effet sur le statut de l'intéressé.

TITRE VIII

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES DE FONCTIONNAIRES

ART. 106. — Les associations professionnelles de fonctionnaires doivent être rendues publiques par les soins de leurs fondateurs. La déclaration préalable accompagnée du dépôt des statuts et de la liste des personnes qui sont chargées, à un titre quelconque, de leur administration ou de leur direction en est faite à la préfecture du département dans lequel l'association aura son siège social et, à Paris, au secrétariat d'Etat dont dépendent les agents qui forment l'association. Le dossier, dans ce dernier cas, est transmis au secrétaire d'Etat investi du pouvoir de contrôle sur les associations.

Pour les établissements publics, la déclaration est faite dans tous les cas, à la préfecture du département dans lequel l'association a son siège social.

Les modalités de la déclaration et les conditions de son renouvellement, en cas de changement, sont fixées par règlement d'administration publique.

Les statuts de chaque association doivent être approuvés par le secrétaire d'Etat compétent, à moins qu'ils ne soient conformes au modèle type établi par décret en conseil d'Etat.

La direction et l'administration des groupements ne peuvent être confiées qu'à des fonctionnaires en activité de service agréés par le secrétaire d'Etat; leur mandat ne peut excéder cinq ans et ne peut jamais être renouvelé.

Pour les établissements publics, cet agrément est donné après avis du directeur.

ART. 107. — Dans chaque secrétariat d'Etat, les associations professionnelles de fonctionnaires ne peuvent se former qu'entre des agents qui dépendent de la même administration et qui appartiennent à un même cadre ou occupent des emplois correspondant à des fonctions de même nature. Il ne peut être formé qu'une seule association pour chaque catégorie ainsi définie.

Toutefois, ne peuvent faire partie d'aucune association professionnelle de fonctionnaires les agents dont les fonctions, en raison soit de leur nature, soit de leur importance, participent directement à l'exercice du pouvoir.

Les règlements propres à chaque administration déterminent la liste des emplois dont les titulaires peuvent se grouper en une seule association et ceux dont les titulaires ne peuvent faire partie d'aucune association professionnelle.

Pour les établissements publics, ces règlements feront l'objet d'arrêtés signés par le vice-président du conseil et par le secrétaire d'Etat dont dépendent les fonctionnaires qui forment l'association.

Toute union des associations professionnelles de fonctionnaires soit entre elles, soit avec d'autres groupements, syndicats ou associations est interdite. Toutefois, les associations professionnelles constituées au sein d'une même administration peuvent former une union avec l'agrément du secrétaire d'Etat compétent.

Les unions d'associations sont soumises aux mêmes règles que les associations professionnelles.

ART. 108. — Les associations professionnelles de fonctionnaires légalement constituées jouissent de la personnalité civile. Elles peuvent percevoir les cotisations de leurs membres et acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou onéreux, les biens, meubles ou immeubles nécessaires à l'accomplissement de leur objet.

Elles peuvent consacrer une partie de leurs ressources à l'octroi de subventions à des œuvres de prévoyance, d'assistance ou d'entraide.

Le secrétaire d'Etat investi du pouvoir de contrôle sur les associations est chargé d'exercer le contrôle administratif des associations professionnelles visées par la présente loi et de vérifier la régularité de leur gestion.

ART. 109. — Les associations professionnelles de fonctionnaires légalement constituées ont le droit d'ester en justice.

Elles peuvent, devant les juridictions de l'ordre judiciaire, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre.

Elles peuvent devant les juridictions de l'ordre administratif se pourvoir contre les actes réglementaires concernant le statut du personnel dont elles ont pour objet de défendre les intérêts. En outre, elles peuvent intervenir dans les litiges individuels dont la solution a trait aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre.

Elles ont, enfin, qualité pour soumettre au secrétaire d'Etat dont elles dépendent toutes suggestions ou tous vœux ayant pour but l'amélioration de l'organisation ou du fonctionnement des services dont elles groupent le personnel. Le secrétaire d'Etat peut, de son côté, recueillir leur avis sur les mesures ayant cet objet.

ART. 110. — Les groupements de fonctionnaires formés en violation des dispositions qui précèdent, ceux dont l'activité serait contraire à l'intérêt national ou étrangère à l'objet qui leur est assigné par l'article 22, sont dissous par décret.

La liquidation et la dévolution des biens sont régies par les dispositions de la loi sur les associations.

Les dirigeants et les membres des groupements dissous sont passibles d'une amende de 500 à 10.000 francs et d'un emprisonnement de six mois à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 111. — Les dirigeants des associations professionnelles dont l'activité au sein de ces groupements s'est révélée contraire à l'ordre public ou à l'intérêt national peuvent être l'objet d'un retrait d'agrément.

TITRE IX

DISPOSITIONS SPÉCIALES

ART. 112. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Les dispositions des statuts particuliers demeureront en vigueur jusqu'à l'intervention des règlements d'administration publique qui, conformément à l'article 2 de la loi sur l'organisation des cadres des services publics, devront en assurer la rigoureuse concordance avec le statut général.

La période d'application de la loi du 17 juillet 1940, prorogée par les lois des 23 octobre 1940 et 29 mars 1941, prendra fin, dans chaque administration, en ce qui concernent les fonctionnaires visés par la présente loi, à la date de publication des règlements d'administration publique prévus à l'alinéa précédent.

Les dispositions de l'article 51 de la présente loi ne font pas obstacle à l'application de l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 11 août 1941 fixant les pouvoirs du préfet régional, ni de l'article 4 de la loi du même jour portant création d'un corps de commissaires du pouvoir.

Les dispositions des articles 97 à 100 entreront en vigueur pour l'ensemble des fonctionnaires et

agents tributaires de la loi du 14 avril 1924 à la date et suivant les modalités qui seront fixées par décret.

ART. 113. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 14 septembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte, vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,
ministre secrétaire d'Etat aux affaires
étrangères et à la marine,*
Amiral DARLAN.

*Le général d'armée,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,
Pierre CAZIOT.

Le ministre d'Etat,
Henri MOYSSET.

Le ministre d'Etat,
Lucien ROMIER.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
Général BERGERET.

*Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et à la jeunesse,*
Jérôme CARCOPINO.

Le secrétaire d'Etat à la famille et à la santé,
Serge HUARD.

Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,
Paul CHARBIN.

Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,
François LEHIDEUX.

Le secrétaire d'Etat au travail,
René BELIN.

Le secrétaire d'Etat aux communications,
Jean BERTHELOT.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

*Le secrétaire d'Etat
à la vice-présidence du conseil,*
BENOIST-MÉCHIN.

Justice militaire

ARRETE N° 761 promulguant au Togo la loi du 16 septembre 1941 suspendant provisoirement pour la durée du temps de guerre l'application des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 49 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 16 septembre 1941;

Vu les instructions en date du 22 novembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 16 septembre 1941 suspendant provisoirement pour la durée du temps de guerre l'application des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 49 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée du temps de guerre, les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 49 du code de justice militaire pour l'armée de terre ne seront pas applicables aux procédures suivies contre les individus inculpés de crimes contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 16 septembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'Amiral de la flotte, vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,*
Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le général d'armée commandant
en chef des forces terrestres, ministre
secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
Général BERGERET.

Ravitaillement général

ARRETE N° 762 promulguant au Togo l'arrêté inter-ministériel du 22 septembre 1941 complétant le tableau des produits admis au bénéfice des dispositions de la loi du 20 août 1940.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 20 août 1940 autorisant les colonies à accorder leurs garanties aux prêts consentis par les banques sur les stocks de produits de leur cru normalement destinés aux

exportations vers la métropole, et notamment en son article 8, promulguée au Togo le 2 septembre 1940;

Vu l'arrêté interministériel du 5 septembre 1940, pris en application de la loi du 20 août 1940 susvisée, promulgué au Togo le 26 septembre 1940;

Vu l'arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française n° 2127 s. E. du 10 octobre 1940, portant application en A. O. F. de la loi du 20 août 1940 et de l'arrêté interministériel du 5 septembre 1940 susvisés, publié au J. O. du Togo du 1er novembre 1940;

Vu l'arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française n° 2517 s. E. du 12 novembre 1940 complétant l'arrêté général n° 2127 s. E. du 10 octobre 1940 susvisé, publié au J. O. du Togo du 16 décembre 1940;

Vu l'arrêté interministériel du 22 septembre 1941;

Vu les instructions en date du 28 novembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 22 septembre 1941 complétant le tableau des produits admis au bénéfice des dispositions de la loi du 20 août 1940.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE CONTRE-AMIRAL, SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 20 août 1940, et spécialement son article 8;

Vu les arrêtés d'application du 5 septembre 1940 et du 26 novembre 1940;

Vu l'avis du ministre secrétaire d'Etat au ravitaillement;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des produits admis au bénéfice des dispositions de la loi du 20 août 1940 est complété ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION	POURCENTAGE
<i>Autres produits de plantation</i>	p. 100
Bananes séchées	40 à 60
Fécule d'arrow root	60 à 80

ART. 2. — Les hauts commissaires, gouverneurs généraux, gouverneurs sont chargés de l'application du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 22 septembre 1941.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Justice militaire

ARRETE N° 763 promulguant au Togo la loi du 5 octobre 1941 modifiant l'article 11 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 5 octobre 1941;

Vu les instructions en date du 12 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 5 octobre 1941 modifiant l'article 11 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le premier alinéa de l'article 11 du code de justice militaire pour l'armée de terre est abrogé et remplacé par le suivant :

« Le général commandant la circonscription territoriale où siège le tribunal militaire dresse, sur la présentation des chefs intéressés, transmise par la voie hiérarchique, un tableau par grade et par ancienneté des officiers et sous-officiers qui peuvent être appelés à siéger comme juges au tribunal militaire dans le ressort duquel est stationné le corps ou service auquel ils appartiennent ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'Amiral de la flotte, vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,*
Amiral DARLAN.

*Le général d'armée,
commandant en chef des forces terrestres,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
Général BEROERET.

ARRETE N° 764 promulguant au Togo la loi du 5 octobre 1941 relative à la composition des tribunaux militaires permanents jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre (justiciables des tribunaux de l'armée de terre et militaires de l'armée de l'air).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 5 octobre 1941;

Vu les instructions en date du 12 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 5 octobre 1941 relative à la composition des tribunaux militaires permanents jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre (justiciables des tribunaux de l'armée de terre et militaires de l'armée de l'air).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre, les tribunaux militaires permanents seront composés suivant le grade de l'inculpé, conformément au tableau inséré dans l'article 156 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

ART. 2. — Pendant cette même période, les tribunaux militaires permanents appelés à juger des membres de l'armée de l'air ou à connaître de poursuites dirigées à la fois contre des justiciables des tribunaux de l'armée de terre et des militaires de l'armée de l'air, seront composés dans les conditions fixées par l'article 28 de la loi du 2 juillet 1934, complété par le décret du 30 octobre 1935, en ce qui concerne les tribunaux militaires aux armées.

ART. 3. — Le présent décret est applicable en Algérie, aux colonies et dans les territoires d'outremer.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'Amiral de la flotte, vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,*
Amiral DARLAN.

*Le général d'armée,
commandant en chef des forces terrestres,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
Général BERGERET.

Légion d'honneur

LOI du 11 octobre 1941 instituant des tableaux de concours pour la Légion d'honneur.

RAPPORT

au Maréchal de France, Chef de l'Etat français,

Royat, le 20 août 1941.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

Au moment où dans le cadre du redressement national toutes les volontés et les énergies se tendent en vue de refaire une âme à la France et de réaliser,

dans les différentes branches de l'activité, un reclassement de toutes les valeurs, il m'est apparu que certaines mesures s'imposaient en vue de rendre à notre ordre national tout son prestige.

Parmi elles, je veux retenir aujourd'hui les garanties absolues qui doivent entourer l'attribution de la croix de la Légion d'honneur pour mérites civils distingués.

Ces décorations ont parfois été dispensées avec une prodigalité que les intérêts particuliers en cause pouvaient seuls justifier et, trop souvent, le palmarès de notre ordre a compté, dans un récent passé, des noms que l'opinion publique s'est étonnée d'y voir figurer.

Afin d'éviter le retour de tels errements, je proposerais l'institution, pour les ministères civils, d'un tableau annuel de concours pour la croix, identique à ceux des ministères militaires. Sa publication au *Journal officiel* permettrait de faire ressortir les titres des candidats, et de mettre en relief, aux yeux de leurs concitoyens, les mérites indiscutables qui découlent de leur valeur morale et professionnelle.

Il convient, d'autre part, que les propositions pour services exceptionnels rendus dans les fonctions civiles ou militaires s'imposent aux yeux de tous par une éclatante justification.

Dans ces conditions, la procédure expéditive qui doit dispenser les intéressés de l'inscription préalable au tableau de concours normal pourrait comprendre l'avis du conseil de l'ordre et la publication, à l'appui du décret de nomination ou de promotion, des services exceptionnels qui l'ont motivé.

Le présent décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation tend à ces divers objets par modification des articles, 11 et 16 du décret organique du 16 mars 1852, laquelle entraînerait *ipso facto* l'abrogation de l'article 34 de la loi du 16 avril 1895 et l'alinéa 1^{er} de l'article 8 de la loi du 26 juillet 1912.

Veuillez agréer, monsieur le Maréchal, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le grand chancelier
de la Légion d'honneur,*
Général BRÉCARD.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Après avis du conseil d'Etat;
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 11 et 16 du titre III du décret organique de la Légion d'honneur du 16 mars 1852 sont remplacés par les suivants :

« Art. 11. — En temps de paix, pour être admis dans la Légion d'honneur, il faut avoir exercé avec distinction pendant vingt ans des fonctions civiles ou militaires, ou pendant vingt-cinq ans une profession ou un emploi se rattachant à l'agriculture, à l'industrie, au commerce ou aux carrières libérales.

« Nul ne peut être nommé dans l'ordre ou y être promu au grade d'officier s'il ne figure sur un tableau de concours établi annuellement par chacun des secrétariats d'Etat pourvu d'un contingent de croix. Ces tableaux de concours publiés au *Journal officiel* au mois de janvier pour les candidats susceptibles d'être nommés ou promus au 1^{er} juillet ou au 1^{er} janvier suivants, mentionnent les noms, prénoms et qualités des candidats et l'indication de leurs titres à l'obtention de la croix.

« Les nominations ou promotions pour services exceptionnels visés à l'article 16 sont dispensés de l'inscription préalable aux tableaux de concours.

« Art. 16. — En temps de paix comme en temps de guerre, les services exceptionnels, dûment justifiés, rendus dans les fonctions civiles ou militaires ou dans l'exercice d'une profession ou d'un emploi se rattachant à l'agriculture, à l'industrie, au commerce ou aux carrières libérales pourront dispenser des conditions de temps prévues pour une nomination ou un avancement dans la Légion d'honneur. Les promotions ou nominations présentées à ce titre ne pourront être accordées qu'après avis du conseil de l'ordre.

« Le décret devra mentionner cet avis et préciser explicitement le détail des services invoqués ».

ART. 2. — L'article 34 de la loi du 16 avril 1895 et l'alinéa 1^{er} de l'article 8 de la loi du 26 juillet 1912 dont les dispositions sont en totalité ou en partie reproduites dans le présent décret sont abrogés.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'Amiral de la flotte, vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,
secrétaire d'Etat aux affaires étrangères
et à la marine,*
Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

Service des transmissions

ARRETE N° 765 promulguant au Togo le décret du 23 octobre 1941 portant organisation du service des transmissions de l'Afrique occidentale française.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 23 octobre 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 octobre 1941 portant organisation du service des transmissions de l'Afrique occidentale française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

*Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création d'un haut-commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 22 juillet 1919, créant une direction des finances et de la comptabilité de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 29 décembre 1922, réorganisant les services financiers de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret et l'arrêté du 29 décembre 1917, réglementant la situation du personnel métropolitain des postes, télégraphes et téléphones détaché aux colonies;

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du service radioélectrique colonial;

Vu le décret du 20 janvier 1941, portant organisation du service des transmissions coloniales;

Vu l'avis du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les divers services postaux, télégraphiques, téléphoniques et radioélectriques entretenus sur les fonds du budget général de l'Afrique occidentale française et les budgets du Sénégal, de la Mauritanie, de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire, du Soudan français, du Dahomey, du Niger, constituent un service unique dénommé service des transmissions de l'Afrique occidentale française. Les attributions de ce service s'étendent au territoire du Togo sous les réserves stipulées à l'article 7.

ART. 2. — Ce service est placé sous l'autorité d'un chef du service qui prend le titre de directeur des transmissions de l'Afrique occidentale française.

Le directeur des transmissions relève directement du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française.

ART. 3. — Le directeur des transmissions de l'Afrique occidentale française a dans ses attributions la direction générale, l'organisation et le contrôle du service postal, du service télégraphique et téléphonique et du service radioélectrique en Afrique occidentale française et au Togo.

ART. 4. — Le personnel des services postal, télégraphique et téléphonique, radioélectrique est, quel que soit son cadre d'origine, placé sous les ordres du directeur des transmissions de l'Afrique occidentale française.

ART. 5. — Pour l'organisation du service des transmissions, le territoire de l'Afrique occidentale française est divisé en zones de configuration variable suivant les divers services (postal, télégraphique et téléphonique, radio). Les limites et les appellations sont fixées par le gouverneur général, haut-commissaire. Pour le service postal les zones coïncident avec les limites des colonies. Pour les services techniques elles peuvent différer de ces limites.

Dans chaque zone l'exécution du service pour chaque catégorie (poste, télégraphe et téléphone, radio) est assurée à la diligence d'un chef de service responsable.

ART. 6. — Les chefs de service sont désignés par le gouverneur général, haut-commissaire, sur la proposition du directeur des transmissions.

Leurs attributions et leurs relations avec les gouverneurs ou chefs de territoire sont déterminées par arrêtés du gouverneur général.

ART. 7. — A compter du 1^{er} janvier 1942, la totalité des recettes et des dépenses du service des transmissions seront rattachées au budget général de l'Afrique occidentale française, à l'exception de celles concernant le territoire du Togo qui continueront à être rattachées au budget de ce territoire.

Suivant les résultats financiers du service, les budgets des colonies de l'Afrique occidentale française pourront être appelés soit à verser des contributions au budget général, soit à en recevoir des subventions, dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 18 octobre 1904.

Le budget du Togo pourra être appelé à participer, sous forme de fonds de concours, aux dépenses d'intérêt commun supportées par le budget général de l'Afrique occidentale française.

Les locaux, installations mobilières et matériel appartenant aux services constitutifs autres que ceux du Togo seront pris en charge pour le compte du gouvernement général de l'Afrique occidentale française par la direction des transmissions qui en assurera l'entretien, la répartition, l'utilisation et la comptabilité.

ART. 8. — Les modalités d'application du présent décret seront réglées par arrêtés du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française.

ART. 9. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Fait à Vichy, le 23 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Chambre de Commerce

ARRETE No 766 promulguant au Togo le décret du 24 octobre 1941 concernant les chambres de commerce dans les territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté local no 307 du 1^{er} juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, modifié par arrêté du 8 juin 1940;

Vu le décret du 24 octobre 1941;

Vu les instructions en date du 12 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 24 octobre 1941 concernant les chambres de commerce dans les territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 7 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 11 avril 1941, modifiant les lois des 9 avril 1898, 13 janvier 1933, 14 juin 1938 et 17 juin 1938, sur des chambres de commerce dans la métropole;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — A titre temporaire, des décrets contresignés par le secrétaire d'Etat aux colonies pourront prononcer la suppression des chambres de commerce coloniales ou en modifier la circonscription.

Des arrêtés du secrétaire d'Etat aux colonies pourront radier les membres des chambres de commerce de la liste de l'assemblée consulaire; ils pourront pourvoir aux vacances des membres titulaires.

La nomination du président et des membres du bureau sera soumise à son agrément.

Le président et les membres en exercice au moment de la promulgation du présent décret devront également être agréés par le secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux *Journaux officiels* des colonies.

Fait à Vichy, le 24 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Sociétés secrètes

ARRETE No 767 promulguant au Togo la loi du 10 novembre 1941 instituant une commission spéciale des sociétés secrètes et fixant certaines modalités d'application des lois des 11 août et 25 octobre 1941.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 13 août 1940 portant dissolution de plein droit des associations et groupements secrets, promulguée au Togo le 23 août 1940;

Vu la loi du 18 août 1941 étendant aux territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 11 août 1941 sur les sociétés secrètes, promulguée au Togo le 6 octobre 1941;

Vu la loi du 25 octobre 1941 abrogeant et remplaçant les dispositions de la loi du 18 août 1941 susvisée, promulguée au Togo le 8 décembre 1941;

Vu la loi du 10 novembre 1941;

Vu les instructions en date du 12 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 10 novembre 1941 instituant une commission

spéciale des sociétés secrètes et fixant certaines modalités d'application des lois des 11 août et 25 octobre 1941.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

TITRE PREMIER

COMMISSION SPÉCIALE DES SOCIÉTÉS SECRÈTES

ARTICLE PREMIER. — Est instituée, auprès du secrétariat d'Etat à la justice, une commission spéciale chargée de donner son avis :

1^o — Sur toutes les questions d'ordre général ou individuel relatives aux sociétés secrètes et soumises à son examen par le chef de l'Etat;

2^o — Sur toutes les demandes de dérogations présentées en application de l'article 3 de la présente loi.

ART. 2. — La commission est composée de 5 membres et un secrétaire désignés par décret contresigné par le vice-président du conseil, le garde des sceaux, secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat à l'intérieur; elle est valablement constituée par la présence de trois de ses membres; elle ne peut délibérer que si ces derniers sont en nombre impair; elle se réunit au siège du gouvernement.

ART. 3. — Par décision individuelle du chef de l'Etat et après avis de la commission spéciale, il pourra être dérogé aux mesures d'exclusion édictées à l'encontre des anciens dignitaires des sociétés secrètes par les articles 2 et 3 de la loi du 11 août 1941 et de la loi du 25 octobre 1941 :

1^o — Dans le cas où l'intéressé a, depuis plusieurs années, rompu toute attache avec les sociétés d'obédience maçonnique ou leurs différentes filiales, et a cessé toute participation à leur activité;

2^o — Dans le cas où il a rendu des services signalés à l'Etat français, et manifesté son adhésion totale à l'ordre nouveau.

ART. 4. — Les demandes de dérogation devront être déposées au secrétariat de la commission spéciale dans le délai de trois mois à dater de la publication de la présente loi pour les décisions antérieurement rendues, et à dater de leur notification pour les décisions ultérieures; ces demandes ne pourront être présentées que par les soins du secrétariat d'Etat dont relève l'intéressé; elles n'ont aucun caractère suspensif; elles ne seront recevables que si elles comportent :

1^o — Un état-civil détaillé;

2^o — Un état signalétique des services civils ou militaires;

3^o — Un avis favorable du secrétaire d'Etat dont relève le requérant.

Elles ne sont assujetties à aucune autre formalité; un délai minimum de quinze jours sera imparti au service des sociétés secrètes pour mettre sa documentation à la disposition de la commission spéciale.

ART. 5. — La commission peut proposer au chef de l'Etat : soit la réintégration dans les fonctions et mandats antérieurement exercés, soit le reclassement dans toute autre fonction, soit le maintien des décisions prises; dans le premier cas les fonctionnaires ou agents réintégrés bénéficieront des avantages prévus par les alinéas 2 et 3 de l'article 13 de la loi du 3 avril 1941.

TITRE II

MODALITÉS D'APPLICATION DES ARTICLES 2 ET 3 DE LA LOI DU 11 AOÛT 1941

ART. 6. — Sont considérés comme anciens dignitaires des sociétés secrètes dissoutes :

1^o — Les membres de ces sociétés auxquels il a été conféré un grade supérieur au troisième ou qui ont obtenu l'honorariat dans ce dernier grade;

2^o — Les membres desdites sociétés qui ont exercé des fonctions électives ou des mandats dans les loges, obédiences, congrès ou convents.

ART. 7. — Les fonctionnaires et agents, atteints par les dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 11 août 1941 et par la loi du 25 octobre 1941, sont admis à faire valoir les droits définis par l'article 7, paragraphes 1^{er} à 6 inclus, de la loi du 2 juin 1941, portant statut des juifs et par les textes réglementaires à intervenir pour l'application de ces paragraphes; pour les fonctionnaires et agents en service outre-mer, il sera fait application des dispositions réglementaires prévues par l'article 7, dernier alinéa de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs. Sous réserve des sanctions pénales prévues par la loi, les dispositions du présent article s'appliquent à tout fonctionnaire, agent ou employé déclaré démissionnaire d'office en application de l'article 5 de la loi du 13 août 1940.

ART. 8. — Les secrétaires d'Etat aux affaires étrangères, à l'intérieur et aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de provoquer toutes mesures utiles pour l'application du présent décret aux territoires d'outre-mer relevant de leurs départements.

ART. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi d'Etat.

Fait à Vichy, le 10 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
ministre, vice-président du conseil,*

Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,
ministre, secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Statut et recensement des Juifs

ARRETE N° 768 promulguant au Togo la loi du 13 novembre 1941 déclarant les lois du 2 juin 1941 portant statut des juifs et prescrivant le recensement des juifs applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies qui n'ont pas été visés par lesdites lois.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les deux lois du 2 juin 1941 relatives au statut et au recensement des Juifs, promulguées au Togo le 6 septembre 1941;

Vu la loi du 13 novembre 1941;

Vu les instructions en date du 12 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 13 novembre 1941 déclarant les lois du 2 juin 1941 portant statut des juifs et prescrivant le recensement des juifs applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies qui n'ont pas été visés par lesdites lois.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les lois du 2 juin 1941 portant statut des juifs et prescrivant le recensement des juifs sont déclarées applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies qui n'ont pas été visés par lesdites lois.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 13 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,

ministre vice-président du conseil,

Amiral DARLAN.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Pierre PUCHEU.

Le contre-amiral,

secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

**Légion française des Combattants
et volontaires de la Révolution Nationale**

ARRETE N° 769 promulguant au Togo la loi du 18 novembre 1941 modifiant la loi du 29 août 1940 portant création de la Légion Française des Combattants et Volontaires de la Révolution Nationale.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 29 août 1940 portant création de la Légion Française des Combattants, publié au J. O. du Togo du 16 mars 1941;

Vu la loi du 18 novembre 1941;

Vu les instructions en date du 12 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 18 novembre 1941 modifiant la loi du 29 août 1940 portant création de la Légion Française des Combattants et Volontaires de la Révolution Nationale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La Légion Française des Combattants et Volontaires de la Révolution Nationale est :

1^o — l'organe unique par lequel s'exercent sur les plans civique, social et moral l'action des anciens combattants et leur collaboration à l'œuvre des pouvoirs publics;

2^o — le mouvement unique d'action civique ouvert aux citoyens désireux de s'associer aux anciens combattants pour servir les principes de la Révolution Nationale et assurer leur application dans tous les domaines.

ART. 2. — Le Maréchal de France, Chef de l'Etat assure la présidence de la Légion, il détermine les conditions d'admission dans la Légion, en nomme le directeur général, règle l'organisation de son commandement et les principes de son administration.

ART. 3. — La Légion Française des Combattants et Volontaires de la Révolution Nationale est reconnue d'utilité publique, elle a capacité de posséder, acquérir, vendre, administrer, ester en justice et faire toutes opérations qui se rattachent à ces objets; elle a son siège dans la même ville que le gouvernement; le contrôle administratif de la Légion appartient au secrétaire général des Anciens Combattants.

ART. 4. — Les dispositions de la loi du 29 août 1940 subsistent en tant qu'elles ne sont pas contraires aux articles qui précèdent.

ART. 5. — Des décrets détermineront, s'il y a lieu, les modalités d'exécution du présent texte qui est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant des secrétariats d'Etat aux affaires étrangères et aux colonies.

ART. 6. — Le présent décret sera exécuté comme loi de l'Etat, publié au *Journal officiel* et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Vichy, le 18 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
vice-président du conseil,*

Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

Yvès BOUTHILLIER.

*Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,*
Amiral PLATON.

Code pénal — Code d'instruction criminelle

ARRETE N° 770 promulguant au Togo le décret du 19 novembre 1941 abrogeant et remplaçant le deuxième alinéa de l'article 6 du décret du 22 juillet 1939 modifiant les articles 26 et 13 du code pénal ainsi que l'article 378 du code d'instruction criminelle et supprimant la publicité des exécutions capitales dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion et les Iles Saint-Pierre et Miquelon.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 novembre 1941;

Vu le décret du 22 juillet 1939 supprimant la publicité des exécutions capitales dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion et les Iles St-Pierre et Miquelon, promulgué au Togo le 25 septembre 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 novembre 1941 abrogeant et remplaçant le deuxième alinéa de l'article 6 du décret du 22 juillet 1939 modifiant les articles 26 et 13 du code pénal ainsi que l'article 378 du code d'instruction criminelle et supprimant la publicité des exécutions capitales dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion et les Iles Saint-Pierre et Miquelon.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 22 juillet 1939, portant suppression de la publicité des exécutions capitales dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion et les Iles Saint-Pierre et Miquelon;

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le 2^e alinéa de l'article 6 du décret du 22 juillet 1939 est abrogé et remplacé par l'alinéa suivant :

« Seront seuls admis à assister à l'exécution les fonctionnaires ou magistrats qui seront désignés par arrêté du gouverneur général, gouverneur ou commissaire de la République, ainsi qu'un ministre de la religion du condamné et son ou ses défenseurs ».

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 19 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Décret relatif à l'attribution de la médaille de la Reconnaissance française

Rectificatif au *Journal officiel* du Togo du 16 octobre 1941: page 532, 2^e colonne, article 4.

Au lieu de :

« un conseiller d'Etat honoraire ou en activité de service »,

Lire :

« un conseiller d'Etat honoraire ou en activité de service, président ».

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Impôts

ARRETE N° 296 modifiant l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937, fixant le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 réglementant l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette, modifié par l'arrêté n° 600 du 14 novembre 1937;

Vu l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937 fixant le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 14 juin 1941;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937 sus-visé:

« Art. 1^{er} (nouveau). — Par application des dispositions du dernier alinéa de l'article 3 de l'arrêté susvisé du 13 janvier 1937 le taux de la taxe due par les indigènes dont le revenu est inférieur à 10.000 francs est fixé ainsi qu'il suit:

1 ^{re} catégorie	180 francs
2 ^e catégorie	140 francs
3 ^e catégorie	110 francs
4 ^e catégorie	80 francs

Catégorie ordinaire

CERCLE DU SUD:

Cercle de Lomé	58 frs.
Cercle d'Anécho	58 —

CERCLE DU CENTRE:

Subdivision d'Atakpamé (à l'exception cantons Kpessi, Akposso-Nord et Sud, Adélé, Akébou, Litimé)

Canton de Kpessi	48 —
Canton de l'Akposso-Nord	52 —
Canton de l'Akposso-Sud	52 —
Canton d'Adélé	42 —
Canton de l'Akébou	50 —
Canton de Litimé	63 —

Subdivision de Klouto (à l'exception canton Agotimé)

Canton de l'Agotimé	58 —
---------------------	------

SOKODÉ:

Subdivision de Sokodé	26 —
Subdivision de Lama-Kara	21 —
Subdivision de Bassari (à l'exception canton Konkombas)	22 —
Canton de Konkombas	18 —

Subdivision autonome de Mango (à l'exception cantons Konkombas-Lambas et Tambermas)

Cantons Konkombas	18 —
Cantons Lambas	19 —
Cantons Tambermas	19 —

ART. 2. — Sont classés dans la première catégorie les indigènes dont le revenu annuel est égal ou supérieur à 8.000 francs, mais inférieur à 10.000 frs.

Sont classés dans la 2^e catégorie les indigènes dont le revenu annuel est égal ou supérieur à 6.000 frs., mais inférieur à 8.000 francs.

Sont classés dans la 3^e catégorie les indigènes dont le revenu annuel est égal ou supérieur à 5.000 francs, mais inférieur à 6.000 francs.

Sont classés dans la 4^e catégorie les indigènes dont le revenu annuel est égal ou supérieur à 4.000 francs, mais inférieur à 5.000 francs.

Le classement des contribuables dans l'une des 4 catégories est effectué par une commission présidée selon les cas (commune-mixte, cercle ou subdivision) par l'administrateur-maire, le commandant ou le chef

de la subdivision et comprenant deux membres choisis par le commandant de cercle au sein du conseil des notables.

Sont considérés comme entrant en catégorie ordinaire, tous les autres indigènes.

ART. 3. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1942, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 486 F./3 en date du 18 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

ARRETE N° 297 modifiant le taux de la taxe fixe prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 réglementant l'impôt personnel.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 réglementant l'impôt personnel modifié par l'arrêté n° 600 du 14 novembre 1937;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 14 juin 1941;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la taxe fixe de l'impôt personnel, tel qu'il est prévu par l'article 3 de l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937, est porté à 250 frs. par an pour compter du 1^{er} janvier 1942.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 486 F./3 en date du 18 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

Patentes

ARRETE N° 298 modifiant la nomenclature et les taux des patentes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 654 du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente au Togo, modifié par l'arrêté n° 501 du 9 novembre 1935;

Vu les arrêtés n° 33 et 34 du 13 janvier 1937 modifiant les taux des patentes;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 14 juin 1941;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'arrêté n° 33 du 12 janvier 1937 est modifié comme suit :

Groupe B.*Industries et métiers*

QUALIFICATIONS	Classe	TAUX
Scieurs de bois du pays pour la vente en gros et en détail.		
Ateliers occupant {	plus de 10 ouvriers	4 1.350
	moins de 10 ouvriers	6 675
	moins de 5 ouvriers	8 400

Groupe C.*Commerce*

QUALIFICATIONS	Classe	TAUX
Acheteurs de produits du cru		
1) Acheteurs de gros ou demi-gros de produits du cru et indigènes rétribués ou non par des maisons de commerce non gérants de comptoirs et s'occupant d'achat de gros ou demi-gros de produits du cru.	4	1.350
2) — Tous autres acheteurs de produits du cru y compris les acheteurs de récoltes sur pied :		
a) — Cercles de Lomé, Anécho et du Centre	8	400
b) — Cercle de Sokodé et Subdivision de Mango	10	200

ART. 2. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1942 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 319 F. M./3 en date du 1^{er} septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

Indemnité de zone

ARRETE N° 414 fixant l'indemnité de zone pour le 2^e semestre 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20^e juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux;

Vu le décret du 19 juillet 1934 réglementant le mode et les conditions de concession d'une indemnité dite de zone en faveur du personnel européen, ensemble le décret du 31 août 1935;

Vu l'arrêté local du 30 octobre 1934 réglementant le mode et les conditions de concession de l'indemnité de zone au Togo;

Vu l'arrêté n° 233 du 5 mai 1937, relatif à l'indemnité de zone à attribuer au personnel européen, modifié par erratum en date du 16 octobre 1937;

Vu l'arrêté n° 232 du 5 mai 1937 relatif à l'indemnité de zone à accorder au personnel des cadres locaux indigènes;

Vu l'arrêté n° 674 du 9 décembre 1938 fixant pour l'année 1939 les taux de l'indemnité de zone à allouer au personnel européen;

Vu l'arrêté n° 674 bis du 9 décembre 1938 fixant pour l'année 1939 les taux de l'indemnité de zone à allouer au personnel des cadres locaux indigènes;

Vu l'arrêté n° 511 du 6 décembre 1940 rendant applicable en 1941 les taux en vigueur en 1939;

Vu le télégramme n° 266 du 24 juillet 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 31 juillet 1941;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} juillet 1941 les taux journaliers de l'indemnité de zone fixés pour l'année 1941 par arrêté n° 511 du 6 décembre 1940 sont ainsi modifiés :

1^o — Fonctionnaires des cadres généraux et locaux européens

A) — Célibataires ou mariés sans enfants

SOLDE DE PRÉSENCE	DE 0 A 15.000	DE 15.001 A 17.600	DE 17.601 A 20.000	DE 20.001 A 25.000	DE 25.001 A 33.000	DE 33.001 A 36.000
1 ^o zone	21,50	18,50	16,50	13,50	11,50	5,50
2 ^o zone	14,50	13,50	11,50	8,50	6,50	3,50

B) — Fonctionnaires susvisés ayant des enfants à leur charge

SOLDE DE PRÉSENCE	DE 0 A 15.000	DE 15.001 A 17.600	DE 17.601 A 20.000	DE 20.001 A 25.000	DE 25.001 A 33.000	DE 33.001 A 36.000	DE 36.001 A 46.000
1 ^{re} zone	29,50	25	22,50	19,50	17	11,50	5,50
2 ^e zone	22,50	20	18,50	14,50	12	7,50	3,50

2^o — Personnel des cadres indigènes.**A) PREMIÈRE CATÉGORIE**

1 ^{re} Zone	5,—
2 ^e Zone	3,—
3 ^e Zone	1,50

B) DEUXIÈME CATÉGORIE

1 ^{re} Zone	2,50
2 ^e Zone	1,30
3 ^e Zone	1,—

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 juillet 1941.

J. DELPECH.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 493 F. 2/B.I. en date du 22 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

Allocations familiales

ARRÊTE N° 575 portant réglementation et attribution d'allocations familiales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la circulaire n° 575 bis F. du 3 août 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu la lettre n° 9244 F./3 du 17 septembre 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 octobre 1941;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Tout Français, d'origine métropolitaine, qui en France, bénéficierait des allocations familiales établies par le décret-loi du 29 juillet 1939 dit « Code de famille » pourra, sous les réserves prévues à l'article 2 ci-dessous, recevoir les allocations instituées par le présent arrêté.

ART. 2. — Sont exclus du bénéfice de ces allocations :

1^o — Les fonctionnaires, les militaires ou assimilés des armées de terre, de mer ou de l'air et, en général les personnes qui perçoivent déjà des indemnités ou allocations pour charges de famille sur un budget quelconque de l'Etat, des départements, des colonies, des collectivités ou établissements publics, que ce soit en France ou aux colonies.

2^o — Les personnes inscrites au rôle de l'impôt sur le revenu de l'année au cours de laquelle les

allocations peuvent être perçues pour un revenu global supérieur à :

100.000 francs si elles ont moins de 3 enfants à leur charge;

110.000 francs si elles ont moins de 4 enfants à leur charge;

120.000 francs si elles ont moins de 5 enfants à leur charge;

et ainsi de suite en augmentant de 10.000 francs par enfant.

Les employés ou salariés n'appartenant pas aux catégories ci-dessus et qui reçoivent de leur employeur des indemnités ou allocations pour charges de famille, n'auront droit qu'à la différence entre le montant des allocations fixé par l'article 6 ci-après et les sommes qui leur auront été versées par leur employeur, au cas où celles-ci seraient moins élevées.

ART. 3. — Les allocations sont dues à partir du 1^{er} janvier de chaque année, pour les personnes présentes au Territoire ou à partir du premier jour du mois qui suit soit l'arrivée du bénéficiaire au Togo, soit l'événement ouvrant droit aux allocations.

Ce droit cesse, en cas de départ hors du Togo, à compter du jour de départ, sauf l'exception prévue à l'article 12 ci-dessous.

ART. 4. — Le droit aux allocations naît avec le deuxième enfant à charge, qu'il se trouve en France ou aux colonies.

Les allocations sont versées :

1^o — en ligne directe, au père ou à la mère, pour les enfants issus du mariage ou d'une précédente union; à défaut, à l'ascendant ou à l'ascendante;

2^o — en ligne collatérale, au frère ou à la sœur, à l'oncle ou à la tante, pour les sœur, frère, neveu ou nièce dont ils assurent seuls l'éducation et l'entretien;

3^o — à l'adoptant, pour les enfants adoptés, ou s'ils sont à sa charge, au conjoint de l'adoptant;

4^o — aux personnes qui élèvent des enfants naturels reconnus, des pupilles ou des enfants recueillis.

ART. 5. — Les allocations sont dues pour les enfants n'ayant pas dépassé l'âge de l'obligation scolaire.

Cette limite est repoussée jusqu'à l'âge de dix-sept ans si les enfants poursuivent leurs études, s'ils sont placés en apprentissage ou s'ils se trouvent, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, dans l'impossibilité constatée de se livrer à un travail salarié.

ART. 6. — Le taux des allocations est fixé comme suit pour les familles de deux enfants au moins, les familles d'un seul enfant étant exclues du bénéfice des allocations.

Pour le 1^{er} enfant à charge : 1.200 francs par an soit 100 francs par mois.

Pour le 2^e enfant à charge : 2.100 francs par an soit 175 francs par mois.

Pour le 3^e enfant à charge : 4.200 francs par an soit 350 francs par mois.

Pour le 4^e enfant à charge : 5.100 francs par an soit 425 francs par mois.

Quand un enfant disparaît ou dépasse l'âge à partir duquel s'éteint le droit aux allocations, il continue cependant à être compté pour la détermination du rang des autres enfants et le calcul des allocations dues pour ces derniers.

ART. 7. — Pour percevoir les allocations, les personnes remplissant les conditions définies ci-dessus adresseront au *service des contributions directes*, le 1^{er} janvier de chaque année s'ils sont présents au *Territoire*, ou dans les trois mois qui suivent leur arrivée au *Togo*, soit l'événement ouvrant le droit à l'allocation, une demande conforme au modèle annexé au présent arrêté.

A cette demande devront être jointes les pièces justificatives suivantes :

1^o — Extrait de l'acte de naissance ou bulletin de naissance du demandeur ;

2^o — Certificat délivré soit par l'employeur soit par le maire ou l'autorité administrative du lieu de la résidence, constatant que le demandeur ne rentre pas dans l'une des catégories énumérées au 2^e alinéa de l'article 2 ci-dessus ;

3^o — Bulletin de naissance et certificat de vie, ayant moins de trois mois de date, pour chacun des enfants donnant droit aux allocations ;

4^o — Le cas échéant, certificat de scolarité ou d'apprentissage ou certificat médical, ayant moins de trois mois de date, pour l'application des dispositions de l'article 5 ci-dessus ;

5^o — A défaut des pièces énumérées aux paragraphes 1^{er} et 3^e, une copie certifiée conforme du livret de famille du demandeur ou de toute autre pièce officielle permettant de justifier du droit aux allocations.

ART. 8. — Les demandes d'allocation sont instruites comme en matière de contributions directes et présentées par le chef du *service des contributions directes*.

Ce dernier peut réclamer tous éclaircissements ou justifications qu'il juge utile.

Il peut notamment exiger la production de documents authentiques propres à établir la véracité des allégations du demandeur.

Le défaut de réponse dans un délai d'un mois à une demande de renseignements ou de justifications, ou le refus de répondre ou une réponse équivalant à une fin de non recevoir peut entraîner sur décision du *Commissaire de France* la perte du droit au bénéfice des allocations.

Pour les localités éloignées, le délai d'un mois est augmenté des délais de distance prévus par le code civil.

ART. 9. — Le *Commissaire de France* statue sur les demandes d'allocation.

La décision du *Commissaire de France* est notifiée au demandeur par lettre recommandée.

ART. 10. — Le paiement des allocations est imputé au *budget local, chapitre XV, article 3 — Dépenses diverses — Frais généraux*.

Les allocations sont liquidées pour l'année entière ou le cas échéant, la partie de l'année restant à courir, par le service des contributions directes.

Elles sont mandatées par le service d'ordonnement le 1^{er} de chaque mois pour les droits acquis ou reconnus le mois précédent au vu des états de liquidation dressés par le chef du *service des contributions directes*.

Ce fonctionnaire peut à toute époque réviser la situation des bénéficiaires. Il provoque s'il est nécessaire, de nouvelles décisions du *Commissaire de France*. Il signale au service de l'ordonnement les modifications à apporter au mandatement des allocations.

ART. 11. — Si, en cours d'année, à la suite d'une vérification de comptabilité, d'un relèvement d'impôts régulièrement établi, ou de toute autre cause, une personne bénéficiant des allocations familiales est imposée à l'impôt général sur le revenu pour un revenu supérieur à celui qui est fixé, dans chaque cas, par l'article 2 (1^o) ci-dessus, le droit aux allocations cesse de ce fait.

Le remboursement des allocations indûment perçues pourra être poursuivi sur décision du *Commissaire de France*, mais seulement si la mauvaise foi du contribuable aura pu être prouvée.

Au cas où il s'agirait de supplément d'impôts établis au titre d'un ou de plusieurs exercices antérieurs, en vertu du droit de *reprise en matière de contributions directes*, le remboursement des allocations indûment perçues au cours des années considérées ne pourra être poursuivi que si le contribuable a fait preuve de mauvaise foi au moment de l'établissement de ses déclarations.

ART. 12. — Tout bénéficiaire d'allocations familiales quittant le *Territoire* pour une durée supérieure à un mois est tenu d'en faire la déclaration au service des contributions directes un mois au moins avant la date probable de son départ, sous peine, en cas de non déclaration, du retrait des allocations auxquelles a droit l'intéressé, sur décision du *Commissaire de France*.

Les allocations cessent d'être payées dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus.

Toutefois s'il s'agit d'un congé ou d'une absence inférieure à 6 mois, les allocations restent dues et sont mandatées dès le retour de l'intéressé au *Togo*.

Au cas où le congé ou l'absence chevaucherait sur deux années consécutives l'intéressé devra faire une demande à son retour au *Territoire* au chef du *service des contributions directes* pour obtenir le paiement des allocations restant dues pour l'année suivante.

ART. 13. — Les bénéficiaires d'allocations familiales doivent signaler au chef du *service des contributions directes* tout changement dans leur situation de famille pouvant entraîner une diminution du montant des allocations. La déclaration doit être faite dans le mois qui suit le changement en question.

Les allocations indûment perçues pour quelque cause que ce soit sont remboursées par compensation ou sur ordre de recette après décision du *Commissaire de France*.

ART. 14. — Les avis et communications échangés entre les agents de l'administration ou adressés par eux aux particuliers doivent être transmis sous enveloppe fermée. Ils bénéficient de la franchise postale.

ART. 15. — Le chef du service des contributions directes et le chef du bureau des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1942.

Lomé, le 16 octobre 1941.

J. DELPECH.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 486 F/3 en date du 18 décembre 1941 du *Haut-Commissaire de l'Afrique française*.

HAUT-COMMISSARIAT
DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

TERRITOIRE DU TOGO

Cercle de
Commune
Commune Mixte
Localité

N° d'enregistrement à l'arrivée :

Date de réception

ALLOCATIONS FAMILIALES

Arrêté local n° _____ du _____

DEMANDE D'ADMISSION
au bénéfice des allocations familiales

(à remplir par le demandeur)

N° d'ordre de la demande

Nom Prénoms

Né le à

Département

Profession

Adresse à la Colonie

Nom de famille de l'épouse

Date d'arrivée à la Colonie

Professions successives exercées jusqu'à ce jour au cours du séjour dans la Colonie

Date probable du départ de la Colonie

Renseignements sur les enfants à charge

NOMS des enfants	PRÉNOMS	DATE de naissance	LIEU de naissance	PROFESSIONS exercées

Le soussigné certifie que les renseignements ci-dessus indiqués sont exacts.

Il déclare avoir pris connaissance des dispositions de l'arrêté n° du et s'engage à se conformer aux prescriptions de ce texte.

à

le

Signature,

Instruction du Chef du Service des Contributions directes

Revenu global imposable du demandeur

Observations :

Avis motivé et propositions

à

le

Décision du Gouverneur

Montant de l'allocation annuelle accordée :

Date à partir de laquelle le montant de l'allocation doit être mandaté :

à

le

Le Gouverneur,

Date d'envoi de la lettre de notification de la décision par le Chef du Service des Contributions directes.

Impôts

ARRETE N° 576 supprimant la taxe additionnelle fixée par arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 et instituant un impôt cédulaire sur les revenus et un impôt général sur le revenu.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 réglementant l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette, modifié par l'arrêté n° 600 du 14 novembre 1937;

Vu l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937 fixant le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs, modifié par l'arrêté n° 296 du 14 juin 1941;

Vu les lettres nos 575 bis R., 9244 F./3 et 750 F./2 des 3 août, 17 septembre et 25 septembre 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 octobre 1941;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

SECTION PREMIERE**EXPLOITATIONS IMPOSABLES**

ARTICLE PREMIER. — Il est établi dans le territoire du Togo un impôt annuel sur les bénéfices des professions commerciales, industrielles et artisanales.

Le même impôt est applicable aux bénéfices réalisés par les planteurs, exploitants forestiers, éleveurs, concessionnaires des mines, par les amodiataires et sous-amodiataires de concessions minières, par les titulaires de permis d'exploitation de mines. Il est également applicable d'une façon générale à tous les revenus qui ne peuvent être classés à la cédule des professions non commerciales ni à celle des impôts sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, telles qu'elles sont définies ci-après.

ART. 2. — L'impôt est dû à raison des bénéfices réalisés dans les entreprises exploitées dans chaque colonie.

ART. 3. — Les sociétés par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite simple sont soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, quel que soit leur objet.

Sont également passibles dudit impôt :

1° — Les sociétés coopératives de consommation lorsqu'elles possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison de denrées, produits ou marchandises;

2° — Les sociétés coopératives et unions de coopératives d'artisans;

3° — Les sociétés coopératives ouvrières de production;

4° — Les personnes et sociétés se livrant à des opérations d'intermédiaires pour l'achat ou la vente des immeubles ou des fonds de commerce ou qui, habituellement, achètent en leur nom les mêmes biens en vue de les revendre et les sociétés de crédit foncier;

5° — Les personnes et sociétés qui procèdent au lotissement et à la vente de terrains leur appartenant;

6° — Les personnes et sociétés qui donnent en location un établissement commercial ou industriel muni du mobilier ou du matériel nécessaire à son exploitation, que la location comprenne, ou non, tout ou partie des éléments incorporels du fonds de commerce ou d'industrie;

7° — Les adjudicataires, concessionnaires et fermiers de droits communaux.

SECTION II**EXEMPTIONS**

ART. 4. — Sont affranchis de l'impôt :

1° — Les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes;

2° — Les offices coloniaux d'habitations économiques;

3° — Les caisses de crédit agricole mutuel régies par le décret du 26 juin 1931;

4° — Les collectivités énumérées à l'article 18 du décret du 26 juin 1931 : sociétés indigènes de prévoyance, associations agricoles indigènes, associations agricoles de colons de statuts métropolitains ou assimilés, sociétés coopératives agricoles, associations d'intérêt général agricole, sociétés d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles;

5° — Les sociétés de secours mutuels.

SECTION III**BÉNÉFICES IMPOSABLES**

ART. 5. — L'impôt est établi chaque année sur les bénéfices obtenus pendant l'année précédente ou dans la période de douze mois dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan, lorsque cette période ne coïncide pas avec l'année civile.

Si l'exercice clos au cours de l'année précédente s'étend sur une période de plus ou de moins de douze mois, l'impôt est néanmoins établi d'après les résultats dudit exercice.

Si aucun bilan n'est dressé au cours d'une année quelconque, l'impôt dû au titre de l'année suivante est établi sur les bénéfices de la période écoulée depuis la fin de la dernière période imposée ou, dans le cas d'entreprise nouvelle, depuis le commencement des opérations jusqu'au 31 décembre de l'année considérée. Ces mêmes bénéfices viennent ensuite en déduction des résultats du bilan dans lequel ils sont compris.

Lorsqu'il est dressé des bilans successifs au cours d'une même année, les résultats en sont totalisés pour l'assiette de l'impôt dû au titre de l'année suivante.

ART. 6. — 1. — Sous réserve de la déduction des revenus fonciers et mobiliers prévue à l'article 8 ci-après, le bénéfice imposable est le bénéfice net, déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par les entreprises, y compris notamment les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation.

2. — Le bénéfice net est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt, diminuée des suppléments d'apport et augmentée des prélèvements effectués au cours de cette période par l'exploitant ou par les

associés. L'actif net s'entend de l'excédent des valeurs d'actif sur le total formé au passif par les créances des tiers, les amortissements et les provisions justifiées.

3. — Le bénéfice net est établi sous déduction de toutes charges, celle-ci comprenant notamment :

1^o — Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel et de main-d'œuvre, le loyer des immeubles dont l'entreprise est locataire;

2^o — Les amortissements réellement effectués par l'entreprise, dans la limite de ceux qui sont généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation, y compris ceux qui auraient été différés au cours d'exercices antérieurs déficitaires;

3^o — Les impôts à la charge de l'entreprise, mis en recouvrement au cours de l'exercice, y compris l'impôt foncier. Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur ces impôts, leur montant entre dans les recettes de l'exercice au cours duquel l'exploitant est avisé de ces dégrèvements;

4^o — Les provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables.

Des arrêtés, non soumis à l'approbation ministérielle, déterminent éventuellement les conditions dans lesquelles sont admises :

a) Les provisions destinées, en sus des amortissements normaux, au renouvellement de l'outillage et du matériel;

b) Les provisions destinées au renouvellement des stocks.

Les provisions qui, en tout ou partie, reçoivent un emploi non conforme à leur destination ou deviennent sans objet au cours d'un exercice ultérieur sont rapportées aux recettes dudit exercice. Lorsque le rapport n'a pas été effectué par l'entreprise elle-même, l'administration peut procéder aux redressements nécessaires dès qu'elle constate que les provisions sont devenues sans objet. Dans ce cas, les provisions sont, s'il y a lieu, rapportées aux recettes du plus ancien des exercices soumis à vérification.

ART. 7. — Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article précédent, les plus-values provenant de la cession, en cours d'exploitation, d'éléments de l'actif immobilisé, exception faite du portefeuille, ne sont pas compris dans le bénéfice imposable de l'exercice au cours duquel elles ont été réalisées, si le contribuable prend l'engagement de réinvestir dans son entreprise, avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir de la clôture de cet exercice, en immobilisation autres que des valeurs mobilières ou des participations, une somme égale au montant de ces plus-values ajoutées au prix de revient des éléments cédés.

Si le remploi est effectué dans le délai prévu ci-dessus, les plus-values distraites du bénéfice imposable sont considérées comme affectées à l'amortissement des nouvelles immobilisations et viennent en déduction du prix de revient à reconstituer au moyen des amortissements annuels prélevés sur les bénéfices. Dans le cas contraire, elles sont rapportées au bénéfice imposable de l'exercice au cours duquel a expiré le délai ci-dessus.

ART. 8. — Le bénéfice imposable est obtenu en déduisant du bénéfice net total déterminé comme il est dit aux articles précédents :

1^o — Le revenu net correspondant à la valeur locative d'après laquelle les immeubles dont l'entreprise est propriétaire et qui font partie de son actif, sont

soumis à l'impôt foncier. Le dit revenu net est considéré comme égal à 75% de la valeur locative pour les maisons et à 60% de la valeur locative pour les usines. Pour les constructions nouvelles bénéficiant d'exemptions temporaires, le revenu à déduire calculé comme ci-dessus est celui qui correspond à la valeur locative évaluée suivant les règles applicables en matière d'impôt foncier;

2^o — Le revenu net des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise et atteints par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en France ou à la colonie, ou exonérées de cet impôt par les textes en vigueur, après imputation à ce revenu de la quote-part des frais et charges y afférente.

Cette quote-part est fixée à 60% du montant de ce revenu, en ce qui concerne les établissements de banque ou de crédit, ainsi que les entreprises de placement ou de gestion de valeurs mobilières, à 30% en ce qui concerne les sociétés industrielles ou commerciales dont les investissements en titres et participations ont, à la clôture du bilan, une valeur supérieure à la moitié de leur capital social, et à 10% en ce qui concerne les autres entreprises.

ART. 9. — Par dérogation aux dispositions de l'article 8 qui précède, l'impôt dû par les entreprises d'assurance ou de réassurance, de capitalisation ou d'épargne est établi sur le montant de leur revenu net global constitué par la somme du bénéfice net industriel et des produits nets mobiliers et immobiliers de toute nature.

L'impôt est à la charge exclusive des entreprises, sociétés ou assureurs, sans aucun recours contre leurs adhérents ou assurés nonobstant toutes clauses ou conventions contraires, quelle qu'en soit la date.

ART. 10. — En ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, les rémunérations allouées aux associés-gérants et portées dans les frais et charges ne sont pas admises en déduction lorsque la majorité des parts sociales est possédée par l'ensemble des associés-gérants.

Pour l'application de la présente disposition, les gérants qui n'ont pas personnellement la propriété de parts sociales sont considérés comme associés si leur conjoint ou leurs enfants non émancipés ont la qualité d'associé.

Dans ce cas, comme dans celui où le gérant est associé, les parts appartenant en toute propriété ou en usufruit au conjoint et aux enfants non émancipés du gérant sont considérées comme possédées par ce dernier.

ART. 11. — Sont admis en déduction :

1^o — En ce qui concerne les sociétés coopératives de consommation, les bonis provenant des opérations faites avec les associés et distribués à ces derniers au prorata de la commande de chacun d'eux;

2^o — En ce qui concerne les sociétés coopératives ouvrières de production, la part des bénéfices nets qui est distribuée aux travailleurs dans les conditions prévues à l'article 31 du livre III du code du travail.

ART. 12. — En cas de déficit subi pendant un exercice, ce déficit est considéré comme une charge de l'exercice suivant et déduit du bénéfice réalisé pendant le dit exercice. Si ce bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est reporté successivement sur les exercices suivants jusqu'au cinquième exercice qui suit l'exercice déficitaire.

SECTION IV

RÉGIME DU FORFAIT

ART. 13. — Pour les contribuables autres que les sociétés et les particuliers exerçant les professions soumises au droit de communication des agents de l'enregistrement, le bénéfice imposable est fixé forfaitairement, lorsque leur chiffre d'affaires annuel n'excède pas 500.000 francs s'il s'agit de redevables dont le commerce est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place, ou de fournir le logement, ou 100.000 francs s'il s'agit d'autres redevables.

Toutefois, les entreprises dont le chiffre d'affaires s'abaisse au-dessous de la limite prévue à l'alinéa précédent ne sont soumises au régime du forfait que lorsque leur chiffre d'affaires est resté inférieur à cette limite pendant trois exercices consécutifs de douze mois.

Dans les entreprises dont l'activité ressortit à la fois aux deux catégories prévues au premier alinéa du présent article, le bénéfice imposable est également fixé forfaitairement pour l'ensemble des opérations de l'entreprise lorsqu'aucune des deux limites de 500.000 francs et de 100.000 francs n'est dépassée.

Par dérogation aux dispositions des trois alinéas qui précèdent, les contribuables qui sont en mesure de satisfaire aux prescriptions des articles 16 et 17 ci-après ont la faculté d'être soumis au régime de l'imposition d'après le bénéfice réel. A cet effet, ils doivent notifier leur choix au fonctionnaire chargé de l'assiette de l'impôt avant le premier février de l'année de l'imposition. L'option est valable pour ladite année et les quatre années suivantes. Pendant cette période, elle est irrévocable.

ART. 14. — Le montant du bénéfice forfaitaire est évalué par l'administration des contributions directes.

L'évaluation faite par l'administration est notifiée au contribuable, qui dispose d'un délai de vingt jours à partir de la réception de cette notification pour faire parvenir son acceptation ou formuler ses observations en indiquant le chiffre qu'il serait disposé à accepter.

Si le contribuable n'accepte pas le chiffre qui lui a été notifié, et si, de son côté, l'administration n'admet pas celui qui lui est proposé par l'intéressé dans ses observations, l'évaluation du bénéfice forfaitaire est faite par une commission qui siège au chef-lieu du Territoire et qui est composée comme suit :

Président :

Le chef du service des contributions directes.

Membres :

Un inspecteur ou un contrôleur du service des contributions directes ou en tenant lieu;

Le receveur de l'enregistrement;

Un fonctionnaire en service au chef-lieu désigné par le Commissaire de France;

Trois membres commerçants désignés par le président de la chambre de commerce — Pour l'évaluation du bénéfice forfaitaire des professions agricoles, il est substitué aux trois membres commerçants, trois membres agriculteurs désignés par le gouverneur.

Le chiffre arrêté par cette commission sert de base à l'imposition. Toutefois, le contribuable peut demander, par la voie contentieuse, après la mise en recouvrement du rôle, une réduction du forfait qui lui a

été assigné, à condition de prouver que celui-ci est supérieur au bénéfice que son entreprise peut produire normalement.

ART. 15. — Le forfait est établi pour une période de deux années.

Il est renouvelé par tacite reconduction, mais il peut, même en cours de période biennale, être dénoncé par le contribuable dans les deux derniers mois de chaque année et par le service des contributions directes dans le premier mois de l'année suivante.

Dans le cas de début d'exploitation en cours d'année, le forfait est, pour l'établissement de l'impôt dû au titre de l'année suivante, réduit au prorata du nombre de mois entiers écoulés depuis l'ouverture de l'établissement ou l'installation du nouvel exploitant jusqu'au 31 décembre.

En vue de l'application de ces dispositions, les contribuables sont tenus de faire connaître à l'administration, dans les vingt jours de la demande qui leur est adressée, le montant de leur chiffre d'affaires de chacun des trois exercices de douze mois précédents ainsi que le montant de leurs achats de marchandises au cours de la même période.

Les contribuables bénéficiant du régime du forfait doivent tenir et représenter à toute réquisition un registre récapitulé par année, présentant le détail de leurs achats, appuyé des factures et de toutes autres pièces justificatives.

Ceux de ces contribuables dont le commerce concerne ou englobe d'autres opérations que la vente de marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place sont tenus d'avoir et de communiquer au service local, à toute réquisition un livre-journal servi au jour le jour et présentant le détail de leurs recettes professionnelles afférentes à ces opérations.

SECTION V

RÉGIME DE L'IMPOSITION D'APRÈS LE BÉNÉFICE RÉEL

ART. 16. — Les contribuables dont le chiffre d'affaires dépasse 500.000 francs ou 100.000 francs, suivant la distinction indiquée à l'article 13 ci-dessus, les sociétés et les particuliers exerçant les professions assujetties au droit de communication des agents de l'enregistrement sont tenus de remettre au chef du service des contributions directes, avant le 28 février de chaque année, une déclaration du montant de leur bénéfice imposable de l'année ou de l'exercice précédent.

Si l'entreprise a été déficitaire, la déclaration du déficit est produite dans le même délai.

ART. 17. — Les contribuables visés à l'article précédent sont tenus de fournir, en même temps que la déclaration, un résumé de leur compte de profits et pertes, une copie de leur bilan et un relevé de leurs amortissements et des provisions constituées par prélèvement sur les bénéfices, avec l'indication précise de l'objet de ces amortissements et provisions.

Les sociétés y joignent une copie des documents qu'elles disposent au bureau de l'enregistrement pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Les entreprises d'assurance ou de réassurance, de capitalisation ou d'épargne remettent, en outre, un double du compte rendu détaillé et des tableaux annexes par elles fournis au ministère du travail.

Le déclarant est tenu de représenter, à toute réquisition du fonctionnaire chargé de l'assiette de l'impôt, tous documents comptables, inventaires, copies de

lettres, pièces de recettes et de dépenses, de nature à justifier l'exactitude des résultats indiqués dans sa déclaration.

Si la comptabilité est tenue en une langue autre que le français, une traduction certifiée par un traducteur assermenté doit être représentée à toute réquisition de l'administration.

ART. 18. — Le contrôleur ou l'agent chargé spécialement de l'assiette de l'impôt vérifie les déclarations.

Il entend les intéressés lorsque leur audition lui paraît utile ou lorsqu'ils demandent à fournir des explications orales. Il peut rectifier les déclarations. Mais il fait alors connaître au contribuable la rectification qu'il envisage et lui en indique les motifs. Il invite en même temps l'intéressé à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de vingt jours. A défaut de réponse dans ce délai, le contrôleur fixe la base de l'imposition, sous réserve du droit de réclamation de l'intéressé après l'établissement du rôle.

Les déclarations des contribuables visés à l'article 16 ci-dessus qui ne fournissent pas à l'appui, les renseignements prévus à l'article 17 peuvent faire l'objet de rectifications d'office.

ART. 19. — Le contrôleur arrête d'office la base des impositions des contribuables qui n'ont pas souscrit de déclaration dans le délai réglementaire ou qui se sont abstenus de répondre dans le délai de vingt jours à une demande d'explications ou qui ont fait à cette demande une réponse équivalente à une fin de non recevoir.

En cas de désaccord, le contribuable ne peut alors obtenir par la voie contentieuse la décharge ou la réduction de la cotisation qui lui est assignée qu'en apportant la preuve du chiffre exact de son bénéfice.

Lorsqu'une insuffisance du revenu déclaré est constatée après l'établissement du rôle, la cotisation peut être réclamée au contribuable soit dans l'année même, soit au cours de deux années suivantes.

ART. 20. — Pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû par les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises situées hors du Togo, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen, sont incorporés aux résultats accusés par les comptabilités. Il est procédé de même à l'égard des entreprises qui sont sous la dépendance d'une entreprise ou d'un groupe possédant également le contrôle d'entreprises situées hors du Togo.

A défaut d'élément précis pour opérer les redressements prévus à l'alinéa précédent, les produits imposables sont déterminés par comparaison avec ceux des entreprises similaires exploitées normalement.

SECTION VI

PERSONNES IMPOSABLES — LIEU D'IMPOSITION

ART. 21. — L'impôt est établi au nom de chaque exploitant, pour l'ensemble de ses entreprises exploitées dans le territoire du Togo, au siège de la direction des entreprises ou, à défaut, au lieu du principal établissement. Les sociétés de personnes, de capitaux, ou les sociétés mixtes, dont le siège social est fixé hors du Togo, sont assujetties à l'impôt au lieu de leur principal établissement dans le territoire du Togo d'après les résultats des opérations réalisées sur le Territoire de cette colonie.

Dans les sociétés anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions, l'impôt est établi au nom de la société.

Dans les sociétés en nom collectif, chacun des associés est personnellement imposé pour la part des bénéfices sociaux correspondant à ses droits dans la société.

Dans les sociétés en commandite simple, l'impôt est établi au nom de chacun des commandités pour sa part respective du bénéfice et, pour le surplus, au nom de la société.

Les impositions ainsi comprises dans les rôles au nom des associés n'en demeurent pas moins des dettes sociales.

Dans les associations en participation, y compris les syndicats financiers, et dans les sociétés de copropriétaires de navires, si les participants ou copropriétaires exploitent au Togo, à titre personnel, une entreprise dans les produits de laquelle entre leur part de bénéfices, cette part est comprise dans le bénéfice imposable de ladite entreprise. Dans le cas contraire, chacun des gérants connus des tiers est imposable personnellement pour sa part dans les bénéfices de l'association et les bénéfices revenant aux autres coparticipants ou copropriétaires sont imposés collectivement au nom des gérants et au lieu de la direction de l'exploitation commune.

SECTION VII

CALCUL DE L'IMPÔT

ART. 22. — Toute fraction du bénéfice imposable inférieure à 100 frs. est négligée.

Il est fait application, pour le calcul de l'impôt, des dispositions de l'article 56 ci-après et du taux général fixé à l'article 57.

L'impôt, calculé comme il est dit ci-dessus, est réduit, s'il y a lieu, en raison des charges de famille du contribuable, dans les conditions prévues à l'article 58 ci-après.

ART. 23. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, sont taxés d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires, et en tenant compte des réductions pour charges de famille que comporte cette cédule :

1^o — Les ouvriers travaillant chez eux, soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que les instruments de travail soit ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants, avec des matières premières fournies par ces derniers, et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autres concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits enfants, d'un compagnon et d'un apprenti de moins de 18 ans avec lequel un contrat régulier d'apprentissage a été passé ;

2^o — Les artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autres concours que celui des personnes énumérées au paragraphe précédent.

SECTION VIII

MAJORATIONS D'IMPÔT

ART. 24. — Le contribuable soumis à la déclaration de son bénéfice réel qui n'a pas produit cette déclaration dans le délai prescrit à l'article 16 ci-dessus est imposé d'office et sa cotisation est majorée de 25%.

La même majoration est applicable au contribuable qui n'a pas fourni à l'appui de sa déclaration les documents dont la production est exigée par l'article 17 ci-dessus.

ART. 25. — Dans le cas où le contribuable n'a déclaré qu'un bénéfice insuffisant d'au moins un dixième, la majoration de 25% est appliquée aux droits correspondant au bénéfice non déclaré.

En cas d'inexactitude relevée dans les documents et renseignements écrits fournis à l'appui de la déclaration du bénéfice réel, l'impôt est doublé sur la portion des bénéfices dissimulés si, l'insuffisance excédant le dixième du bénéfice imposable ou la somme de 20.000 francs, le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

SECTION IX

CESSION OU CESSATION D'ENTREPRISE

ART. 26. — Dans le cas de cession ou de cessation, en totalité ou en partie, d'une entreprise, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû en raison des bénéfices qui n'ont pas encore été taxés est immédiatement établi.

Pour les contribuables soumis au régime du forfait, le bénéfice imposable est le montant du bénéfice forfaitaire réduit au prorata du temps écoulé du 1^{er} janvier jusqu'au jour où la cession ou la cessation est devenue effective, tout mois commencé étant compté pour un mois entier.

Les redevables de cette catégorie doivent, dans un délai de dix jours déterminé comme il est indiqué ci-après, aviser le contrôleur de la cession ou de la cessation et lui faire connaître la date à laquelle elle a été ou sera effective, ainsi que, s'il y a lieu, les nom, prénoms et adresse du cessionnaire.

Les contribuables non assujettis au forfait sont tenus de faire parvenir au contrôleur, dans le même délai, outre les renseignements ci-dessus, la déclaration de leur bénéfice réel accompagnée d'un résumé de leur compte de profits et pertes.

Le délai de dix jours dont il est question commence à courir :

Lorsqu'il s'agit de la vente ou de la cession d'un fonds de commerce, du jour où la vente ou la cession a été publiée dans un journal d'annonces légales ;

Lorsqu'il s'agit de la vente ou de la cession d'autres entreprises, du jour où l'acquéreur ou le cessionnaire a pris effectivement la direction des exploitations ;

Lorsqu'il s'agit de la cessation d'entreprises, du jour de la fermeture définitive des établissements.

Si les contribuables ne produisent pas les renseignements visés aux troisième et quatrième alinéas du présent article, ou si, invités à fournir à l'appui de la déclaration de leur bénéfice réel les justifications nécessaires, ils s'abstiennent de les donner dans les dix jours qui suivent la réception de l'avis qui leur est adressé à cet effet, les bases d'imposition sont arrêtées d'office et il est fait application de la majoration de droits prévue à l'article 24.

En cas d'insuffisance de déclaration ou d'inexactitude dans les renseignements fournis à l'appui de la déclaration du bénéfice réel, l'impôt est majoré ainsi qu'il est prévu à l'article 25.

Les cotes établies dans les conditions prévues par le présent article sont immédiatement exigibles pour la totalité.

En cas de cession, qu'elle ait lieu à titre onéreux ou à titre gratuit, qu'il s'agisse d'une vente forcée ou volontaire, le cessionnaire peut être rendu responsable solidairement avec le cédant du paiement des impôts afférents aux bénéfices réalisés par ce dernier pendant l'année ou l'exercice de la cession jusqu'au

jour de celle-ci, ainsi qu'aux bénéfices de l'année ou de l'exercice précédent lorsque, la cession étant intervenue pendant le délai normal de déclaration, ces bénéfices n'ont pas été déclarés par le cédant avant la date de la cession.

Toutefois, le cessionnaire n'est responsable que jusqu'à concurrence du prix du fonds de commerce, si la cession a été faite à titre onéreux, ou de la valeur retenue pour la liquidation du droit de mutation entre vifs, si elle a eu lieu à titre gratuit, et il ne peut être mis en cause que pendant un délai de trois mois, qui commence à courir du jour de la déclaration prévue aux troisième et quatrième paragraphes du présent article, si elle est faite dans le délai imparti par lesdits alinéas, ou du dernier jour de ce délai, à défaut de déclaration.

Les dispositions du présent article sont applicables dans le cas de décès de l'exploitant. Les renseignements nécessaires pour l'établissement de l'impôt sont alors produits par les ayants droits au défunt dans les six mois de la date du décès.

TITRE II

IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DES PROFESSIONS NON COMMERCIALES

SECTION PREMIERE

BÉNÉFICES SOUMIS A L'IMPÔT

ART. 27. — Il est établi dans le territoire du Togo un impôt annuel sur les bénéfices des professions libérales, des charges et offices dont les titulaires n'ont pas la qualité de commerçants et de toutes occupations, exploitations lucratives et sources de profits non soumises à un impôt spécial sur le revenu.

SECTION II

BÉNÉFICE IMPOSABLE

ART. 28. — L'impôt est établi chaque année à raison du bénéfice net de l'année précédente.

Ce bénéfice est constitué par l'excédent des recettes totales sur les dépenses nécessitées par l'exercice de la profession. Il tient compte des gains ou des pertes provenant soit de la réalisation des éléments d'actif affectés à l'exercice de la profession, soit des cessions de charges ou d'offices. Il tient compte également de toutes indemnités reçues en contre-partie de la cessation de l'exercice de la profession ou du transfert d'une clientèle.

Les dépenses déductibles comprennent notamment :

1^o — Le loyer des locaux professionnels ou le revenu net d'après lequel ils sont soumis à l'impôt, foncier s'ils appartiennent au contribuable ;

2^o — Les amortissements effectués suivant les règles applicables en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

ART. 29. — Si, pour une année déterminée, les dépenses déductibles dépassent les recettes, l'excédent peut être reporté sur les bénéfices des années suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement, dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus pour les entreprises industrielles et commerciales.

ART. 30. — En ce qui concerne la production littéraire, scientifique et artistique dont les revenus ne sont pas recueillis annuellement, le bénéfice imposable peut, à la demande des intéressés, être déterminé en

retranchant de la moyenne des trois années précédentes, la moyenne des dépenses de ces mêmes années. Les contribuables qui adoptent ce mode d'évaluation pour une année quelconque ne peuvent revenir sur leur option pour les années suivantes.

SECTION III

PERSONNES IMPOSABLES — LIEU D'IMPOSITION

ART. 31. — L'impôt est établi au nom des bénéficiaires des revenus imposables, au lieu de l'exercice de la profession ou, le cas échéant, du principal établissement.

Dans les sociétés en nom collectif, chacun des associés est personnellement imposé pour la part des bénéfices sociaux correspondant à ses droits dans la société.

Dans les sociétés en commandite simple, l'impôt est établi au nom de chacun des commandités pour sa part respective de bénéfice, et, pour le surplus, au nom de la société.

Les impositions ainsi comprises dans les rôles au nom des associés n'en demeurent pas moins des dettes sociales.

En ce qui concerne les associations en participation, si les participants exercent à la colonie, à titre personnel, une profession dans les produits de laquelle entre leur part de bénéfice, cette part est comprise dans le bénéfice imposable de ladite profession. Dans le cas contraire, chacun des gérants connus des tiers est imposable personnellement pour sa part dans les bénéfices de l'association et les bénéfices revenant aux autres coparticipants sont imposés collectivement au nom des gérants et au lieu de l'exercice de la profession commune.

SECTION IV

CALCUL DE L'IMPÔT

ART. 32. — Toute fraction du revenu n'excédant pas 100 francs est négligée.

Il est fait application, pour le calcul de l'impôt, des dispositions de l'article 56 ci-après et du taux général fixé à l'article 57.

L'impôt calculé comme il est dit ci-dessus est réduit, s'il y a lieu, en raison des charges de famille du contribuable, dans les conditions prévues à l'article 58 ci-après.

SECTION V

DÉCLARATIONS

ART. 33. — Toute personne passible de l'impôt à raison des bénéfices réalisés dans l'une des professions ou des revenus provenant de l'une des sources visées à l'article 27 est tenue de produire, dans les deux premiers mois de chaque année, une déclaration indiquant le montant de ses recettes brutes, celui de ses dépenses professionnelles et le chiffre de son bénéfice net de l'année précédente.

ART. 34. — La déclaration est adressée au chef du service des contributions directes de la colonie où le contribuable exerce sa profession ou du lieu de son principal établissement.

SECTION VI

CONTRÔLE DES DÉCLARATIONS DROIT DE COMMUNICATION

ART. 35. — Le contrôleur ou l'agent chargé spécialement de l'assiette de l'impôt peut demander aux intéressés tous les renseignements susceptibles de justifier l'exactitude des chiffres déclarés. S'il juge ses

renseignements insuffisants, il établit la base de l'imposition et notifie au contribuable le chiffre qu'il se propose de substituer à celui de la déclaration, en indiquant les motifs qui lui paraissent justifier le redressement; il invite en même temps l'intéressé à présenter, s'il y a lieu, ses observations par écrit ou verbalement dans un délai de vingt jours.

Si le désaccord persiste, il est soumis à l'appréciation de la commission siégeant au chef-lieu de la colonie et qui est composée comme suit :

Président :

Le chef du service des contributions directes.

Membres :

Un inspecteur ou un contrôleur du service des contributions directes, ou un fonctionnaire en tenant lieu;
Le receveur de l'enregistrement;

Un fonctionnaire en service au chef-lieu désigné par le Gouverneur;

Trois représentants des professions libérales désignés par le Gouverneur.

La commission se réunit sur la convocation de son président et délibère valablement si au moins quatre membres sont présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

L'avis de la commission est notifié au contribuable par le contrôleur, qui l'informe en même temps du chiffre d'après lequel il se propose de le taxer.

Si cette taxation est conforme à l'appréciation de la commission, le contribuable ne peut obtenir de réduction par voie de réclamation devant la juridiction contentieuse qu'en apportant la preuve du chiffre exact de ses bénéfices.

Dans le cas contraire, la charge de la preuve incombe à l'administration, en tant que le bénéfice retenu pour l'assiette de l'impôt excède l'appréciation de la commission.

ART. 36. — Les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales sont tenus d'avoir un livre-journal servi au jour le jour et présentant le détail de leurs recettes professionnelles.

Pour les professions assujetties au secret professionnel, le livre-journal ne comporte en regard de la date que le détail des sommes encaissées.

Le contrôleur peut demander communication des livres et de toutes pièces justificatives.

ART. 37. — Les officiers publics ou ministériels doivent, à toute réquisition du contrôleur, représenter leurs livres, registres, pièces de recette, de dépense ou de comptabilité à l'appui des énonciations de leur déclaration. Ils ne peuvent opposer le secret professionnel aux demandes d'éclaircissements, de justifications ou de communication de documents concernant les indications du livre-journal de leur comptabilité.

SECTION VII

TAXATION D'OFFICE ET MAJORATION D'IMPÔT

ART. 38. — Tout contribuable astreint à la déclaration prévue à l'article 33 ci-dessus, qui ne souscrit pas cette déclaration dans les deux premiers mois de l'année, est taxé d'office, sauf réclamation après l'établissement du rôle, et l'impôt dont il est redevable est majoré de 25%.

Les mêmes sanctions sont applicables dans le cas de non présentation des documents dont la tenue et la production sont exigées par les articles 36 et 37 ci-dessus.

ART. 39. — Dans le cas où le contribuable n'a déclaré qu'un bénéfice insuffisant, d'au moins un dixième, la majoration de 25% est appliquée aux droits correspondant au bénéfice non déclaré.

En cas d'inexactitude relevée dans les documents et renseignements écrits fournis à l'appui de la déclaration prévue à l'article 33 ci-dessus, l'impôt est doublé sur la portion des bénéfices dissimulés si, l'insuffisance excédant le dixième du bénéfice imposable ou la somme de 20.000 francs, le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

SECTION VIII

CESSATION DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

ART. 40. — Dans le cas de cessation de l'exercice de la profession l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales dû en raison des bénéfices qui n'ont pas encore été taxés — y compris ceux qui proviennent de créances acquises et non encore recouvrées — est immédiatement établi.

Les contribuables sont tenus de faire parvenir au contrôleur, dans un délai de dix jours déterminé comme il est indiqué ci-après la déclaration prévue à l'article 33.

Le délai de dix jours dont il est question commence à courir :

Lorsqu'il s'agit de la cessation de l'exercice d'une profession autre que l'exploitation d'une charge ou d'un office, du jour où la cessation a été effective ;

Lorsqu'il s'agit de la cessation de l'exploitation d'une charge ou d'un office, du jour où il a été publié au journal officiel la nomination du nouveau titulaire de la charge ou de l'office ou du jour de la cessation effective si elle est postérieure à cette publication.

Si les contribuables ne produisent pas la déclaration visée au deuxième alinéa du présent article, les bases d'imposition sont arrêtées d'office et il peut être fait application de la majoration de droits prévue à l'article 38.

En cas d'insuffisance d'au moins un dixième dans les bénéfices déclarés ou d'inexactitude constatée dans les documents et renseignements écrits fournis à l'appui de la déclaration, les contribuables sont passibles, suivant le cas, de l'une ou de l'autre des majorations prévues à l'article 39.

Les cotes établies dans les conditions prévues par le présent article sont immédiatement exigibles pour la totalité.

En cas de cession à titre onéreux le successeur du contribuable peut être rendu responsable solidairement avec son prédécesseur du paiement des impôts afférents aux bénéfices réalisés par ce dernier pendant l'année de la cessation jusqu'au jour de celui-ci, ainsi qu'aux bénéfices de l'année précédente lorsque, la cessation étant intervenue pendant le délai normal de déclaration, ces bénéfices n'ont pas été déclarés avant la date de la cessation.

Toutefois, le successeur du contribuable n'est responsable que jusqu'à concurrence du prix de cession et il ne peut être mis en cause que pendant un délai de trois mois qui commence à courir du jour de la déclaration prévue par le deuxième alinéa du présent article, si elle est faite dans le délai imparti par ledit alinéa, ou du dernier jour de ce délai, à défaut de déclaration.

Les dispositions du présent article sont applicables dans le cas de décès du contribuable. Dans ce cas, les renseignements nécessaires pour l'établissement de l'impôt sont produits par les ayants droit du défunt dans les six mois de la date du décès.

TITRE III

IMPÔT SUR LES TRAITEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS,
LES INDEMNITÉS ET ÉMOLUMENTS, LES SALAIRES,
LES PENSIONS ET LES RENTES VIAGÈRES

SECTION PREMIERE

REVENUS SOUMIS A L'IMPÔT

ART. 41. — Il est établi dans le territoire du Togo un impôt annuel sur les revenus provenant des traitements publics et privés, des indemnités et émoluments, des salaires, des pensions et des rentes viagères.

L'impôt est applicable à tous les habitants de la colonie quel que soit leur statut ou leur nationalité.

L'impôt sur les traitements et salaires est exigible pour l'année entière de toute personne ayant à la colonie une résidence habituelle au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition.

Sont considérées comme ayant à la colonie une résidence habituelle les personnes se trouvant en congé hors colonie au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition qui à cette date continuent à être rétribuées par les administrations ou les entreprises auxquelles elles appartenaient avant leur départ en congé de la colonie.

Les personnes domiciliées ou résidant habituellement dans la métropole ou dans les territoires français ou protégés par la France et justifiant y être imposées à l'impôt sur les traitements et salaires, sont exonérées du même impôt à la colonie.

ART. 42. — Sont affranchis de l'impôt :

1^o — Les pensions dont sont titulaires, en vertu de la loi du 31 mars 1919, les mutilés, veuves et ayants droits des morts de la guerre 1914-1918 ainsi que les pensions de même nature qui seront accordées au titre de la guerre 1939-1940 ; les rentes viagères et allocations accordées aux victimes d'accidents de travail, les pensions concédées aux anciens militaires pour blessures reçues ou infirmités contractées en service avant le 2 août 1914, ainsi que les pensions de leurs ayants cause ;

2^o — La retraite du combattant prévue par l'article 144 de la loi de finances du 31 mars 1932, ainsi que la retraite mutuelle des combattants ;

3^o — Les allocations destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi ;

4^o — Les allocations familiales, les indemnités pour charges de famille, la majoration de l'indemnité pour charges militaires accordée aux chefs de famille ;

5^o — Les indemnités pour frais de bureau, de voyage, de tournée, de déplacement, de mission, de représentation, d'habillement d'entretien pour véhicule, ainsi que, à l'exclusion de toute déduction complémentaire ayant le même objet et sous réserve qu'elles ne subissent pas les retenues pour pensions civiles, les indemnités de gérance et de responsabilité. Toutefois, les indemnités allouées pour rémunérer un supplément de travail consécutif à la concession de crédits devront en tout état de cause demeurer comprises dans les bases des émoluments imposables ;

6^o — Les traitements attachés à la Légion d'Honneur et à la Médaille Militaire.

SECTION II

PERSONNES IMPOSABLES ET BASE D'IMPOSITION

ART. 43. — L'impôt est dû par les bénéficiaires des revenus imposables.

Il porte chaque année sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères payés aux intéressés au cours de l'année précédente.

ART. 44. — Pour la détermination des bases d'imposition, il est tenu compte du montant net des traitements, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères, ainsi que tous les avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés en sus des traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères proprement dits.

ART. 45. — Le montant net du revenu imposable est déterminé en déduisant du montant brut des sommes payées et des avantages en nature ou en argent accordés :

- 1^o — La cotisation ouvrière aux assurances sociales ;
- 2^o — Les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi lorsqu'ils ne sont pas couverts par des allocations spéciales.

La déduction à effectuer du chef des frais professionnels est forfaitairement fixée à 5% du revenu brut, après défalcation des retenues visées aux paragraphes 1 et 3 du présent article, sans pouvoir excéder 20.000 francs par an.

Les intéressés sont également admis à réclamer la déduction des frais professionnels réellement supportés par eux à condition d'apporter à l'administration la preuve de l'existence de ceux-ci et de justifier de leur montant ;

- 3^o — Les retenues obligatoires et les versements volontaires effectués pour la constitution d'une retraite jusqu'à concurrence de 6% de l'ensemble des rémunérations perçues par les intéressés à l'exception toutefois des allocations exceptionnelles n'ayant pas un caractère périodique ; la limitation de la déduction ne s'applique pas aux versements effectués par les anciens combattants sous le régime de la loi du 4 août 1923.

Sont considérés comme tenant lieu de versement en vue de la constitution de retraites les versements destinés à la constitution d'un capital et notamment les sommes versées à titre de prime d'assurance sur la vie. Pour bénéficier de cette disposition, le contribuable devra indiquer avec précision le nom de la compagnie, le numéro de la police et le montant des primes ;

- 4^o — Les frais de passage de France au Togo et les frais de retour en France lorsque la preuve est faite que l'intéressé en a supporté la dépense soit pour : lui, soit pour les personnes considérées comme à sa charge, pendant l'année antérieure à celle de l'imposition ;

- 5^o — L'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères afférent à l'année précédente.

SECTION III

CALCUL DE L'IMPÔT

ART. 46. — Toute fraction de revenu annuel n'excédant pas 100 francs est négligée. Il est fait application pour le calcul de l'impôt des dispositions de l'article 56 ci-après et du taux réduit fixé à l'article 57.

L'impôt est réduit, s'il y a lieu, en raison des charges de famille du contribuable, comme il est prévu à l'article 58 ci-après.

SECTION IV

EXEMPTIONS

ART. 47. — Sont exemptés de l'impôt :

- 1^o — Les personnes dont le revenu imposable est inférieur à 20.000 francs ;
- 2^o — Les consuls et agents consulaires de nationalité étrangère, mais seulement dans la mesure où les pays

qu'ils représentent concèdent des avantages analogues aux consuls et agents consulaires français et exclusivement pour les revenus tirés de l'exercice de leurs fonctions consulaires.

SECTION V

DES RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LES EMPLOYEURS, CHEFS D'ENTREPRISES ET DÉBITEURS DE PENSIONS OU DE RENTES VIAGÈRES

ART. 48. — Tous particuliers et toutes sociétés ou associations occupant des employés, commis, ouvriers ou auxiliaires moyennant traitement, salaires ou rétributions, sont tenus de remettre dans le courant du mois de janvier de chaque année au service des contributions directes, un état indiquant :

- 1^o — Les nom, prénoms et adresse des personnes qu'ils ont occupées au cours de l'année précédente ;
- 2^o — Les montants des traitements, salaires, rétributions payés à chacun d'elles ;
- 3^o — La période à laquelle s'appliquent les paiements lorsqu'elle est inférieure à une année.

Les chefs d'entreprise, ainsi que les contribuables relevant de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales doivent déclarer dans les mêmes conditions :

- 1^o — Les rémunérations, quel que soit leur montant ramenés à l'année, qu'ils ont versées à des personnes remplissant des fonctions susceptibles d'être exercées simultanément auprès de plusieurs entreprises, telles que les fonctions d'administrateur, membre ou secrétaire de comité ou conseil de direction de gestion ou de surveillance quelle qu'en soit la dénomination, commissaire des comptes, trésorier, etc., et même dans le cas où ces rémunérations sont passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

- 2^o — Les sommes versées par eux à l'occasion de l'exercice de leur profession, à titre de commission, courtages, ristournes commerciales et autres vacations, honoraires occasionnels ou non, gratifications et autres rémunérations lorsqu'elles dépassent 1.000 francs par an pour un même bénéficiaire.

Le contribuable qui ne produit pas la déclaration des sommes visées au présent article perd le droit de les déduire pour l'établissement de ses propres impositions.

ART. 49. — Les entreprises, sociétés ou associations qui procèdent à l'encaissement et au versement des droits d'auteur et d'invention sont tenus de déclarer le montant des sommes dépassant 1.000 francs par an qu'elles versent à leurs membres ou à leurs mandants.

ART. 50. Tous particuliers et toutes sociétés ou associations payant des pensions ou rentes viagères, sont tenus dans les conditions prévues à l'article 48 ci-dessus de fournir les indications relatives aux titulaires de ces pensions ou rentes, lorsqu'elles dépassent 5.000 francs.

ART. 51. — Les ordonnateurs, ordonnateurs délégués ou sous-ordonnateurs des budgets de l'Etat, du gouvernement général, du gouvernement local, des communes ou établissements publics peuvent éventuellement fournir, dans le délai prescrit à l'article 48, les mêmes renseignements concernant le personnel dont la solde et les indemnités relèvent des budgets qu'ils administrent.

ART. 52. — Toute infraction aux prescriptions ci-dessus donne lieu à l'application d'une pénalité de 100 francs encourue autant de fois qu'il est relevé

d'omissions ou d'inexactitudes dans les renseignements qui doivent être fournis.

L'amende est prononcée par le conseil du contentieux administratif sur requête présentée sans frais par le chef du service des contributions directes. La copie de la requête est notifiée aux contrevenants par les soins du conseil du contentieux administratif.

La prescription n'est acquise qu'après l'expiration de la deuxième année suivant celle au cours de laquelle l'infraction a été commise.

L'amende est recouvrée comme en matière de contributions directes.

ART. 53. — A l'aide des renseignements fournis en exécution des dispositions qui précèdent et de tous autres qu'il peut recueillir, le contrôleur des contributions directes, ou l'agent chargé de l'assiette de l'impôt, fixe les bases de cotisation sans préjudice pour les intéressés du droit de les contester après l'établissement du rôle.

TITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES A DIVERS IMPÔTS CÉDULAIRES

SECTION PREMIERE

IMPOSITION DES CONTRIBUABLES DISPOSANT DE REVENUS PROFESSIONNELS PROVENANT DE SOURCES DIFFÉRENTES

ART. 54. — Lorsqu'une entreprise industrielle ou commerciale étend son activité à des opérations relevant de la cédule des professions non commerciales, les résultats de ces opérations, déterminés suivant les règles propres à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sont compris dans les bases dudit impôt.

ART. 55. — Lorsqu'un contribuable dispose à la foi de bénéfices de professions non commerciales et de revenus provenant, soit de traitement, salaires, pensions ou rentes viagères, soit d'une profession artisanale ou assimilée, ces catégories de revenus sont totalisées et l'ensemble est imposé au titre de la cédule qui comporte le revenu le plus élevé.

SECTION II

CALCUL DE L'IMPÔT

ART. 56. — Pour le calcul des impôts cédulaires, la première tranche de revenu n'excédant pas 20.000 francs est affranchie de tout impôt. La tranche de 20 à 50.000 francs n'est comptée que pour 25%, celle de 50 à 75.000 francs pour 50% et la partie excédant 75.000 francs pour la totalité.

SECTION III

TAUX DES IMPÔTS CÉDULAIRES

ART. 57. — Le taux général des impôts cédulaires est fixé à 4%.

Ce taux est réduit de moitié pour le calcul de l'impôt sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères.

SECTION IV

RÉDUCTIONS POUR CHARGES DE FAMILLE

ART. 58. — Les réductions pour charges de famille applicables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales et à l'impôt sur les traitements et salaires en vertu des articles 22, 32 et 46 ci-dessus, sont réglées comme suit :

10% pour chacun des deux premiers enfants à la charge du contribuable.

30% pour chaque enfant à sa charge à partir du troisième.

Le montant total des réductions sur chaque impôt ne peut excéder 250 francs par enfant à charge.

Sont considérés comme enfants à la charge du contribuable ceux qui sont désignés à l'article 71 ci-après relatif à l'impôt général.

ART. 59. — Pour s'assurer le bénéfice des réductions pour charges de famille, les contribuables doivent faire parvenir au chef du service des contributions directes une déclaration indiquant les nom, prénoms, date et lieu de naissance de chacun des enfants à leur charge.

Les déclarations indiquent également les impôts sur lesquels sont susceptibles de porter les dégrèvements et le lieu où ces impôts doivent être établis.

Les déclarations sont reçues dans le délai prévu à l'article 76 ci-après relatif à l'impôt général; elles sont valables tant que leurs indications n'ont pas cessé d'être exactes; dans le cas contraire, elles doivent être renouvelées dans le délai ci-dessus indiqué.

SECTION V

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 60. — A titre exceptionnel, les contribuables passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales sont admis à solliciter la déduction de leur revenu imposable des sommes versées pour la constitution de retraites ou à titre de primes d'assurances sur la vie, ainsi que des frais de passage effectivement supportés, dans les conditions prévues aux 3^e et 4^e alinéas de l'article 45 ci-dessus relatif à l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères.

TITRE V

IMPÔT GÉNÉRAL SUR LE REVENU

SECTION PREMIERE

PERSONNES IMPOSABLES

ART. 61. — Il est institué dans le territoire du Togo un impôt général sur le revenu annuel applicable à tous les habitants de la colonie quel que soit leur statut ou leur nationalité.

Cette contribution est exigible pour l'année entière de toute personne ayant à la colonie une résidence habituelle au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition.

Sont considérés comme ayant à la colonie une résidence habituelle :

1^o — Les personnes qui y possèdent une habitation à leur disposition à titre de propriétaires, usufruitiers ou locataires lorsque, dans ce dernier cas, la location est conclue soit par convention unique, soit par conventions successives pour une période continue d'au moins une année;

2^o — Les personnes qui, sans disposer à la colonie d'une habitation dans les conditions définies à l'alinéa précédent, ont néanmoins à la colonie le lieu de leur séjour principal;

3^o — Les personnes se trouvant en congé hors colonie au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition qui, à cette date, continuent à être rétribuées par les administrations ou les entreprises auxquelles elles appartenaient avant leur départ en congé de la colonie.

Toutefois, est également soumise à l'impôt sur le revenu toute personne qui transfère en cours d'année sa résidence habituelle à la colonie si elle ne peut

justifier pour la dite année son inscription sur les rôles de l'impôt sur le revenu, soit dans la métropole, soit dans un territoire français ou protégé par la France.

Le contribuable ayant en France son domicile ou sa résidence habituelle et justifiant y être imposé sur l'ensemble de ses revenus ne sera pas assujéti dans la colonie à l'impôt sur le revenu au cas où il posséderait une ou plusieurs résidences secondaires.

Il en est de même sous condition de réciprocité pour les contribuables domiciliés dans les autres territoires administrés ou protégés par la France.

ART. 62. — Chaque chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et des autres membres de sa famille qui habitent avec lui.

Toutefois, le contribuable peut réclamer des impositions distinctes :

1^o — Pour sa femme lorsqu'elle est séparée de biens et ne vit pas avec lui;

2^o — Pour ses enfants ou autres membres de sa famille, sauf son conjoint, lorsqu'ils tirent un revenu de leur propre travail ou d'une fortune indépendante de celle du chef de famille.

ART. 63. — Sont exemptés de l'impôt :

1^o — Les personnes dont le revenu imposable n'excède pas la somme de 20.000 francs, majorée s'il y a lieu du montant des déductions pour situation et charges de famille indiquées à l'article 72 ci-après;

2^o — Les consuls et agents consulaires de nationalité étrangère mais seulement dans la mesure où les pays qu'ils représentent concèdent des avantages analogues aux agents consulaires français et exclusivement pour les revenus de l'exercice de leurs fonctions consulaires.

ART. 64. — Si le contribuable a une résidence unique, l'impôt est établi au lieu de cette résidence.

Si le contribuable possède plusieurs résidences, il est assujéti à l'impôt au lieu où il est réputé posséder son principal établissement et sa principale résidence.

SECTION II

REVENU IMPOSABLE

ART. 65. — L'impôt est établi d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable. Ce revenu net est déterminé eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède le contribuable, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit ainsi qu'aux bénéfices de toutes opérations lucratives auxquelles il se livre, sous déduction des charges ci-après lorsqu'elles n'entrent pas en compte pour l'évaluation des revenus cédulaires :

1^o — Intérêts des emprunts et dettes à la charge du contribuable;

2^o — Arrérages de rentes payées par lui à titre obligatoire et gratuit;

3^o — Tous impôts directs et taxes assimilées acquittés par lui ou se rapportant aux déclarations par lui souscrites dans les délais légaux au cours de l'année précédente, à l'exception des majorations de droits pour défaut ou inexactitude de déclaration. Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur ces impôts, leur montant est rapporté aux revenus de l'année au cours de laquelle le contribuable est avisé des dégrèvements;

4^o — En cas de cession ou de cessation d'entreprise, les déficits affectant l'exercice de liquidation,

compte tenu, s'il y a lieu, des pertes des cinq années précédentes qui n'auraient pu être imputées sur le revenu cédulaire.

ART. 66. — N'entrent pas en compte pour la détermination des sommes passibles de l'impôt :

1^o — Les intérêts des bons du trésor et des bons de la défense nationale à échéance de trois ans au plus;

2^o — Les arrérages des rentes perpétuelles 4% émises en 1925;

3^o — Les lots, ainsi que les primes de remboursement attachées aux bons et obligations émis avec l'autorisation du ministre des finances;

4^o — Les pensions, prestations et allocations exonérées de l'impôt cédulaire en vertu de l'article 42 ci-dessus.

ART. 67. — 1. — Le revenu net correspondant aux diverses sources de revenus énumérées à l'article 65 est déterminé chaque année d'après leur produit respectif pendant la précédente année.

Il est constitué par l'excédent du produit brut effectivement réalisé, y compris la valeur des profits et avantages dont le contribuable a joui en nature, sur les dépenses effectuées en vue de l'acquisition et de la conservation du revenu.

2. — Le contribuable a la faculté d'évaluer le revenu de ses propriétés bâties en retranchant de la valeur locative servant de base à la contribution foncière une somme égale à 25% de cette valeur locative pour les maisons, égale à 40% pour les usines, à titre de frais de gestion, d'assurance, d'entretien et d'amortissement du capital immobilier.

3. — Les revenus de capitaux mobiliers comprennent notamment toutes les distributions passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Les revenus de cette nature qui ne sont point passibles de l'impôt cédulaire sont néanmoins soumis à l'impôt général s'ils ne sont pas exonérés de ce dernier impôt par une disposition spéciale.

Lorsqu'ils sont payables en espèces les revenus visés au présent paragraphe sont soumis à l'impôt général sur le revenu au titre de l'année suivante, celle soit de leur paiement en espèces ou par chèques soit de leur inscription au crédit d'un compte.

4. — Les bénéfices des professions industrielles, commerciales, artisanales et ceux de l'exploitation minière, les bénéfices de l'exploitation agricole ainsi que les bénéfices tirés de l'exercice d'une profession non commerciale sont déterminés dans les mêmes conditions que pour l'assiette des impôts cédulaires qui leur sont respectivement applicables.

5. — Les revenus provenant de traitements publics et privés, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères sont déterminés comme en matière d'impôt cédulaire.

ART. 68. — Les sommes provenant des remboursements et amortissements totaux ou partiels effectués par les sociétés françaises et étrangères sur le montant de leurs actions, parts d'intérêts ou commandites, avant leur dissolution ou leur mise en liquidation, sont comprises dans les bases de l'impôt général sur le revenu dû par les bénéficiaires lorsqu'elles sont assujétiées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Donnent lieu également à l'application de l'impôt général, les distributions de bénéfices ou de réserves effectuées sous forme d'augmentation de capital.

ART. 69. — Les associés gérants des sociétés en commandite par actions sont réputés ne disposer de la quote-part leur revenant dans les bénéfices sociaux affectés à la constitution de réserves qu'au moment de la mise en distribution desdites réserves. Mais les sommes qui leur sont allouées à titre de rémunération de leurs fonctions ou de leurs apports sont comprises dans les bases de l'impôt général, même si les résultats de l'exercice social sont déficitaires.

ART. 70. — Lorsqu'au cours d'une année un contribuable a réalisé un revenu exceptionnel tel que la plus-value d'un fonds de commerce ou la distribution de réserves d'une société et que le montant de ce revenu exceptionnel dépasse la moyenne des revenus nets d'après lesquels ce contribuable a été soumis à l'impôt général au titre des trois dernières années, l'intéressé peut demander qu'il soit réparti, pour l'établissement de l'impôt général, sur l'année de sa réalisation et les années antérieures non couvertes par la prescription. Cette disposition est applicable pour l'imposition de la plus-value d'un fonds de commerce à la suite du décès de l'exploitant.

La même faculté est accordée au contribuable qui, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, a eu, au cours d'une même année, la disposition de revenus correspondant, par la date normale de leur échéance, à une période de plusieurs années.

En aucun cas les revenus visés au présent article ne peuvent être répartis sur la période antérieure à leur échéance normale ou à la date à laquelle le contribuable a acquis les biens ou exploitations ou entrepris l'exercice de la profession générateurs desdits revenus.

SECTION III

DÉDUCTIONS MOTIVÉES PAR LA SITUATION ET LES CHARGES DE FAMILLE DES CONTRIBUABLES

ART. 71. — Sont considérées comme personnes à la charge du contribuable, à condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier :

1^o — Le conjoint ne jouissant pas d'un revenu personnel, ainsi que les descendants, enfants ou petits-enfants, s'ils sont âgés de moins de vingt et un ans ou infirmes, et, pour les filles, jusqu'au mariage de celles-ci à condition qu'elles ne disposent pas de ressources propres ;

2^o — Les enfants recueillis, âgés de moins de vingt et un ans ou infirmes.

ART. 72. — Les contribuables ont droit, sur leur revenu annuel, aux déductions suivantes, à raison des personnes à leur charge dans les termes de l'article 71 ci-dessus :

a) Si leur revenu net (compte non tenu des déductions prévues par le présent article) n'excède pas 50.000 francs :

5.000 francs pour chacune des trois premières personnes à charge, 6.000 francs pour la quatrième, 7.000 francs pour la cinquième et chacune des suivantes ;

b) Revenu net déterminé comme ci-dessus compris entre 50.000 et 80.000 francs :

4.500 francs pour chacune des trois premières personnes à charge, 5.000 francs pour la quatrième, 6.000 francs pour la cinquième et chacune des suivantes ;

c) Revenu net déterminé comme ci-dessus compris entre 80.000 et 100.000 francs :

2.500 francs pour chacune des trois premières personnes à charge, 3.000 francs pour la quatrième, 3.500 francs pour la cinquième et chacune des suivantes ;

d) Revenu net déterminé comme ci-dessus compris entre 100.000 et 150.000 francs :

1.500 francs pour chacune des trois premières personnes à charge, 2.000 francs pour la quatrième, 2.500 francs pour la cinquième et chacune des suivantes ;

e) Au-dessus de 150.000 francs de revenu, les déductions sont supprimées. En contre-partie, le contribuable a droit à une réduction fixe d'impôt de 120 francs par personne à charge pour chacune des trois premières, de 150 francs pour la quatrième et de 200 frs. pour la cinquième et chacune des suivantes.

SECTION IV

TAUX DE L'IMPÔT

ART. 73. — Les taux applicables au revenu imposable, calculé conformément aux indications des articles 65 à 72 ci-dessus, sont fixés par tranches ainsi qu'il suit :

Pour la tranche comprise entre :

20.000 et 50.000 francs : 2,00 % ;

50.001 et 80.000 francs : 2,50 % ;

80.001 et 100.000 francs : 4,00 % ;

100.001 et 150.000 francs : 8,00 % ;

150.001 et 300.000 francs : 12,00 % ;

300.001 et 500.000 francs : 18,00 % ;

Au-dessus de 500.000 frs. : 25,00 %.

Pour le calcul de l'impôt, toute fraction de revenu inférieure à 100 francs est négligée.

ART. 74. — Le montant de l'impôt est majoré de 30 % pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et qui, n'ayant pas d'enfants, n'ont pas à leur charge d'enfants recueillis dans les conditions prévues à l'article 71.

Le même montant est majoré de 15 % pour les contribuables mariés depuis plus de deux ans au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition lorsque, n'ayant pas d'enfants, ces contribuables n'ont pas à leur charge d'enfants recueillis dans les conditions prévues à l'article 71 précité.

Ces majorations ne sont pas applicables :

1^o — Aux contribuables du sexe féminin dont le revenu net n'excède pas 75.000 francs ;

2^o — Aux contribuables titulaires d'une pension d'invalidité prévue par la loi du 31 mars 1919 pour une invalidité de 40 % et au-dessus ;

3^o — Aux contribuables dont tous les enfants sont morts.

ART. 75. — Pour l'application des dispositions des articles 71 à 74 ci-dessus, la situation à retenir est celle existante au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition.

SECTION V

DÉCLARATIONS — CONTRÔLE

ART. 76. — Tout contribuable passible de l'impôt est tenu de souscrire et de renouveler chaque année avant le 28 février une déclaration de son revenu acquis au cours de l'année précédente, avec l'indication, par nature de revenu, des éléments qui le composent.

Cette déclaration établie sur une formule réglementaire, mise à la disposition des intéressés, doit être signée et adressée au chef du service des contributions directes.

ART. 77. — Les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu arrivant à la colonie en cours d'année doivent souscrire leurs déclarations dans les quinze jours de leur arrivée en fournissant les justifications nécessaires, s'ils veulent bénéficier de l'exonération à laquelle ils ont droit, suivant les dispositions de l'article 61.

ART. 78. — Le contrôleur des contributions directes ou l'agent chargé spécialement du contrôle vérifie les déclarations.

Il peut demander au contribuable des éclaircissements.

Il peut, en outre, lui demander des justifications :

a) Au sujet de sa situation et de ses charges de famille;

b) Au sujet des charges retranchées du revenu global par application de l'article 65 ci-dessus.

Il peut également lui demander des justifications lorsqu'il a réuni des éléments permettant d'établir que le contribuable peut avoir des revenus plus importants que ceux qui font l'objet de sa déclaration. En particulier, si le contribuable allègue la possession de bons ou de titres dont les intérêts ou arrérages sont exclus du décompte des revenus imposables en vertu de l'article 66 ci-dessus, le contrôleur peut exiger la preuve de la possession de ces bons ou titres et celle de la date à laquelle ils sont entrés dans le patrimoine de l'intéressé.

ART. 79. — Les éclaircissements et justifications visés à l'article précédent peuvent être demandés verbalement ou par écrit.

Lorsque le contribuable a refusé de répondre à une demande verbale ou lorsque la réponse faite à cette demande est considérée par le contrôleur comme équivalente à un refus de répondre sur tout ou partie des points à éclaircir, le contrôleur doit renouveler sa demande par écrit.

Toutes les demandes écrites doivent indiquer explicitement les points sur lesquels le contrôleur juge nécessaire obtenir des éclaircissements ou des justifications et assigner au contribuable, pour fournir sa réponse, un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours.

ART. 80. — Le contrôleur a le droit de rectifier les déclarations, mais il doit au préalable adresser au contribuable l'indication des éléments qu'il se propose de retenir comme base de son imposition et l'inviter à se faire entendre ou à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de vingt jours.

SECTION VI

TAXATION D'OFFICE

ART. 81. — Est taxé d'office :

1^o — Tout contribuable qui n'a pas fait sa déclaration, et dont le revenu net déterminé comme il est dit aux articles 65 à 70 ci-dessus dépasse le total exonéré d'impôt (abattement à la base et déductions pour situation et charges de famille);

2^o — Tout contribuable qui s'est abstenu de répondre aux demandes d'éclaircissements ou de justifications du contrôleur;

3^o — Tout contribuable dont les dépenses personnelles, ostensibles et notoires, augmentées de ses

revenus en nature, dépassent le total exonéré et qui n'a pas fait de déclaration ou dont le revenu déclaré, déduction faite des charges énumérées à l'article 65, est inférieur au total des mêmes dépenses et revenus en nature. En ce qui concerne ces contribuables, la base d'imposition est, à défaut d'éléments certains permettant de leur attribuer un revenu supérieur, fixée à une somme égale au montant des dépenses et des revenus en nature diminués du montant des revenus affranchis de l'impôt par l'article 66. Dans le cas visé au présent paragraphe, le contrôleur préalablement à l'établissement du rôle, notifie la base de taxation au contribuable qui dispose d'un délai de vingt jours pour présenter ses observations.

ART. 82. — En cas de désaccord avec le contrôleur, le contribuable taxé d'office ne peut obtenir, par la voie contentieuse, la décharge ou la réduction de la cotisation qui lui a été assignée qu'en apportant la preuve de l'exagération de son imposition. Il supporte la totalité des frais de l'instance, y compris ceux de l'expertise, s'il y a lieu. Toutefois, si la base fixée par la juridiction compétente n'est pas supérieure de plus de 10% au chiffre produit par le contribuable, ces frais incombent au Territoire.

SECTION VII

MAJORATIONS D'IMPÔT ET PÉNALITÉS POUR DÉFAUT OU INSUFFISANCE DE DÉCLARATION

ART. 83. — Le montant de l'impôt est majoré de 25% pour le contribuable, qui n'a pas souscrit de déclaration dans le délai prévu par l'article 76.

Dans le cas où le contribuable n'a déclaré qu'un revenu insuffisant d'au moins un dixième, la même majoration est appliquée aux droits correspondant au revenu non déclaré. Les droits sont doublés si, l'insuffisance excédant le dixième du revenu imposable ou la somme de 20.000 francs, le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

ART. 84. — Le contribuable qui, encaissant directement ou indirectement des revenus à l'étranger, ne les a pas mentionnés dans sa déclaration est réputé les avoir omis et il est tenu de verser le supplément d'impôt correspondant ainsi que la majoration du droit en sus.

ART. 85. — Conformément aux dispositions du décret en date du 12 décembre 1936, la femme séparée de biens et vivant avec son mari est solidairement responsable du paiement de l'impôt sur le revenu établi au nom de ce dernier. Toutefois, sa responsabilité est limitée à la proportion correspondante à celle de ses revenus propres par rapport à l'ensemble des revenus du ménage au cours de l'année dont les revenus ont servi de base à l'imposition, si l'intéressée a produit une déclaration spéciale indiquant le montant des revenus dont elle a personnellement disposé pendant la dite année.

Cette déclaration doit être adressée dans les conditions fixées à l'article 76.

TITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION PREMIÈRE

IMPOSITION DES DROITS OMIS

ART. 86. — 1. — Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'un quelconque des impôts visés aux titres I à V ci-dessus, ainsi que les erreurs commises dans l'application des tarifs, peuvent être réparées jusqu'à l'expiration de la deuxième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due.

2. — Toute erreur commise soit sur la nature de l'impôt cédulaire applicable, soit sur le lieu de l'imposition concernant l'un quelconque des impôts et taxes ci-dessus visés peut, sans préjudice du délai fixé à l'alinéa précédent, être réparée jusqu'à l'expiration de l'année suivant celle de la décision qui a prononcé la décharge de l'imposition initiale.

3. — Toute omission ou insuffisance d'imposition révélée par une instance devant les tribunaux répressifs peut, sans préjudice du délai général de répétition fixé au paragraphe 1^{er} ci-dessus, être réparée jusqu'à l'expiration de l'année suivant celle de la décision qui a clos cette instance.

4. — Lorsqu'à la suite de l'ouverture de la succession d'un contribuable ou de celle de son conjoint, il est constaté que ce contribuable a été omis ou insuffisamment imposé aux rôles de l'année du décès ou de l'une des trois années antérieures, l'impôt général sur le revenu et les impôts cédulaires non perçus au titre desdites années peuvent, sans préjudice du délai général de répétition fixé au paragraphe 1^{er} ci-dessus, être mis en recouvrement jusqu'à la fin de la deuxième année suivant celle de la déclaration de succession ou, si aucune déclaration n'a été faite, celle du paiement par les héritiers des droits de mutation par décès.

Les impositions établies après le décès du contribuable en vertu du présent paragraphe, ainsi que toutes autres impositions dues par les héritiers du chef du défunt, constituent une dette déductible de l'actif successoral pour la perception des droits de mutation par décès. Elles ne sont pas admises en déduction du revenu des héritiers pour l'établissement des impôts cédulaires et de l'impôt général dont ces derniers sont passibles.

5. — Les impositions établies en vertu du présent article supportent, s'il y a lieu, les majorations de droits ou droits en sus prévus par les dispositions relatives à l'impôt qu'elles concernent.

SECTION II

RECouvreMENT, RÉCLAMATIONS, SECRET PROFESSIONNEL

ART. 87. — Les rôles des impôts visés aux titres I à V ci-dessus sont établis nominativement et le recouvrement en est poursuivi comme en matières de contributions directes.

ART. 88. — Les héritiers d'un contribuable décédé dans le cours de l'année sont tenus de payer le montant des cotisations portées au nom du « de cujus ».

ART. 89. — Les impôts visés aux titres I à V ci-dessus (impôts cédulaires et impôt général sur le revenu) sont exigibles en totalité dans les trois mois de la mise en recouvrement pour les rôles émis avant le 1^{er} octobre et dans les 30 jours de la mise en recouvrement pour les rôles émis après cette date et au cours des années suivantes.

En cas de déménagement avant la mise en recouvrement du rôle la procédure de recouvrement par anticipation réglementée par l'article 160 du décret du 30 décembre 1912 est applicable.

ART. 90. — Le montant des impositions peut être majoré de 0,50 pour frais d'avertissement.

ART. 91. — Les réclamations relatives aux impôts cédulaires et à l'impôt général sur le revenu sont présentées, instruites et jugées comme en matière de

contributions directes et conformément aux dispositions des décrets des 5 août 1881 et 22 février 1896 sur le conseil du contentieux, et du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Les fonctionnaires chargés du service des impôts cédulaires sur les revenus et de l'impôt général sur le revenu sont seuls appelés à formuler des avis sur les réclamations relatives à ces impôts.

ART. 92. — Est tenu au secret professionnel dans les termes de l'article 378 du code pénal et passible des peines prévues audit article, toute personne appelée à l'occasion de ses fonctions ou attributions à intervenir dans l'établissement, la perception ou le contentieux des impôts visés aux titres I à V ci-dessus.

Les dispositions du présent article ne s'opposent pas à l'échange de renseignements en l'administration du Togo et l'administration métropolitaine des contributions directes, les administrations financières de l'Algérie, des colonies, pays de protectorat et territoire sous mandat.

ART. 93. — Les déclarations produites par les contribuables pour l'établissement des impôts cédulaires ou de l'impôt général leur sont opposables pour la fixation des indemnités ou des dommages-intérêts qu'ils réclament à l'Etat aux départements, aux communes aux colonies ou au territoire du Togo, lorsque le montant de ces indemnités ou dommages-intérêts dépend directement ou indirectement du montant de leurs bénéfices ou de leurs revenus.

Le contribuable demandeur est tenu de fournir à l'appui de sa demande un extrait de rôle ou un certificat de non imposition délivré par le percepteur du lieu de son domicile.

De son côté, l'administration des contributions directes est, pour l'application du présent article, déliée du secret professionnel à l'égard des administrations intéressées, ainsi que des experts appelés à fournir un rapport sur les affaires visées au premier alinéa ci-dessus.

ART. 94. — Les contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer des extraits des rôles des impôts aux titres I à V ci-dessus suivant les dispositions réglementaires applicables aux contributions directes qu'en ce qui concerne leur propre cotisation.

ART. 95. — Tous avis et communications échangés entre les agents de l'administration ou adressés par eux aux contribuables et concernant les impôts visés aux titres I à V ci-dessus doivent être transmis sous enveloppe fermée.

Ces avis et communications bénéficieront de la franchise postale.

SECTION III

DROIT DE COMMUNICATION

AUPRÈS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

ART. 96. — En aucun cas les administrations de l'Etat, du territoire du Togo, des colonies et des communes, ainsi que les entreprises concédées ou contrôlées par l'Etat, le Togo, les colonies et les communes de même que tous les établissements ou organismes quelconques soumis au contrôle de l'autorité administrative ne peuvent opposer le secret professionnel aux agents chargés des contributions directes qui, pour établir les impôts institués par les règlements en vigueur, leur demandent communication des documents de service qu'elles détiennent.

SECTION IV.

DROIT DE COMMUNICATION
AUPRÈS DES ENTREPRISES PRIVÉES

ART. 97. — Pour permettre le contrôle des déclarations d'impôts souscrites tant par les intéressés eux-mêmes que par les tiers, tous banquiers, administrateurs de biens et autres commerçants faisant profession de payer des revenus de valeurs mobilières ou dont la profession comporte à titre accessoire des paiements de cette nature, ainsi que tous les commerçants qui ne sont pas soumis au régime du forfait institué par l'article 13 ci-dessus, sont tenus de représenter à toute réquisition des agents chargés de l'assiette des impôts sur les revenus les livres dont la tenue est prescrite par le titre II du code de commerce ainsi que tous livres et documents annexes, pièces de recettes et de dépenses.

A l'égard des sociétés, le droit de communication prévu à l'alinéa précédent s'étend aux registres de transfert d'actions et d'obligations ainsi qu'aux feuilles de présence aux assemblées générales.

Si la comptabilité n'est pas tenue en langue française et chiffres romains, une traduction certifiée par un traducteur assermenté doit être représentée à toute réquisition des agents de l'assiette de l'impôt.

ART. 98. — Les refus de communiquer les livres, pièces et documents visés à l'article 96 ou leur destruction avant l'expiration d'un délai de dix ans sont constatés par un procès-verbal et donnent lieu à l'application d'une amende de 1.000 à 10.000 francs en principal.

Indépendamment de cette amende, les contrevenants doivent être condamnés à représenter leurs livres, pièces et documents non communiqués, sous une astreinte de 100 francs au minimum par chaque jour de retard. Cette astreinte commence à courir du jour de la signature par les parties ou de la notification du procès-verbal qui est dressé pour constater le refus d'exécuter le jugement régulièrement signifié, elle ne cesse que du jour où il est constaté, au moyen d'une mention inscrite par un agent de l'administration des contributions directes sur un des principaux livres de l'établissement ou de la société, que l'administration a été mise à même d'obtenir la communication ordonnée.

L'amende et l'astreinte sont prononcées par le conseil du contentieux administratif statuant comme en matière de contravention, sur une requête présentée sans frais par le chef du service des contributions directes.

La copie de la requête est notifiée aux contrevenants par les soins du conseil du contentieux administratif.

L'amende et l'astreinte sont recouvrées comme en matière de contributions directes.

SECTION V

ART. 99. — Est abrogée la taxe additionnelle instituée par arrêté n° 27 du 13 janvier 1937.

ART. 100. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

ART. 101. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1942 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 octobre 1941.

J. DELPECH.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 486 F/3 du 18 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

C. F. T.

Budget 1942

ARRETE N° 582 portant fixation et arrêtant le projet de budget annexe de l'exploitation du réseau des chemins de fer de l'exercice 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le rapport du directeur du réseau des chemins de fer et du wharf en date du 10 septembre 1941 au conseil économique du réseau;

Sous réserve de l'approbation ultérieure par décret;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 octobre 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le projet de budget de l'exploitation des chemins de fer du Togo et du wharf de Lomé pour l'exercice 1942 est fixé et arrêté en recettes et en dépenses à DIX NEUF MILLIONS QUATRE CENT VINGT TROIS MILLE FRANCS (19.423.000 francs).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 octobre 1941.

J. DELPECH.

ARRETE N° 717 rendant provisoirement exécutoire le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, annexe du budget local, pour l'exercice 1942.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment son article 70;

Vu l'arrêté n° 582 du 16 octobre 1941 portant fixation et arrêtant le projet de budget annexe de l'exploitation du réseau des chemins de fer du Togo et du wharf de Lomé de l'exercice 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer du Togo et du wharf de Lomé pour l'exercice 1942, approuvé en conseil d'administration le 16 octobre 1941 et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : DIX NEUF MILLIONS QUATRE CENT VINGT TROIS MILLE FRANCS (19.423.000 francs).

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1942, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

Crédit Lyonnais

ARRETE N° 771 promulguant au Togo 1^o — l'arrêté général n° 4010 F./3 du 17 novembre 1941 autorisant le Crédit Lyonnais à se livrer au commerce de l'or et à passer des contrats de dépôt sur matières d'or; 2^o — l'arrêté général n° 4118 F. 2/c. du 26 novembre 1941 autorisant le Crédit Lyonnais à se porter caution personnelle et solidaire des soumissionnaires et titulaires des marchés passés en A. O. F.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 1535 r. p. du 30 avril 1941 codifiant la réglementation du commerce de l'or en A. O. F., promulgué au Togo le 31 octobre 1941;

Vu les arrêtés généraux n°s 4010 F./3 et 4118 F. 2/c. des 17 et 26 novembre 1941;

ARRETÉ :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1^o — l'arrêté général n° 4010 F./3 du 17 novembre 1941 autorisant le Crédit Lyonnais à se livrer au commerce de l'or et à passer des contrats de dépôt sur matières d'or;

2^o — l'arrêté général n° 4118 F. 2/c. du 26 novembre 1941 autorisant le Crédit Lyonnais à se porter caution personnelle et solidaire des soumissionnaires et titulaires des marchés passés en A. O. F.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

ARRETE N° 4010 F./3 autorisant le Crédit Lyonnais à se livrer au commerce de l'or et à passer des contrats de dépôt sur matières d'or.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant et réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu ensemble les décrets et arrêtés interministériels du 9 septembre 1939, du 20 mai 1940 et 30 mai 1940 pris en application du décret-loi précédent;

Vu le décret du 20 janvier 1940 prohibant sauf autorisation le démarchage, le colportage et le brocantage sur les matières d'or;

Vu l'arrêté général 1535/r. p. du 30 avril 1941 codifiant la réglementation du commerce de l'or en A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Crédit Lyonnais est habilité à passer des contrats de dépôt sur matières d'or, dans les conditions prévues par l'article 15 de l'arrêté général du 30 avril 1941.

ART. 2. — Cet établissement sera tenu de fournir à la fin de chaque trimestre, le relevé des opérations relatives aux contrats sur l'or effectuées au cours du trimestre précédent.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté général du 30 avril 1941, le crédit Lyonnais est en outre autorisé à acheter l'or brut aux commerçants titulaires de la patente spéciale d'acheteur d'or au détail ou en demi-gros, dans les conditions prévues par l'arrêté en question.

ART. 4. — Les gouverneurs des colonies, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 17 novembre 1941.

P. BOISSON.

ARRETE N° 4118 F. 2/c. autorisant le Crédit Lyonnais à se porter caution personnelle et solidaire des soumissionnaires et titulaires des marchés passés en A. O. F.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'A. O. F.;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 212;

Vu le cahier des clauses et conditions générales pour les fournitures de toutes espèces à exécuter en vertu de marchés passés dans les colonies du groupe de l'A. O. F., en date du 25 octobre 1929;

Vu l'arrêté n° 1264 du 15 mai 1937 relatif aux cautions solidaires pour les cautionnements provisoires ou définitifs dans les adjudications publiques et pour les retenues de garantie;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Crédit Lyonnais est autorisé à se porter caution personnelle et solidaire des soumissionnaires et titulaires de tous les marchés administratifs en A. O. F. aussi bien pour les cautionnements que pour les retenues de garantie.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le directeur des finances et de la comptabilité, sont chargés de l'application du présent arrêté.

Dakar, le 26 novembre 1941.

Pour le Gouverneur général en tournée,
Le gouverneur des colonies, secrétaire général p. i.,
du gouvernement général, chargé de l'expédition
des affaires courantes,

CHAPOLIE

Franchise postale

ARRETE N° 692 complétant le tableau des franchises postales.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1929 fixant les franchises postales et télégraphiques;

Vu la décision du 5 octobre 1939 désignant le bureau du comité autonome du Togo de l'Association des Dames Françaises de la Croix Rouge de France;

Après avis du chef du service des P. T. T.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La franchise postale est accordée pour la correspondance et les colis échangés entre le comité local de la Croix-Rouge de France au Togo et ses correspondants ou destinataires éventuels dans le territoire du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

Ecole professionnelle de Sokodé

ARRETE N° 693 fixant pour l'année 1942, le nombre d'élèves à admettre à l'école professionnelle de Sokodé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 15 mars 1939 réorganisant l'enseignement professionnel et les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le procès-verbal du conseil de perfectionnement de l'école professionnelle de Sokodé en date du 7 novembre 1941;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et mines du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre maximum d'élèves à admettre en 1942 à l'école professionnelle de Sokodé est fixé à douze.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

Sûreté de l'Etat en temps de guerre

ARRETE N° 694 portant désignation de l'établissement affecté à l'internement des individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 1^{er} du décret du 10 septembre 1940 autorisant les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies autres que les Antilles et la Réunion à interner sur simple décision et jusqu'à la cessation légale des hostilités les individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique;

Vu l'arrêté n° 411 du 18 septembre 1940 promulguant au Togo le décret du 10 septembre 1940 susvisé;

Vu l'arrêté n° 416 du 19 septembre 1940 portant désignation de l'établissement affecté à l'internement des individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique;

Vu le décret du 2 avril 1941 complétant le décret du 10 septembre 1940 susvisé;

Vu l'arrêté n° 231 du 6 mai 1941 promulguant au Togo le décret du 2 avril 1941 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 416 du 19 septembre 1940 portant désignation de l'établissement affecté à l'internement des individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique.

ART. 2. — Les individus dangereux pour la défense nationale et pour la sécurité publique pourront, sur décision du Commissaire de France, être internés dans un bâtiment administratif à Sansané-Mango.

ART. 3. — Le commandant des forces de police du Togo et le chef de la subdivision autonome de Mango sont chargés, le premier de la surveillance et le deuxième de l'entretien des internés.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

Délaissement forfaitaire des marins

ARRETE N° 696 fixant les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 85 de la loi du 13 décembre 1936 portant code du travail maritime, modifié par le décret du 30 juin 1934;

Vu le décret du 31 décembre 1935 portant règlement d'administration publique relatif au délaisement forfaitaire des marins blessés ou malades, complété par le décret du 11 février 1938;

Vu le décret du 27 juin 1931 modifiant les articles 11 et 14 du décret du 22 septembre 1891;

Vu l'arrêté interministériel du 10 août 1937 sur le mode de versement des forfaits;

Vu l'arrêté n° 267 du 10 mai 1938;

Sur la proposition du chef du service de l'inscription maritime;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935 pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1942 seront les mêmes que ceux prévus à l'arrêté n° 267 en date du 10 mai 1938.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

Chambre de Commerce

ARRETE N° 700 fixant la date des élections complémentaires de la chambre de commerce.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo;

Vu l'arrêté n° 947 s. E. I du 15 mars 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française prorogeant le mandat des membres des chambres de commerce et des chambres d'agriculture;

Vu l'arrêté n° 642 du 20 novembre 1941 arrêtant et approuvant la liste définitive pour les élections complémentaires de la chambre de commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élections complémentaires de la chambre de commerce sont fixées au 23 décembre 1941.

Elles auront lieu à Lomé, à la Maison Commune, sous la présidence du commandant de cercle de Lomé assisté des deux plus jeunes et des deux plus âgés des électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin.

Le scrutin sera ouvert de 10 heures à 12 heures.

ART. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938, les électeurs absents de Lomé ou non domiciliés dans cette ville pourront adresser au président du bureau leur bulletin de vote placé sous double enveloppe dont la première sera revêtue de leur signature et dont la seconde ne devra porter aucun signe extérieur, faute de quoi l'enveloppe et le bulletin qu'elle contient ne seront pas admis.

Ces enveloppes devront parvenir au président avant la fermeture du scrutin.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

Santé publique

ARRETE N° 701 plaçant le cercle d'Anécho sous le régime du danger imminent.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1939 sur la protection de la santé publique aux colonies;

Vu l'arrêté n° 634 du 27 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif, destinées à prévenir, à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme en date du 16 décembre 1941 du gouverneur du Dahomey signalant un cas suspect de maladie n° 10 (européen et indigène) à Grand-Popo;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle d'Anécho est placé sous le régime du danger imminent.

ART. 2. — Les voyageurs provenant de Grand-Popo (Dahomey) entrant au Togo, seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Aucune entrée ou sortie du Territoire ne sera permise entre 18 heures et 6 heures du matin.

Chaque voyageur indigène sera soumis à un examen médical sommaire (prise de température) au passage de la frontière et muni d'un passeport sanitaire.

Les passagers européens et assimilés seront munis d'un passeport sanitaire et soumis à une visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire, une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du médecin de la circonscription sanitaire d'accès au Territoire.

La désinfection des marchandises ou bagages de tous les voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

ART. 3. — Le chef du service de santé, l'administrateur des colonies commandant le cercle d'Anécho, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui, en raison de l'urgence, sera immédiatement rendu exécutoire, affiché dans tous les lieux d'usage, enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

Peste bovine

ARRETE N° 702 déclarant infecté de peste bovine le canton de Bassari.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et l'élevage;

Vu l'arrêté n° 423 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu le télégramme officiel n° 298 du 15 décembre 1941 du commandant du cercle de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré infecté de peste bovine le canton de Bassari.

ART. 2. — La circulation des troupeaux de bovidés est formellement interdite dans ledit canton pendant la durée de l'épizootie.

ART. 3. — Le commandant du cercle de Sokodé, le chef de la subdivision de Bassari et l'inspecteur du service vétérinaire et de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Santé publique

ARRETE N° 711 rapportant l'arrêté n° 701 du 17 décembre 1941 plaçant le cercle d'Anécho sous le régime du danger imminent.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1929 sur la protection de la santé publique aux colonies;

Vu l'arrêté n° 634 du 27 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif, destinées à prévenir, à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme en date du 16 décembre 1941 du gouverneur du Dahomey et les mesures prises dans la subdivision de Grand-Popo;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 701 du 17 décembre 1941 plaçant le cercle d'Anécho sous le régime du danger imminent est rapporté.

ART. 2. — Le chef du service de santé, l'administrateur des colonies commandant le cercle d'Anécho, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Groupement professionnel

DECISION N° 895 nommant un commissaire du gouvernement auprès du groupement professionnel du commerce du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 5 de l'arrêté ministériel du 8 avril 1941 promulgué au Togo par arrêté n° 315 du 23 juin 1941;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le chef du bureau des affaires économiques est désigné comme commissaire du gouvernement auprès du groupement professionnel du commerce colonial du territoire du Togo.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 20 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Ravitaillement Sénégal

DECISION N° 896 nommant une commission chargée de contrôler les tonnages de maïs embarqués à destination du Sénégal.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué une commission chargée de contrôler à l'embarquement les tonnages de maïs destinés au Sénégal.

ART. 2. — Cette commission est composée comme suit :

L'agent transitaire du service local : *Président*

Un représentant du délégué du groupement professionnel du commerce colonial, *Membres*

Un représentant du service des douanes.

ART. 3. — Les déclarations d'exportation déposées en douane par les commerçants au moment de l'arrivée sur rade des vapeurs devant charger ce maïs, seront établies par les exportateurs sur le vu du procès-verbal dressé par la commission.

Les droits et taxes à acquitter : wharfage, douane etc... seront calculés sur les chiffres figurant au dit procès-verbal.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Commission d'expertise

DECISION N° 897 modifiant la composition de la commission d'expertise prévue à l'article 5 du décret du 15 février 1938.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et les arrêtés subséquents le modifiant;

Vu le décret du 15 février 1938 portant organisation du contrôle du conditionnement des produits agricoles originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 21 juin 1938 le modifiant;

Vu la décision n° 404 du 2 juin 1941 nommant la commission d'expertise prévue à l'article 5 du décret du 15 février 1938;

Vu l'arrêté ministériel du 8 avril 1941 relatif à l'organisation des groupements professionnels coloniaux promulgué au Territoire par arrêté n° 315 du 23 juin 1941;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est désignée comme suit la commission d'expertise chargée d'examiner toute question se rapportant au conditionnement des produits agricoles :

Le chef du service de l'agriculture	Président
Le chef du bureau des affaires économiques ou son délégué,	
L'inspecteur des produits,	Membres
Un membre de la chambre de commerce, représentant les exportateurs à savoir :	
L'agent de la F. A. O., pour les oléagineux (excepté l'arachide) et le cacao,	
L'agent de la S. C. O. A., pour le café, le maïs et les arachides,	
L'agent de la S. G. G. G., pour le coton, kapok, caoutchouc, tapioca et tous autres produits.	

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Cacao

ARRETE N° 713 modifiant l'article 1^{er} de l'arrêté n° 623 du 9 novembre 1941 fixant les prix d'achat à payer au producteur pour le cacao.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 623 du 9 novembre 1941;

Vu le procès-verbal de la séance du 22 décembre 1941 de la commission centrale mixte;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit l'article 1^{er} de l'arrêté n° 623 du 9 novembre 1941 :

Le prix à payer au producteur à Badou est fixé à 2.886 francs.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

Caoutchouc

ARRETE N° 714 fixant les prix d'achat du caoutchouc dans les différents centres.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le procès-verbal de la séance du 23 décembre 1941 de la commission centrale mixte;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat du caoutchouc aux producteurs sont fixés comme suit :

Agou	12.795 frs.
Atakpané	12.722 —
Palimé	12.762 —
Pagala	12.650 —

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

Café

ARRETE N° 715 modifiant l'article 1^{er} de l'arrêté n° 659 du 25 novembre 1941 fixant les prix d'achat des cafés.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 659 du 25 novembre 1941;

Vu le procès-verbal de la séance du 22 décembre 1941 de la commission centrale mixte;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit l'article premier de l'arrêté n° 659 du 25 novembre 1941.

Les prix d'achat à payer au producteur sont les suivants :

	CAFÉ ARABICA			CAFÉ NIAOULI	
	QUALITÉ supérieure	QUALITÉ courante	QUALITÉ secondaire	QUALITÉ courante	QUALITÉ secondaire
Badou	11.840 frs.	10.729 frs.	7.736 frs.	7.266 frs.	6.155 frs.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Contributions directes

ARRETE N° 756 nommant un contrôleur des contributions directes et fixant ses attributions.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO. P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 réglementant l'impôt personnel, modifié par l'arrêté n° 600 du 14 novembre 1937

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le receveur de l'enregistrement est chargé des contributions directes en ce qui concerne l'impôt cédulaire et l'impôt général sur le revenu institués par arrêté n° 576 du 16 octobre 1941.

ART. 2. — En cette qualité il est chargé de contrôler les déclarations souscrites par les sociétés et particuliers, centralisées :

1^o — Par l'administrateur-maire pour la commune-mixte de Lomé;

2^o — Par les commandants de cercle et chefs de subdivision, pour les circonscriptions de l'intérieur du Territoire.

ART. 3. — Les chefs de circonscription transmettent directement au receveur de l'enregistrement pour vérification les déclarations des contribuables susvisés.

ART. 4. — Les moyens d'action du receveur de l'enregistrement en tant que chargé des contributions directes sont ceux définis par l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1941.

ART. 5. — Les déclarations des contribuables fonctionnaires restent soumises au contrôle du chef du bureau des finances du Territoire.

ART. 6. — Le receveur de l'enregistrement est tenu de dresser, par circonscription administrative, les rôles sur l'impôt cédulaire et l'impôt général sur le revenu sur lesquels devront figurer les particuliers et les contribuables fonctionnaires.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Police générale

ARRETE N° 759 portant organisation des services de police générale au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO. P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 31 janvier 1935 rendant applicable au Togo les dispositions du décret du 21 mai 1931 réglementant l'exercice de la police judiciaire en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté n° 157 du 11 mars 1933 organisant le cadre supérieur de la police au Togo;

Vu l'arrêté n° 158 du 11 mars 1933 créant le cadre subalterne de la police;

Vu l'arrêté n° 466 du 6 novembre 1940 portant création et organisation du service de la sûreté;

Vu l'arrêté n° 175 du 9 avril 1941 modifiant et complétant l'arrêté n° 466 du 6 novembre 1940, portant création et organisation du service de la sûreté au Togo;

Vu l'arrêté général du 3 septembre 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française, organisant la direction de la sûreté générale de l'Afrique française;

Vu la lettre-avon n° D. S. 1469 en date du 31 octobre 1941 de M. le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

TITRE PREMIER

ORGANISATION

ARTICLE PREMIER. — Les services de police générale dans le territoire du Togo relèvent de la direction de la sûreté générale de l'Afrique française dans les conditions de l'arrêté n° 3124 du 3 septembre 1941 (services extérieurs) et sont coordonnés et contrôlés, sous l'autorité du Commissaire de France au Togo, par un commissaire de police ou éventuellement par un fonctionnaire de l'ordre administratif prenant le titre de chef de la sûreté, nommé par le Commissaire de France sous réserve de l'approbation préalable du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

Le chef de la sûreté reçoit du Commissaire de France toutes instructions tendant ou se rapportant au maintien de l'ordre public et à la sûreté du Territoire. Il rend compte à ce haut fonctionnaire de leur exécution.

TITRE II

ORGANISATION, ATTRIBUTION ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE LA SURETÉ

ART. 2. — Le service de la sûreté dont le siège est à Lomé exerce, sous l'autorité du chef de service, dans l'ensemble du territoire, la police préventive et répressive.

Il veille au maintien du bon ordre et de la sécurité publique, recherche et surveille les agissements de nature à porter atteinte à la sûreté du Territoire. Il procède aux enquêtes prescrites par l'autorité administrative en vue de garantir le respect des lois et règlements.

Il reçoit les plaintes et dénonciations, constate les crimes et les délits et recherche leurs auteurs. Il exécute les mandats de justice et est à la disposition de l'autorité judiciaire pour exécuter ses délégations.

Ses attributions sont en outre les suivantes : police spéciale du chemin de fer; application et contrôle de la réglementation et de la circulation des personnes au Togo; surveillance des hôtels et garnis, de tous établissements ouverts au public et de la prostitution; émigration; expulsion, sauf-conduits et passeports;

fonctionnement du service anthropométrique et l'identité judiciaire; application et contrôle de la réglementation en matière de presse et de radiophonie; recherches dans l'intérêt des familles; centralisation et diffusion des renseignements de police générale intéressant l'ordre public et la sûreté du Territoire.

ART. 3. — Au siège, le service de la sûreté est divisé en quatre sections :

1^o — Section des renseignements généraux et de police administrative;

2^o — Section de police judiciaire;

3^o — Section de l'émigration — Immigration;

4^o — Section des archives.

La répartition du travail entre chacune de ces sections est fixée par le chef de la sûreté.

ART. 4. — Le chef de la sûreté bénéficie du concours de tous les fonctionnaires et agents du Territoire qui, sans relever de son autorité, ont des attributions de police générale.

Il se tient en rapport constant avec le chef du bureau politique, ainsi qu'avec tous les services intéressés à l'ordre public et à la sécurité du Territoire.

Il correspond directement avec les autorités judiciaires et leur signale tous les faits pouvant intéresser la justice.

Il jouit de la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans ses relations avec le Commissaire de France, l'autorité judiciaire, l'autorité militaire, les chefs de circonscriptions administratives, les commissaires de police, la direction de la sûreté générale de l'Afrique française (services centraux et services extérieurs). Ses relations avec le directeur de la sûreté générale sont déterminées par l'arrêté n° 3124 du 3 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française (notamment titre IV, articles 23 et 24).

ART. 5. — Le personnel des services de police et de sûreté au Togo comprend :

1^o — les fonctionnaires des cadres supérieurs et subalternes de la police organisés par les arrêtés n°s 157 et 158 du 11 mars 1933;

2^o — en cas d'insuffisance, des commissaires et des inspecteurs de police appartenant au cadre commun supérieur de la police de l'Afrique occidentale française détachés régulièrement au Territoire;

3^o — des fonctionnaires et agents de l'ordre administratif et des auxiliaires qui peuvent, de même que les inspecteurs de police, être chargés, s'ils sont suffisamment qualifiés, des fonctions intérimaires de commissaire de police, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'affectation du personnel (siège du service, commissariats urbains) est prononcée par décision du Commissaire de France sur proposition du chef de la sûreté.

Les commissaires de police et les fonctionnaires ayant la qualité d'officier de police judiciaire affectés au service de la sûreté exécutent des missions dans toute l'étendue du Togo. Ils se tiennent en liaison avec les autorités judiciaires et administratives locales et leur signalent tous faits pouvant motiver leur intervention. Ils dépendent de l'autorité judiciaire pour tout ce qui concerne leurs fonctions d'officier de police judiciaire.

TITRE III

POLICE URBAINE

ART. 6. — Dans les agglomérations du Togo, la police urbaine, qui est placée sous l'autorité du chef de la circonscription administrative, exerce la police

préventive et répressive dans les conditions prévues à l'article 18 de l'arrêté du 3 septembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

Les commissaires de police urbains titulaires ou intérimaires sont nommés sur proposition du chef de la sûreté par arrêté du Commissaire de France qui fixe les limites de leur compétence. Il sont éventuellement secondés par des inspecteurs, des inspecteurs auxiliaires, des gradés et des agents de police.

Le contrôle technique de la police urbaine est exercé par le chef de la sûreté qui reçoit en même temps que les chefs des circonscriptions administratives :

1^o — au début de chaque mois, un résumé des affaires traitées au cours du mois précédent;

2^o — au début de chaque année un rapport détaillé sur le fonctionnement de leur service.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 7. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment celles de l'arrêté susvisé du 6 novembre 1940.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Association dissoute

ARRETE N° 772 prononçant la dissolution de l'Association des Anciens Combattants, la mise sous séquestre des biens de l'association dissoute et la désignation d'un administrateur-séquestre.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 29 août 1940 portant création de la Légion française des Combattants;

Vu la loi du 3 juin 1941 portant modification de la loi du 29 août 1940, promulguée au Togo par arrêté n° 431 bis du 31 juillet 1941;

Vu la loi du 21 août 1941 portant mise sous séquestre des biens des associations dissoutes par l'article 5 de la loi du 29 août 1940, publiée au J. O. du Togo;

Vu la loi du 16 septembre 1941 rendant applicable aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies la loi du 21 août 1941, promulguée au Togo par arrêté n° 617 du 31 octobre 1941;

Vu l'arrêté n° 633 du 18 novembre 1938 autorisant la création au Togo d'une association dénommée « Association des Anciens Combattants »;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prononcée la dissolution de « l'Association des Anciens Combattants » créée par arrêté n° 633 du 18 novembre 1938.

ART. 2. — Les biens de l'association dissoute sont placés sous séquestre.

ART. 3. — Le receveur des domaines est nommé administrateur-séquestre des biens de l'association dissoute.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPEEN

Promotions

Administrateurs des Colonies

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 3 novembre 1941, ont été promus dans le personnel des administrateurs des colonies, à compter du 1^{er} juillet 1941 :

Au grade d'administrateur de 3^e classe :

Dulphy (Gérard-Jules), 3^e tour, choix ; administrateur-adjoint des colonies.

A la 1^{re} classe du grade d'administrateur-adjoint :

Chabanon (Paul), 3^e tour, choix ; administrateur-adjoint de 2^e classe.

PERSONNEL INDIGENE

Nominations

Par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française du 26 novembre 1941, les élèves dont les noms suivent diplômées de l'école normale de Jeunes Filles de l'Afrique occidentale française à Rufisque, sont agréées en qualité d'institutrices du cadre de l'enseignement primaire féminin de l'Afrique occidentale française :

A) STAGIAIRES :

Mlles

Véronique d'Almeida, Cécile Kpodar, Frida Lawson, Hélène Lawson.

B) SURNUMÉRAIRES :

Mlle Marguerite Thompson.

Le présent arrêté aura effet pour compter du jour de la mise en route des intéressées à destination de leur colonie d'affectation ou du jour de leur prise de service.

Par arrêté n° 698 du :

16 décembre 1941. — Les agents auxiliaires dont les noms suivent, qui ont subi avec succès les épreuves du concours dont le programme a été publié au journal officiel du 16 octobre 1941, sont nommés dans le cadre des commis d'administration, en qualité de commis de 8^e classe stagiaire (1^{er} échelon), pour compter du 16 décembre 1941 :

Gbikpi Marie, de Medeiros Louise, Ahoomey Hermann, Kougbéadjou Hermann.

Promotions

Par arrêté n° 712 du :

23 décembre 1941. — L'arrêté du 1^{er} janvier 1938 portant promotions est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1938, les agents ci-dessous nommés :

O) SERVICE D'HYGIÈNE

Au grade de garde d'hygiène de 3^e classe :

Byll Barthélemy, garde d'hygiène de 4^e classe.

Lire :

Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1938, les agents ci-dessous nommés :

O) SERVICE D'HYGIÈNE

Au grade de garde d'hygiène de 2^e classe :

Byll Barthélemy, garde d'hygiène de 3^e classe.

Le garde d'hygiène de 2^e classe Byll Barthélemy, ainsi reclassé, aura droit au rappel de la différence entre la solde d'un garde d'hygiène de 2^e classe et celle d'un garde d'hygiène de 3^e classe pour la période du 1^{er} janvier 1938 au 31 décembre 1941.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 398 du 18 juillet 1941 portant promotions dans le personnel du cadre local indigène des travaux publics du territoire du Togo et inséré au journal officiel du 1^{er} août 1941, page 406.

*Au lieu de :**Au grade de surveillant de route de 5^e classe :*

Alheri, surveillant de route de 6^e classe,
Codjie Stephan, surveillant de route de 6^e classe.

*Lire :**Au grade de surveillant de route de 5^e classe :*

Codjie Stephan, surveillant de route de 6^e classe.
Le reste sans changement.

Titularisations

Par arrêté n° 719 du :

24 décembre 1941. — Sont titularisés pour compter du 1^{er} janvier 1940 au grade de moniteur auxiliaire de 5^e classe, les agents d'agriculture dont les noms suivent :

Akakpo Léonard, Akakpo Codjovi René, Tossou Michel, Allaglo Thomas, nommés moniteurs auxiliaires de 5^e classe stagiaires le 1^{er} janvier 1938 par arrêté n° 571 du 25 octobre 1937.

Rétrogradations

Par arrêté n° 757 du :

26 décembre 1941. — Les agents du cadre local indigène des chemins de fer et du wharf du Togo dont les noms suivent sont rétrogradés d'une classe de leur grade :

Le maître-canotier Ametepe James, est rétrogradé au grade de premier-maître ;

Le second-maître Hounboeke Nouoga, est rétrogradé au grade de quartier-maître ;

Le quartier-maître Mensah Laté, est rétrogradé au grade de canotier de 1^{re} classe.

Licenciement

Par arrêté n° 758 du :

26 décembre 1941. — Le quartier-maître du cadre local indigène du chemin de fer et du wharf du Togo, Kotokou-Kodjo, est licencié de son emploi pour fautes graves en service.

Forces de Police**Tableau d'avancement — nominations — radiation — licenciements**

Par arrêté n° 704 du :

18 décembre 1941. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1942 et nommés pour compter du 1^{er} janvier 1942 (prise de rang et droit à la solde compris) :

Pour le grade d'adjudant :

Komou, sergent-chef, N° Mle M/52 AT.
Onohoué, sergent-chef, N° Mle M/372 AD.
Fatouzoun, sergent-chef, N° Mle M/233 AD.

Pour le grade de sergent-chef :

Toularima, sergent, N° Mle M/228 AC.
Thoto Sébastien, sergent, N° Mle M/427 AD.
Toudja, sergent, N° Mle M/126 BT.
Baouéna, sergent, N° Mle M/293 BT.
Mégnissé, sergent, N° Mle M/346 AD.

Pour le grade de sergent :

Taraoré Moussa, caporal, N° Mle M/389 BT.
Bajala Kotokoli, caporal, N° Mle M/382 AT.
Yamba Milougou, caporal, N° Mle M/276 AC.
Mensah Philippe, caporal, N° Mle M/444 BT.

Pour le grade de caporal :

Assogba II, 1^{re} classe stagiaire, N° Mle M/769 AD.
Yacouba, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/486 AC.
Tchemba, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/362 BT.
Nathaniel Georges, 1^{re} classe stagiaire, N° Mle M/782 AT.

Aboudou Bangofada, 2^e classe stagiaire, N° Mle M/760 AS.

Dabla, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/267 BT.
Yémoa, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/219 AD.
Kpéra Gounou, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/627 AD.

Agandé Pierre, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/333 BD.

Soallé, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/348 AS.

Pour le grade de milicien de 1^{re} classe :

Orou Kassaga, milicien de 2^e classe, N° Mle M/544 BD.

Agbogao Bali Bako, milicien de 2^e classe, N° Mle M/583 BT.

Tibo Yandé, milicien de 2^e classe, N° Mle M/554 BT.

Djondo Isaac, stagiaire catégorie B, N° Mle M/713 BT.

Morou II, milicien de 2^e classe, N° Mle M/676 BT.

Hékpélé Bidamou, milicien de 2^e classe, N° Mle M/577 BT.

Mobant Dam, milicien de 2^e classe, N° Mle M/624 BT.

Arouna, milicien de 2^e classe, N° Mle M/511 BS.

Koto, milicien de 2^e classe, N° Mle M/483 BT.

Kpatcha Kadaan, stagiaire catégorie A, N° Mle M/732 BT.

Doufi Laré, stagiaire catégorie B, N° Mle M/753 BT.

Boni, milicien de 2^e classe, N° Mle M/651 BT.

Koba Bako, milicien de 2^e classe, N° Mle M/591 BD.

Fossou, milicien de 2^e classe, N° Mle M/445 BT.

Makamassi Bernard, milicien de 2^e classe, N° Mle M/574 BT.

Badjon, milicien de 2^e classe, N° Mle M/635 BT.

Ocloo Bernard, milicien de 2^e classe, N° Mle M/560 BT.

Kolani Lamboni, milicien de 2^e classe, N° Mle M/539 BT.

Kolani Moba, milicien de 2^e classe, N° Mle M/543 BT.

Magnétama Bako, milicien de 2^e classe, N° Mle M/545 BT.

Mamadou Taraoré, milicien de 2^e classe, N° Mle M/481 BS.

Lambona Bampoké, milicien de 2^e classe, N° Mle M/611 BT.

Moussa Sy, milicien de 2^e classe, N° Mle M/513 BS.

Namandié Akanto, milicien de 2^e classe, N° Mle M/547 BT.

Hounzandji Casimir, milicien de 2^e classe, N° Mle M/594 AD.

Sohinto Houssou, milicien de 2^e classe, N° Mle M/550 AD.

Landoga Moni, milicien de 2^e classe, N° Mle M/586 BT.

Aouli, milicien de 2^e classe, N° Mle M/494 BT.

Sagbo Rigobert, milicien de 2^e classe, N° Mle M/567 BD.

Aglou Elie, stagiaire catégorie B, N° Mle M/690 BD.

Adonon, milicien de 2^e classe, N° Mle M/593 AD.

Kombaty, milicien de 2^e classe, N° Mle M/585 BT.

Par arrêté n° 705 du :

18 décembre 1941. — Sont nommés aux grades ci-après pour compter du 1^{er} janvier 1942 (prise de rang et droit à la solde compris) :

Brigadier-chef de 1^{re} classe :

Mamadou Kamara, brigadier-chef de 2^e classe, Mle 1119.

Brigadier-chef de 2^e classe :

Karimou Taraoré, brigadier de 1^{re} classe, Mle 311.

Brigadier de 2^e classe :

Zato Agbandaho, garde de 1^{re} classe, Mle 712.

Toi Sondé, garde de 1^{re} classe, Mle 397.

Par arrêté n° 706 du :

18 décembre 1941. — 1^o — MILICE. — Le milicien de 2^e classe Blakman II, N° Mle M/137 BT, décédé à l'hôpital de Lomé le 27 novembre 1941, est rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire à compter du 28 novembre 1941.

Sont agréés en qualité de stagiaires, à compter du 1^{er} décembre 1941, les indigènes volontaires dont les noms suivent :

Comme 2^e classe stagiaire :

Houngbo Tana, N° Mle 794 (services militaires accomplis : 2 ans 9 mois).

Comme stagiaires catégorie A :

Boco René, N° Mle 795 (services militaires accomplis : 4 ans).

Dada Koulagny, N° Mle 796 (services militaires accomplis : 6 ans).

Comme stagiaires catégorie B :

Gnandé Touwaré, N° Mle 797.

Sansani, N° Mle 798.

Kissao Tchapo, N° Mle 799.

Faré Kpandja, N° Mle 800.

Gbati Nabine, N° Mle 801.

Daré Gbandi, N° Mle 802.

Koffi Katouké, N° Mle 803.

Nassan Yoroukoum, N° Mle 804.

Salifou Woroutou, N° Mle 805.

Bagaya Oukati, N° Mle 806.

Gbandi Yandé, N° Mle 807.

Botouyi Batcho, N° Mle 808.

Yao Drou, N° Mle 809.

N'Séré Kangba, N° Mle 810.

Taparé Sambir, N° Mle 811.

N'Gouwi Koutoundi, N° Mle 812.

Dawoun Oumondo, N° Mle 813.

Badji Nakpane, N° Mle 814.

Ounoni Gnandi, N° Mle 815.

Bassan Kpabou, N° Mle 816.

Le sergent Kouabizou, N° Mle M/371 AC, est licencié et rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire pour compter du 1^{er} janvier 1942; il est proposé d'office pour l'attribution d'une pension de retraite pour ancienneté de service dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 en date du 30 août 1934 lui sont en outre accordés pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

2° — GARDE INDIGÈNE

a) Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du Territoire pour compter du 1^{er} janvier 1942 :

Tanoga, adjudant-chef, N° Mle 392.

Agossa, adjudant-chef, N° Mle 148.

N'Guissa, adjudant, N° Mle 395.

Tiéoura Bougono, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 347.

Bola, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 220.

Mama Ouro, brigadier 2^e classe, N° Mle 991.

Abodji, brigadier 2^e classe, N° Mle 302.

Gbati, garde de 1^{re} classe, N° Mle 917.

Adohi, garde de 1^{re} classe, N° Mle 153.

b) Les gradés et gardes ci-dessus sont proposés d'office pour l'attribution d'une pension de retraite pour ancienneté de service dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937.

c) Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 en date du 30 août 1934 sont en outre accordés aux intéressés pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Agents auxiliaires

Démissions

Par décision n° 882 du :

17 décembre 1941. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} décembre 1941, la démission de son emploi offerte par Amah Ayayi Pierre, moniteur auxiliaire de l'enseignement.

Par décision n° 894 du :

19 décembre 1941. — Est acceptée, pour compter du 6 décembre 1941, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Wolouvi Théodore.

Punition

Par décision n° 873 du :

12 décembre 1941. — La punition de 2 jours de suspension de solde infligée le 8 décembre 1941 au mécanicien-conducteur auxiliaire Kouassi Gbogbo, est portée à 8 jours pour faute grave en service.

Licenciement

Par décision n° 908 du :

26 décembre 1941. — L'agent auxiliaire stagiaire Kodjovi Kouaovi est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1942, pour faute grave en service.

Révocations

Par décision n° 906 du :

26 décembre 1941. — L'infirmier auxiliaire Togbé, condamné par le tribunal de 1^{er} degré de Mango, est révoqué de ses fonctions pour compter du 11 décembre 1941.

Par décision n° 907 du :

26 décembre 1941. — L'agent auxiliaire Adigo est révoqué de ses fonctions pour fautes graves en service.

DIVERS

Bornage

Par décision n° 877 du :

15 décembre 1941. — M. Horard, chef-ouvrier d'art des travaux publics, est désigné comme géomètre ad-hoc pour procéder le *jeudi 8 janvier 1942 à huit heures*, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, cercle de Sokodé, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo, suivant réquisition n° 1179 du 14 octobre 1941.

Bourse

Par arrêté n° 716 du :

24 décembre 1941. — Une bourse d'études de DOUZE MILLE FRANCS (12.000 frs.) est accordée, pour l'année scolaire 1941-1942, à M. Anthony Joseph, étudiant à la Faculté Sciences Marseille.

Cette bourse est payable mensuellement et d'avance par le service administratif colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le directeur de ce service sur la prévision constituée par le Territoire sous la seule obligation par le bénéficiaire de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 décembre, 10 mars et le 10 avril de chaque année.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

Ecole professionnelle de Sokodé

Par décision n° 874 du :

13 décembre 1941. — Sont admis aux examens de fin d'études et diplômés de l'école professionnelle de Sokodé les élèves de 4^e année, ci-dessous désignés par ordre de mérite :

- 1^o — Agboné Kouassi, section bois.
- 2^o — Kodjo Marc, section fer.
- 3^o — Yacan Agoro, section maçonnerie.
- 4^o — Agbagni Cassim, section maçonnerie.
- 5^o — Abdoulaye Mamadou, section maçonnerie.
- 6^o — Afocozi Afo, section maçonnerie.
- 7^o — Konté Kokoti, section maçonnerie.
- 8^o — Assogba Robert, section maçonnerie.
- 9^o — Bidjidi Bitikao, section maçonnerie.

Par décision n° 875 du :

13 décembre 1941. — Sont exclus de l'école professionnelle de Sokodé pour inaptitude professionnelle les élèves dont les noms suivent :

- Sinadari Maridja, 2^e année;
Gorondo Moussa, 3^e année;
Kouassi Nassoma, 3^e année.

Par décision n° 900 du :

24 décembre 1941. — Sont admis comme élèves de 1^{re} année à l'école professionnelle de Sokodé, les candidats dont les noms suivent :

- Issa Idrissou, de l'école régionale de Sokodé.
Moussa Derman, de l'école régionale de Sokodé.
Tahirou Derman, de l'école régionale de Sokodé.
Obati Ali, de l'école régionale de Sokodé.
Lamoussa Moussa, de l'école régionale de Mango.
Kpankpanso Méliga, de l'école régionale de Mango.

Enseignement

Certificat de Fin d'Etudes Primaires Elémentaires Session de 1941

Liste des candidats admis classés par ordre de mérite

- 1 — Dogbé Cléophas, école de la mission catholique de Togoville.
- 2 — Kpoti Augustin, école de la mission wesleyenne d'Anécho.
- 3 — Sossou Augustin, école de la mission catholique d'Anécho.
- 4 — Ayité Laurentia, école Notre Dame des Apôtres d'Anécho.
- 5 — Brym Moudjibaou, école régionale de Lomé.
- 6 — Amegee Michel, école de la mission catholique de Palimé.
- 7 — Brym Priscillia, école Notre Dame des Apôtres de Lomé.
- 8 — Sanvee Confort, école régionale de Sokodé.

- 9 — Foly Gladys, école de la mission protestante d'Agou-Nyongbo.
- 10 — Sassou Emmanuel, école de la mission catholique d'Anécho.
- 11 — d'Almeida Barthélemy, école régionale de Lomé.
- Tengé Augustin, école de la mission catholique de Palimé.
- 13 — Agbagla Alphonse, école régionale d'Anécho.
- Dos Reis Paulina, école Notre Dame des Apôtres de Lomé.
- Jondo Damien, école régionale de Lomé.
- 16 — Lawson Alphonse, école régionale d'Anécho.
- 17 — Lawson P. Antoine, école de la mission catholique d'Anécho.
- 18 — Agopomé Prosper, école de la mission catholique de Lomé.
- Ajavon Charles, école de la mission catholique d'Anécho.
- Amorin J. Aurélio, école régionale de Lomé.
- Dégbé Amouzouvi, école régionale d'Anécho.
- Koukou Emmanuel, école régionale de Lomé.
- 23 — Akotia Elie, école de la mission catholique de Togoville.
- Azamédé Emmanuel, école régionale de Sokodé.
- 25 — Ayiayi Samuel, école de la mission évangélique de Lomé.
- Dravie Paul, école de la mission catholique d'Anécho.
- 27 — Koumondji Emmanuel, école de la mission protestante d'Agou-Nyongbo.
- 28 — Issifou Soulé, école régionale de Sokodé.
- 29 — Danto Ada, école régionale de Mango.
- Hontongbé Gabriel, école de la mission catholique de Lomé.
- Koudadjé Michel, école régionale de Palimé.
- 32 — Améniah Godwin, école de la mission évangélique de Lomé.
- 33 — Ayivor Bruno, école régionale de Lomé.
- d'Almeida Christian, école régionale de Lomé.
- 35 — Akouesson Joachim, école régionale d'Anécho.
- Yoko Seth, école de la mission protestante d'Agou-Nyongbo.
- 37 — Védi Etienne, école de la mission catholique de Palimé.
- 38 — Houédakor Boniface, école de la mission catholique d'Anécho.
- Kpakpo Adoté, école régionale de Lomé.
- Wallace Sassou, école régionale de Lomé.
- 41 — Noményo Seth, école régionale de Palimé.
- 42 — Afangbom Komlanvi, école régionale d'Anécho.
- Kouaovi Ayaovi, école régionale de Lomé.
- 44 — Aféli Pierre, école de la mission catholique de Palimé.
- Lawani Antoine, école de la mission catholique de Lomé.
- Taraoré Fatouma, école régionale d'Anécho.
- Tugnon Hubert, école de la mission catholique de Lomé.
- 48 — Gonçalves Sébastien, école régionale de Palimé.
- Plaktor Nestor, école de la mission catholique de Palimé.
- Tétévi B. Mablé, école régionale d'Anécho.
- 50 — Eklou Paulin, école de la mission catholique de Palimé.
- Montso Alphonse, école de la mission catholique de Lomé.
- Tomégah Jacob, école régionale de Lomé.

- 54 — Bruce Eda Godfroy, école régionale d'Anécho.
- Johnson Robert, école de la mission évangélique de Lomé.
- Sidi Gbirila, école régionale de Sokodé.
- Tamaklo Napoléon, école de la mission évangélique de Lomé.
- 58 — de Médeiros Amélia, école Notre Dame des Apôtres d'Anécho.
- Koudahénou Gerson, école de la mission évangélique de Lomé.
- 60 — Agblemagnon N'Sougan, école régionale d'Anécho.
- Kentzler Beauty, école régionale d'Atakpamé.
- Terrac Jean, école régionale d'Atakpamé.
- 63 — Koudoyo Augustin, cours populaire du soir d'Anécho.
- Samarou Michel, école régionale de Sokodé.
- Tèko Abalo John, école régionale d'Anécho.
- 66 — Agbédigué Gabriel, école de la mission catholique de Palimé.
- Byll Benjamin, école de la mission évangélique de Lomé.
- Fumey Antoine, école de la mission évangélique de Lomé.
- Hónkou Thomas, école régionale de Palimé.
- Séwoavi Tobias, école de la mission catholique d'Atakpamé.
- 71 — Kouessan Kinvi, école régionale d'Anécho.
- 72 — Amouzou Nathaniel, école régionale d'Atakpamé.
- Kossi Ambroise, école de la mission catholique de Palimé.
- Olympio Emmanuel, école régionale de Lomé.
- 75 — Dossou Gaston, école régionale de Sokodé.
- Foévi Vitus, école régionale d'Anécho.
- Jondoh Jean, cours populaire du soir d'Atakpamé.
- 78 — Amétowou Martin, école de la mission protestante de Palimé.
- 79 — Gbedey Pascal, école régionale de Lomé.
- Kouwonou Hubert, école de la mission catholique de Lomé.
- Mensah Nicodème, école de la mission catholique de Lomé.
- 82 — Atsoutsé Augustin, école régionale de Lomé.
- Dagnikpo Messan, école régionale d'Anécho.
- Ntsakpé Moïse, école de la mission catholique de Palimé.
- 85 — d'Almeida James, école de la mission wesleyenne d'Anécho.
- Tessy Francisco, école régionale d'Atakpamé.
- 87 — Ajavon Ayivi, école régionale d'Anécho.
- Ajavon Béatrice, école régionale d'Anécho.
- Edoorh Johannès, école régionale d'Anécho.
- 90 — Lawson T. Vitus, école régionale d'Anécho.
- Vissou Grégoire, école de la mission catholique de Lomé.
- 92 — Ayivi Emmanuel, école de la mission protestante d'Atakpamé.
- Djorlévo Joseph, école de la mission catholique de Palimé.
- Gaké Robert, école de la mission catholique de Palimé.
- Sitti Grâce, école régionale d'Anécho.
- 96 — Azaméti Chrétien, école de la mission catholique de Palimé.
- Finley Lucie, école Notre Dame des Apôtres d'Anécho.
- 98 — Zéwu Clément, école de la mission catholique de Palimé.

- 99 — Ecoué Anastasie, école régionale de Lomé.
- Gbedey Emmanuel, école de la mission catholique de Lomé.
- Koffi Adolphe, école de la mission catholique de Lomé.
- Messan Ayivi Ayi, école régionale d'Anécho.
- Nakpam Bitambi, école régionale de Sokodé.
- 104 — Dotsé Emmanuel, école de la mission catholique de Lomé.
- 105 — Amouzou Messan, école de la mission wesleyenne d'Anécho.
- Etsé Théophile, école régionale de Palimé.
- Koffi Issac, école de la mission protestante de Palimé.
- 108 — Amusu Benjamin, école de la mission catholique de Palimé.
- Bruce Liberty, école régionale de Lomé.
- Gaba Adamah Samuel, candidat libre de Palimé.
- 111 — Agbétété Paul, école de la mission catholique de Togoville.
- Amaïzo Prosper, école régionale de Palimé.
- Issa Mama, école régionale de Sokodé.
- 114 — Dansou Foli Justin, école régionale d'Anécho.
- Nyatépé-Coo James, école de la mission wesleyenne d'Anécho.
- Symtépéati Michel, école de la mission protestante d'Atakpamé.
- 117 — Tétékpoé Florentine, école régionale de Lomé.
- 118 — Adzoma Kodzo, école régionale de Palimé.
- Hougues Philippe, école régionale de Sokodé.
- Koffi Simon, école régionale de Lomé.
- Nénonéné Jean, école de la mission protestante d'Atakpamé.
- Palanga Djobo, école régionale de Sokodé.
- 123 — Dogbé Simon, école régionale de Lomé.
- 124 — Kounakey Antoine, école de la mission catholique de Lomé.
- 125 — Adjidjonu Frédéric, école de la mission catholique de Palimé.
- Afla Philippe, école de la mission catholique de Togoville.
- Gladja Philippe, école régionale de Palimé.
- Sanvee Monique, école régionale de Lomé.
- 129 — Ahogbé Thimothée, école régionale de Palimé.
- Amouzou Bernard, école régionale de Lomé.
- Boccovi Antoinette, école régionale de Lomé.
- Dorkenoo François, école de la mission catholique de Lomé.
- Tchacondo Assoumanou, école régionale de Sokodé.
- 134 — da Gloria Yèkini, école régionale de Lomé.
- Tétékpoé Chrétien, école de la mission catholique de Lomé.
- 136 — Assignon Emile, école régionale de Lomé.
- Dom Samuel, école de la mission évangélique de Lomé.
- Maoussi Gédéon, école régionale d'Atakpamé.
- 139 — Kidjo Gratien, candidat libre de Lomé.
- Wilson Robert, école régionale de Sokodé.
- 141 — Amétomadin Pierre, école de la mission catholique d'Anécho.
- Gbikpi Robert, école de la mission wesleyenne d'Anécho.
- Géraldo Moussobaou, école régionale de Lomé.
- Mensah Moïse, école de la mission wesleyenne d'Anécho.
- 145 — Kakanou Félix, cours populaire du soir de Lomé.
- Koffi Christophe, école de la mission catholique de Palimé.

- 147 — Apédovi Akakpo, cours populaire du soir d'Atakpamé.
 — Samuel Albert, école régionale de Lomé.
 — Séméglo Michel, école de la mission catholique de Lomé.
- 150 — Djata Joseph, école de la mission catholique de Palimé.
 — Konou Fridolin, école de la mission protestante d'Agou-Nyongbo.
 — Mensah Théophile, école régionale de Lomé.
 — Nyaméssi Cléophas, école de la mission catholique de Palimé.
- 154 — Nyalévo Constantin, école de la mission protestante d'Atakpamé.
 — Soménou David, école de la mission catholique de Palimé.
- 156 — Akpé Benoît, école de la mission catholique de Tsévié.
 — Kpédi Kokou, école régionale de Lomé.
- 158 — Affovi Ambroise, école de la mission catholique d'Anécho.
 — Améganvi Jean, école régionale de Palimé.
 — Amégavi Benjamin, école de la mission protestante d'Atakpamé.
 — Amouzou Jean, école régionale de Palimé.
 — Dosseh Gershon, école régionale de Sokodé.
 — Edoh Norbert, école de la mission catholique de Lomé.
- 164 — Abotsi Alfred, école de la mission catholique de Palimé.
 — Agbézouhlon François, école de la mission catholique d'Anécho.
 — Lokotrolo Frédéric, école de la mission wesleyenne d'Anécho.
- 167 — Djafalo Bassabi, école régionale de Sokodé.
 — Kpélévi Kodzo, école régionale de Palimé.
- 169 — Armah William, école régionale de Lomé.
 — Bruce Jessie, école régionale de Lomé.
 — Torko Emmanuel, école de la mission catholique de Lomé.
- 172 — Yawo Théodore, école de la mission catholique de Tsévié.
- 173 — Adiakpo Erasmus, école régionale de Palimé.
- 174 — Ahadji Silas, candidat libre de Palimé.
 — Quist Vidal, école de la mission évangélique de Lomé.
- 176 — Agomessou Paulin, école régionale de Palimé.
 — Atokpla Christophe, école de la mission protestante d'Agou-Nyongbo.
 — Lawson Corneille, école de la mission wesleyenne d'Anécho.
- 179 — Almeida Paul, école de la mission catholique de Palimé.
- 180 — Kpéli K. Samuel, école régionale de Lomé.
- 181 — Tchédre Soulé, école régionale de Sokodé.

Indemnité

Par décision n° 871 du :

11 décembre 1941. — Une indemnité « dite pertes d'effet » de (4.120 frs.) QUATRE MILLE CENT VINGT FRANCS (perte partielle n° 1) est accordée à M. Dassonville Jean, adjoint principal de 2^e classe des services civils des colonies pour les pertes subies par lui au cours de son voyage de retour à la colonie.

Internements administratifs

Par arrêté n° 697 du :

16 décembre 1941. — Le nommé Lescent Paul, âgé de 30 ans, né à Cotonou, de père inconnu et de Lamatou, sans profession, est interné administrativement pendant la durée des hostilités dans un bâtiment administratif à Mango.

Par arrêté n° 710 du :

20 décembre 1941. — Le nommé Kamassa Dahouga, âgé de 45 ans environ, né à Noépé (subdivision de Lomé), fils de feu Dahouga et de feu Demon; cultivateur, est interné administrativement pendant la durée des hostilités dans un bâtiment administratif à Mango.

ERRATUM à l'arrêté n° 625 du 11 novembre 1941 portant internement.

Au lieu de :

ARTICLE PREMIER. — Sont internés administrativement pour une durée d'un an dans un local dépendant de la prison civile à Lomé,

Lire :

ARTICLE PREMIER. — Sont internés administrativement pendant la durée des hostilités dans un local dépendant de la prison civile à Lomé.

Le reste sans changement.

Patentes — Licences

Par décision n° 876 du :

13 décembre 1941. — Sont désignés comme membres des commissions de classification des patentes et licences pour l'année 1942 :

CERCLE DE LOMÉ

Lomé et Tsévié :

M.M. R. Eychenne, commerçant;
 Olieu, agent de la S. C. O. A.;
 Senayah, commerçant.

Cercle d'Anécho :

M.M. Jonquet, transporteur;
 de Souza Pierre, agent de la Cie. F. A. O.;
 Mensah Fred Koumakou, commerçant.

CERCLE DU CENTRE

Subdivision d'Atakpamé :

M.M. Rodier Georges, directeur de la S.O.C.A.F.A.;
 Fumey Hermann, agent de la S. C. O. A.;
 Seddoh Aloysius, commerçant.

Subdivision de Klouto :

M.M. Hadjopoulos, commerçant;
 Dagbovi Peter, agent de l'U. A. C.;
 Amaizo Adolphe, agent de la Cie. F. A. O.

CERCLE DE SOKODÉ

Subdivisions de Sokodé, Lama-Kara et Bassari :

M.M. Ekué Godwin, agent de l'U. A. C.;
 Amorin Alfred, agent de la S. C. O. A.;
 Houngues Achille, commerçant.

SUBDIVISION AUTONOME DE SANSANNÉ-MANGO :

M.M. Sermisoni Paolo, commerçant;
 Giffa Bernard, commerçant;
 Missi-Aoua, commerçant.

Prorogation de crédits

Par arrêté n° 708 du :

19 décembre 1941. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1942 la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférentes aux travaux ci-après désignés :

CHAPITRE IX-6-1*Subdivision d'Atakpamé*

Délimitation et abornements.

CHAPITRE IX-6-4*Subdivision d'Atakpamé*

Etablissement des pare-feux.

CHAPITRE X-2-2*Section radioélectrique*

Transfert d'un poste et installation de gazogène.

CHAPITRE X-7-6*Subdivision d'Atakpamé*

Construction campements des gardes forestiers.

CHAPITRE XI-1-4*Subdivision des travaux publics du Sud*

Travaux en cours.

Subdivision de Tsévié

Travaux en cours.

Subdivision d'Atakpamé

Travaux en cours.

Subdivision de Bassari

Travaux en cours.

Subdivision de Mango

Travaux en cours.

CHAPITRE XI-2-1*Subdivision des travaux publics du Sud*

Grosses réparations magasin des douanes.

Subdivision de Lomé

Grosses réparations dispensaire Mission-Tové.
Grosses réparations poste de douanes de Ségbé.

Subdivision de Tsévié

Remise en état marché et dispensaire de Tsévié.

CERCLE D'ANÉCHO

Travaux en cours.

CHAPITRE XI-2-2*Subdivision des travaux publics du Nord*

Réfection pont sur Mono.

Subdivision de Lomé

Prolongement route Akodésséwa.

CERCLE D'ANÉCHO

Aménagement passerelles reliant Anécho à Glidji.
Aménagement passerelles reliant l'île à Glidji.
Rechargement route Tchékpo-Gati.

Subdivision de Lama-Kara

Réparation au pont de Lama-Kara.

CHAPITRE XI-3-1*Subdivision des travaux publics du Sud*

Station du pompage d'Aképe.
Pose de conduite (canalisation).
Station de pompage et adduction d'eau village d'Agouévé.
Achèvement clôture et abris.
Fonctionnement des machines.
Installation électrique puits n°s 1 et 2.
Aménagement puits Mission-Tové.
Adduction d'eau. Zébé.

CHAPITRE XXI-2-1*Subdivision de Sokodé*

Prophylaxie agronomique.

Subdivision de Mango

Prophylaxie agronomique.

CHAPITRE XXI-3-1*Subdivision de Sokodé*

Entretien des immeubles.

Subdivision de Lama-Kara

Grosses réparations aux dispensaires de Lama-Kara et de Kouméa.
Réfection campements et hangars.

Subdivision de Mango

Réparations à divers locaux.

CHAPITRE XXI-3-2*Subdivision de Lama-Kara*

Construction magasin à Lama-Kara.
Agrandissement et plafonnage pharmacie de Pagouda.

Par arrêté n° 709 du :

19 décembre 1941. — Est prorogé jusqu'au 28 février 1942, la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférentes aux travaux ci-après désignés :

Budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf**CHAPITRE IV****GROSSES RÉPARATIONS**

ARTICLE 1^{er}. — § 1^{er}. — *Grosses réparations aux bâtiments C.F.T.*

« Aménagement et modification des gares Lomé, Atakpamé, Blitta ».

ARTICLE 1^{er}. — § 2. — *Grosses réparations de chaudières locomotives*

« Grosses réparations des locomotives 104 et 52 actuellement en cours ».

ARTICLE 1^{er}. — § 4. — *Grosses réparations aux ouvrages d'art à la plateforme de la voie ferrée et aux stations de pompage*

« Renforcement d'Armoo sur ligne du Nord ».

CHAPITRE IX

GROSSES RÉPARATIONS

ARTICLE 1^{er}. — § 3. — *Grosses réparations aux grues et chaloupes*

CHAPITRE XIII

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

ARTICLE 1^{er}. — § 1^{er}. — *Réfection, ballastage, et réaménagement des voies ferrées*

« Continuation des travaux entre les P.K. 55.300 et 50.900 de la ligne du centre et carrière Lilikové ».

ARTICLE 1^{er}. — § 3. — *Travaux neufs, bâtiments chemin de fer*

« Construction d'un magasin pour la section incendie et d'un magasin à l'ancienne usine de matières grasses de Lomé ».

Secours

Par décision n° 883 du :

18 décembre 1941. — Un secours éventuel de Cinq cents francs (500 frs.) est accordé à la nommée Djadjô, femme du garde de cercle Amoussou, N° Mle G. 1173/AD., décédé à Lomé le 10 décembre 1941.

Surveillance des prix

Séance du 8 décembre 1941

C^{ie} F. A. O.

Vin rouge d'Algérie (11°5) — Le litre nu 6,75

S. C. O. A.

Jambon salé — Le kilo	88,50
Poitrine salée — Le kilo	54,—
Saucisson pur porc — Le kilo	110,—
Fromage tête — La boîte	7,25
Pâté « Geo » — La boîte	9,75
Pâté « Allo » — La boîte	8,50
Lentilles (Maroc) — Le kilo	11,50
Pois cassés — Le kilo	11,50
Petits pois, extra-fins — La boîte de 500 gr.	28,50
Petits pois, très fins — La boîte de 500 gr.	24,—
Petits pois, très fins — La boîte de 250 gr.	13,50
Petits pois, fins — La boîte de 500 gr.	20,75
Petits pois, fins — La boîte de 250 gr.	11,—
Petits pois, mi-fins — La boîte de 500 gr.	17,50
Petits pois, moyens — La boîte de 500 gr.	14,75
Petits pois, moyens — La boîte de 250 gr.	7,75

Séance du 16 décembre 1941

S. C. O. A.

Ciment artificiel — Le sac de 50 kg. 74,50

U. A. C.

Vin rouge (11°8) — Le litre nu 7,90
Eau d'Evian « Cachat » — La bouteille 9,50

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

Conditions d'accès au Maroc

A. — FRANÇAIS

1^o — L'entrée au Maroc des Français, fonctionnaires et non fonctionnaires, qu'ils se proposent de séjourner dans la zone française ou qu'ils envisagent seulement d'y transiter, est subordonnée, dans tous les cas et d'une façon absolue, à l'autorisation préalable du commissaire résident général de France à Rabat.

2^o — Pour solliciter cette autorisation les intéressés établiront en triple exemplaire des demandes de visa de passeport conformes au modèle ci-annexé. Il y aura lieu de joindre à l'appui de ces demandes toutes pièces justificatives utiles telles que certificats médicaux ou d'hébergement dûment légalisés, correspondances privées et, plus généralement, tous documents susceptibles d'établir que les pétitionnaires trouveront à leur débarquement, (s'ils doivent séjourner en territoire chérifien) un logement assuré.

Les dossiers ainsi constitués seront transmis au gouvernement général, avec l'avis du chef du territoire de résidence, sous le timbre de la direction de la sûreté générale qui provoquera une décision des autorités chérifiennes. Les intéressés seront informés par la même voie de la suite réservée à leur demande.

3^o — En aucun cas les chefs de territoire ne pourront délivrer aux fonctionnaires placés sous leurs ordres de titres de congé pour en bénéficier au Maroc ou aux Antilles, si ceux-ci n'ont pas obtenu au préalable l'accord des autorités du protectorat, suivant la procédure indiquée ci-dessus. Le titre de congé devra obligatoirement mentionner la date, le numéro et la durée de validité de l'autorisation de séjour ou de transit éventuellement accordée par la résidence générale de France au Maroc.

4^o — Les militaires pouvant prétendre à un congé et désirant le passer, en tout ou en partie, au Maroc, suivent le droit commun. Leurs demandes sont établies sur papier libre mais comportent toutes les indications précisées ci-dessus. Elles seront transmises par la voie hiérarchique et adressées au gouvernement général (direction de la sûreté générale) qui tiendra, par la même voie, les intéressés au courant du résultat de leur démarche.

5^o — Les familles des fonctionnaires et militaires autorisées à séjourner au Maroc ou à y transiter devront être munies d'un passeport délivré selon la procédure ordinaire et revêtu d'un visa portant la même référence que le titre de congé du chef de famille.

6^o — Conformément aux dispositions de ma circulaire 763 I. G. S. S. M. en date du 17 octobre 1941 les demandes d'évacuation des personnels civils et militaires et de leur famille sur des formations sanitaires marocaines ne seront adressées sous le timbre de l'inspection générale des services sanitaires et médicaux.

B. — ÉTRANGERS

Les autorités chérifiennes peuvent accorder exceptionnellement aux étrangers l'autorisation de séjourner au Maroc ou d'y transiter. Les demandes susceptibles

d'être utilement transmises seront instruites suivant la procédure exposée au paragraphe 2 — A. Toutefois les questionnaires réglementaires devront être de couleur rouge ou barrée d'une diagonale de même teinte.

Dakar, le 15 décembre 1941.

Pour le Gouverneur général et p. d.
Le gouverneur, secrétaire général p. i.
CHAPOULIE.

Taxe d'embarquement ou de débarquement à Dakar

Par arrêté n° 4059 F. du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, du 17 novembre 1941, pris en commission permanente du conseil de gouvernement, il est institué une taxe à l'embarquement ou au débarquement à Dakar des passagers utilisant la voie maritime ou la voie aérienne.

Cette taxe sera perçue directement auprès des compagnies de navigation ou des compagnies aériennes.

Le produit des taxes perçues auprès des compagnies de navigation sera versé au budget annexe d'exploitation du port de commerce de Dakar; celui des taxes perçues auprès des compagnies aériennes sera versé au budget général.

Le taux de cette taxe est fixé ainsi qu'il suit :

A) Pour les passagers des compagnies de navigation :

Passagers de 1 ^{re} classe	50 frs.
Passagers de 2 ^e classe	25 —
Passagers de 3 ^e classe	15 —

B) Pour les passagers des compagnies aériennes :

Taxe unique 50 frs.

Le présent arrêté sera applicable à compter du 1^{er} janvier 1942.

PARTIE NON OFFICIELLE.

AVIS ET COMMUNICATIONS

AVIS

Le département vient de faire connaître que tout paquet ou colis, contenant des denrées alimentaires ou du savon, expédié sur France à compter du 1^{er} décembre 1941 inclus serait considéré comme irrégulier vis-à-vis de la loi du 3 juin 1941 et de ce fait confisqué au profit du Secours National, s'il n'est revêtu d'une étiquette spéciale portant le timbre des échanges commerciaux.

Pour mettre en harmonie la réglementation locale avec les dispositions métropolitaines un arrêté imposant certaines formalités au départ, entrera en appli-

cation le 15 décembre. Il prévoit une carte d'expéditeur de laquelle seront détachées des étiquettes qui devront être collées sur les paquets et grâce auxquelles ceux-ci entreront librement en France sans risque de confiscation.

En attendant l'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation, tout envoi sera suspendu à compter du 30 novembre inclus.

Tout paquet ou colis qui aurait été expédié avant cette date sera acheminé sur sa destination, tout en restant soumis aux mesures de contrôle antérieures instituées en France par le service du ravitaillement (un envoi de 10 kilos, au maximum, tous les deux mois à un même destinataire).

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LOMÉ (Togo)

ANNÉE 1942

Audiences foraines

Tableau indiquant les dates
des audiences prévues pour chaque centre

(Article 28 du décret du 22 juillet 1939 promulgué au Togo par arrêté N° 504 du 25 septembre 1939 J. O. du Togo du 1^{er} octobre 1939).

Lundi 30 Mars 1942	Palimé	(Cercle du Centre)
Lundi 18 Mai 1942	Anécho	(Cercle dudit)
Mardi 21 Juil. 1942	Atakpamé	(Cercle du Centre)
Lundi 24 Août 1942	Sokodé	(Cercle du Nord)
Mardi 22 Sept. 1942	S/Mango	(Cercle du Nord)

Lomé, le 23 Décembre 1941.

Signé : CADORÉ

NOTA. — Il sera tenu des audiences foraines complémentaires toutes les fois que les besoins du service l'exigeront.
(Article 28 paragraphe 3 du Décret du 22 Juillet 1939).

Avis de perte

de la copie du titre foncier N° 661
DU CERCLE DE LOMÉ

Conformément aux dispositions de l'art. 99 du décret du 24 Juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière. Il est donné avis de la perte de la copie titre-foncier numéro six cent soixante et un du cercle de Lomé, appartenant à la dame Suzanne Dédé Gaba, demeurant à Lomé.

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Essence

ARRETE N° 4538 E/C. réglementant les distributions d'essence.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939 (articles 9 et 10) portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu l'arrêté général 2764 D. N. du 2 septembre 1939 sur le régime de la conservation d'utilisation, la cession et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteur en cas de mobilisation;

Vu l'urgence, sous réserve de la ratification en commission permanente du conseil de gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 15 janvier 1942 il est interdit dans toute l'Afrique française d'utiliser, pour le transport individuel ou collectif des personnes, des véhicules (autos ou camions) fonctionnant à l'essence.

L'essence minérale ou de cracking d'huiles végétales sera réservée aux transports des produits et matériaux et aux troupes en manœuvre.

I. — TRANSPORTS AUTRES QUE DE PERSONNES

ART. 2. — L'essence continue à être délivrée dans les conditions fixées par l'arrêté n° 2764 D. N. du 2 septembre 1939 auxquelles s'ajoutent les restrictions édictées par le présent arrêté.

ART. 3. — Seuls les entrepreneurs de transport et les commerçants ayant transformé en gazogènes une partie de leurs véhicules ou complété leur parc par des gazogènes pourront bénéficier de distribution d'essence minérale ou de cracking d'huiles végétales pour leurs véhicules non encore équipés au gaz des forêts et à la condition expresse d'utiliser simultanément ces deux catégories de véhicules à des transports intéressant l'économie générale de la colonie (évacuation des produits du cru, entreprises de travaux publics etc...).

Des distributions exceptionnelles d'essence pourront également être faites en vue d'assurer les transports qui, pour des raisons de sécurité publique, ne peuvent être effectués avec des gazogènes (transports d'hydrocarbures, d'explosifs etc...).

ART. 4. — Toutefois, à titre transitoire et au plus tard jusqu'au 1^{er} mai 1942, les gouverneurs et chefs de territoire pourront, à charge d'en rendre compte au Gouverneur général, Haut-Commissaire, mettre de l'essence à la disposition :

1° — des transporteurs et commerçants justifiant à la date de publication du présent arrêté qu'ils ont en commande soit des véhicules à gazogène, soit des équipements gazogènes destinés à la transformation de tout ou partie de leurs véhicules;

2° — des transporteurs et commerçants n'ayant encore entrepris aucune démarche pour la transformation en gazogènes de leur matériel mais dont le maintien

de l'activité est absolument nécessaire à la vie économique de la colonie et au ravitaillement de la métropole.

ART. 5. — Les délivrances d'essence aux transporteurs et commerçants visés par l'article 4 seront toujours strictement limitées aux quantités nécessaires et suffisantes pour accomplir les seuls transports jugés indispensables.

ART. 6. — Aucun véhicule utilitaire à essence ne pourra circuler à vide si son propriétaire ou son conducteur ne justifie qu'il se rend à un point de chargement pour la réalisation d'un transport intéressant l'économie générale de la colonie.

II. — TRANSPORTS ADMINISTRATIFS

ART. 7. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux transports de personnel et matériel de l'administration. Toutefois des dotations d'essence seront réservées à certains services d'intervention immédiate :

Sapeurs-pompiers — sans limitation;

Police — Uniquement en vue de l'exécution

Santé — des missions imprévues.

Pour les services de police et de santé il ne pourra en principe être conservé dans chaque centre plus d'un véhicule ou d'une ambulance fonctionnant exclusivement à l'essence.

III. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ART. 8. — L'interdiction du transport des personnes édictée par l'article 1^{er} n'est opposable ni aux compagnies de transports transsahariens ni aux véhicules venant d'une colonie étrangère ou y retournant.

ART. 9. — Les liaisons de commandement nécessaires à l'armée, à la marine et à l'air, devront être justifiées par un ordre de mission valable pour la mission à exécuter et délivré par :

Armée de terre : commandant d'armes de la place;

Armée de mer : commandant de la marine;

Armée de l'air : à Dakar, général commandant de l'air; autres places, les commandants des bases aériennes.

IV. — SANCTIONS

ART. 10. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des peines prévues par l'article 46 de la loi du 11 juillet 1939 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre.

Ces peines sont l'amende de cent à cinq mille francs (100 à 5.000 frs.) et l'emprisonnement de six jours à deux mois ou l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, l'amende sera portée de trois mille à vingt mille francs (3.000 à 20.000 frs.) et l'emprisonnement de deux mois à un an.

En outre les tribunaux peuvent ordonner aux frais du condamné l'affichage et l'insertion dans la presse du jugement. Ces frais ne peuvent excéder en cas de première condamnation mille cinq cents francs (1.500 frs.); en cas de récidive trois mille francs (3.000 frs.).

ART. 11. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le commissaire de France au Togo et le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 24 décembre 1941.

P. BOISSON.